PROJET DE SERVICES URBAINS ET ENVIRONNEMENTAUX
Contrat No 608-C-00-96-00000

ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES INVESTISSEMENTS COMMUNAUX (INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS) ET PROJECTION DES BESOINS FINANCIERS

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

RAPPORT FINAL PROVISOIRE

Préparé pour

L'Agence Américaine pour le Développement International
Rabat, Royaume du Maroc

Le Bureau de Programmes Environnementaux et Urbains

Par

Juliana H Pigey
Abdellah Lehzam
Mohamed Sbihi

Technical Support Services, Inc.
1012 N Street, NW
Washington, DC 20001-4297 U S A

juin 1997

SOMMAIRE

ACRONYMES IV

RESUME ANALYTIQUE V

1 INTRODUCTION 1

1 1 Objectif de l'etude 1
1 2 Methodologie et periode de preparation de l'etude 1

2 L'ACTIVITE DU FEC ET SON PORTEFEUILLE DE PRETS 3

2 1 La politique de prêts du FEC 3
2 2 Le portefeuille par clients 4
2 3 Le portefeuille par region 8
2 4 Le portefeuille par secteur 10
2 5 Les projets generateurs de ressources 10
2 6 Le financement prive des projets 13
2 7 Impact de la reforme de la T V A 14
2 8 Les alternatives au financement du FEC 15
2 9 Acceleration de l'activite du FEC quelles possibilites? 17

3 LA CAPACITE FINANCIERE DES COLLECTIVITES LOCALES 19

3 1 Le poids financier des collectivites marocaines compare 19
3 2 L'epargne nette de 1993 a 1996 21
3 3 L'evolution de la TVA 24

4 PROJECTION DE LA DEMANDE D'INVESTISSEMENTS MUNICIPAUX 26

4 1 Une estimation globale des besoins 27
4 2 avec une part du FEC de 20% a 30% 28

5 PROGRAMMATION ET BUDGETISATION DES INVESTISSEMENTS 31

6 RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION 34

6 1 Recommandations 34
6 2 Plan d'action 36

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Graphique 1 Prêts attribues par type de client (1992-1996) 4
Graphique 2 Prêts realises par type de client (1992-1996) 5
Tableau 1a Nombre de projets finances par type client (1992-1996) 6
Tableau 1b Montant des prêts attribues par type de client (1992-1996) 7
Tableau 1c Montant des prêts debourses par type client (1992-1996) 7
Tableau 1d Encours de dette au 31 decembre par type client (1992-1996) 7
Tableau 2a Montant des prêts attribues par region (1992-1996) 8
Tableau 2b Le profil des prêts FEC par region en 1996 9
Tableau 3a Distribution des prêts FEC par secteur en MDH (1996) 11
Tableau 3b Distribution des prêts FEC par secteur en % (1996) 12
Tableau 4a Regies - Investissements et prêts FEC pour l'eau potable 16
Tableau 4b Regies - Investissements et prêts FEC pour l'electricite 16
Tableau 4c Regies - Investissements et prêts FEC pour les transports urbains 17
Tableau 5 Les collectivites locales dans l'economie nationale 20
Tableau 6 Comparaison des CL marocaines avec l'Europe occidentale et centrale 20
Tableau 7 Ratios des collectivites locales 1993 a 1996 22
Tableau 8 L'epargne nette des collectivites locales en 1996 23
Tableau 9 Criteres de repartition de la masse "A" du produit de la T V A 25
Tableau 10 Estimation d'un montant minimal d'investissement local 28
Tableau 11 Projection de la demande de prêts FEC 29

ANNEXES

Annexe A	Personnes contactees	A1
Annexe B	Documents consultes	B1
Annexe C	Prêts FEC par type de client et par secteur finance	C1
Annexe D	Prêts FEC par region et par province / prefecture	D1
Annexe E	Prêts FEC par secteur	E1
Annexe F	Epargne nette et Endettement des collectivites 1993 a 1996	F1
Annexe G	Tableaux des hypotheses de prevision	G1
Annexe H	Investissements municipaux pour les secteurs strategiques	H1
Annexe I	Entrevues	I1

ACRONYMES

CDG	Caisse de Depôts et de Gestion
CFD	Caisse Française de Developpement
CL	Collectivite(s) Locale(s)
CR	Commune(s) Rurale(s)
CTE	Communaute(s) Urbaine(s)
CU	Commune(s) Urbaine(s)
DGCL	Direction Generale des Collectivites Locales (Ministere de l'Interieur)
DH	Dirham marocain
DRCR	Direction des Routes et de la Circulation Routiere (Ministere des Travaux Publics)
FEC	Fonds d'Equipement Communal
ICMA	International City/County Management Association
MDH	Millions Dirhams
MTP	Ministere des Travaux Publics
ONE	Office National d'Electricite
ONEP	Office National de l'Eau Potable
PAGER	Programme d'Approvisionnement Groupe en Eau Potable des Populations Rurales
PERG	Plan d'Electrification Rurale Globale
PIB	Produit Interieur Brut
PNCRR	Programme National de Construction des Routes Rurales
PNER	Programme National d'Electrification Rurale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Developpement
TSS	Technical Support Services, Inc
TVA	Taxe sur la valeur ajoutee
USAID	United States Agency for International Development

RESUME ANALYTIQUE

La reorganisation en cours du FEC et la recente reforme de la repartition de la taxe sur la valeur ajoutee (T V A), presentent une opportunite pour le developpement de la clientele municipale du FEC Afin de mieux cerner et de saisir cette opportunite, le FEC a demande une evaluation des besoins des collectivites locales en infrastructures et equipements et la preparation de scenarios de projection de la demande sur cinq ans Cette evaluation devra tenir compte des moyens actuels et a developper dans le cadre du nouveau statut du FEC et de l'ouverture du secteur des collectivites locales aux autres banques commerciales marocaines Des recommandations pour la strategie du FEC et un plan d'action pour assister les collectivites locales a devenir meilleurs clients du FEC (et d'autres banques) sont proposes

Activites et Portefeuille du FEC
L'analyse du portefeuille de prêts du FEC montre que de 1992 a 1996, le FEC a attribue pres de 5 milliards DH de prêts, dont 55% aux communes urbaines Deux-tiers des prêts ont ete attribues aux secteurs de l'amenagement urbain, de l'electricite et des equipements commerciaux Les projets finances par le FEC qui ont un potentiel de generer des ressources sont equipements commerciaux, gares routieres, et equipements sportifs et touristiques Des partenariats publiques-prives pour la cogestion des equipements municipaux pourraient devenir plus nombreux, apres l'exemple des conventions de gestion deleguee faites par le Grand Casablanca et la commune d'Hay Hassani avec des entreprises françaises La reforme de la repartition de la T V A est tellement recente, qu'il est difficile d'imputer a "l'effet T V A " une evolution specifique au niveau de l'activite de prêts en 1996 Toute reforme financiere importante necessite une periode d'adaptation et d'ajustement

Les alternatives au financement du FEC n'existent pas encore pour les collectivites Les regies disposent de cette alternative, et semblent financer la plus grande partie des projets d'eau et d'electricite directement aupres des bailleurs de fonds Le developpement de l'activite du FEC dependra en partie des elements suivants la capacite de mobiliser des ressources supplementaires (avec les depôts des collectivites?), la fin du veto de la tutelle au Comite de Credit, la possibilite pour le FEC de prêter directement aux partenaires prives des collectivites, la capacite financiere des clients et la capacite de preparation et gestion de projets par les clients

Finances des collectivites locales
Le taux d'epargne nette des collectivites locales marocaines est tres eleve a 38% des recettes courantes en 1996, c'est-a-dire, elles degagent une epargne considerable pour le financement de leurs investissements En 1996, le niveau d'endettement a atteint 13% dans les CU et 4% dans les CR Cependant, ces chiffres masquent un recours a l'emprunt tres disparate, avec un noyau de collectivites locales qui constituent les demandeurs d'emprunts principaux aupres du FEC

Avant 1996, la repartition du produit de la T V A etait effectuee de façon a combler les deficits budgetaires des collectivites locales, les encourageant a surestimer leurs depenses et a sous-estimer leurs recettes A partir de 1996, la T V A est repartie parmi les CL en fonction de plusieurs criteres bien definis, stables et transparents Ce systeme devrait encourager les collectivites locales a modifier leur approche de la preparation budgetaire Un echantillon de 27 collectivites montrent que plus de la moitie d'entre elles disposent desormais d'une epargne previsionnelle et que le taux de l'epargne depasse souvent 30% des recettes courantes

Projection de la demande d'investissements municipaux
Les besoins des collectivites locales en investissements et infrastructures pourraient être cernes soit de façon tres detaillee, secteur par secteur, soit de façon globale, sur un montant unique, qui indiquerait une capacite annuelle d'investissement et de son financement L'intention de cette etude etait d'obtenir les informations sur les besoins estimes Cette ambition s'est heurtee aux realites du manque et/ou de la non-disponibilite des donnees requises pour cette analyse Face a cette situation, la deuxieme option est retenue dans le cadre de cette etude, celle d'utiliser une approche globale pour estimer les besoins et la demande d'investissements des collectivites locales et la part du FEC dans ce marche

La DGCL a fait une estimation detaillee des besoins des collectivites locales et on en sait seulement que les besoins sont evalues a 32 milliards DH par an En comparaison, les recettes courantes de toutes les collectivites locales en 1996 ne depassent pas 11 milliards DH, et le montant des prêts attribues par le FEC en 1996 etait 1,17 milliard DH

Un deuxieme chiffrage, avec la prise en compte de programmes nationaux d'investissement, de besoins en matiere d'assainissement liquide, des besoins d'infrastructure structurante pour le developpement foncier et d'autres programmes degagent un besoin minimum d'au moins 15 milliards DH par an Même en l'absence des donnees sur les investissements realises par les collectivites locales de 1993 a 1996, eu egard aux faibles moyens dont elles disposent, et malgre un taux d'epargne nette assez eleve, il est clair qu'elles ne sont pas en mesure de financer un besoin d'investissement de 15 milliards DH par an

Afin de faire une prevision d'une demande d'investissement realiste et realisable, un montant minimal d'investissement local a ete calcule, sur la base de l'epargne nette degagee et le montant de l'emprunt FEC Cette hypothese ne tient pas compte d'autres sources de financement que les collectivites auraient pu affecter a l'investissement Cette approche fait ressortir un montant d'investissement minimal de 5,1 milliards DH en 1996 Ce chiffre est le point de depart pour estimer la part du FEC dans le financement des investissements municipaux

La base de variation de trois hypotheses est la part de l'investissement finance par le FEC 25% (M1), 20% (B1) ou 30% (H1) Avec la variante H1, les collectivites arrivent a un taux d'endettement de 13% en 2002, et un taux d'epargne legerement inferieure aux autres hypotheses

L'element cle pour le FEC est le montant de fonds a mobiliser pour satisfaire a la demande des collectivites La variante H1 implique un doublement des fonds a mettre a la disposition des collectivites, par rapport aux tendances de 1994 a 1996 M1 represente egalement une mobilisation importante, avec une augmentation de deux-tiers des fonds a fournir aux collectivites locales

La realite est que pour assumer et gerer l'accroissement de son portefeuille qu'impliquent les hypotheses H1 et M1, le FEC doit être en mesure de trouver des ressources a coûts competitifs augmentation de son capital propre, meilleur acces aux marches domestiques, attribution des depôts des collectivites locales (moins concevable), ou le debut de l'acces aux marches de capitaux internationaux

Programmation des investissements

Il est essentiel de definir le contenu de ce qui est exprimee par "programmation et budgetisation des investissements" Il faut souligner que le montant d'un investissement budgete par une collectivite locale pour un exercice budgetaire donne doit constituer l'aboutissement de tout un processus de preparation d'un plan strategique local de developpement et d'un plan pluriannuel d'investissement Un processus de preparation d'un plan de developpement strategique et de plans pluriannuels d'investissement implique (1) la definition des objectifs de developpement local, (2) le recensement des equipements et infrastructures existantes, et, (3) l'identification de nouveaux equipements necessaires pour atteindre les objectifs de developpement local Les projets identifies devraient faire l'objet d'une estimation de coût initial, d'une prioritisation par rapport aux autres besoins et projets proposes, et d'une programmation initiale sur un plan pluriannuel, qui doit être revise chaque annee au fur et a mesure de la mise en place des investissements La participation de la population locale dans tout ce processus, ou du moins, l'opportunite pour les habitants de s'exprimer sur les axes de developpement proposes et les projets prioritaires sont essentielles

Les discussions avec les responsables de quatre municipalites (Azrou, Rabat-Hassan, Sale - Bab Lamrissa et Sefrou) sur les pratiques locales de programmation et de budgetisation des investissements ont mis en evidence que des programmes strategiques et structures d'investissement et de developpement ne sont pas encore prepares par les municipalites de l'echantillon En general, les villes preparent une liste d'investissements, les procedures pour donner la priorite aux investissements dans la liste par rapport a d'autres besoins pressants ne sont ni transparentes, ni clairement explicitees

Recommandations et plan d'action
Les recommandations sont adressees au FEC

A Elargir le champ des clients du FEC par l'autorisation expresse au FEC de prêter aux partenaires para-publiques et prives des collectivites locales Afin d'assurer une meilleure efficacite et prestation de services locaux essentiels, il faut encourager les acteurs prives a realiser et a gerer les infrastructures communales Si les partenaires prives pourront beneficier d'un acces aux financements du FEC, le developpement local en sera renforce

B Assurer la responsabilisation du FEC et des decisions que l'institution est amenee a prendre en levant l'hypotheque du veto de la tutelle au Comite de Credit

C Developper le potentiel du FEC a repondre aux situations individuelles des collectivites clientes, par le developpement d'une gamme de produits diversifies, avec des conditions adaptees, voire des produits qui visent a encourager une certaine initiative ou action de la part du client En premier exemple, le FEC pourrait etudier une strategie d'etablir un produit de financement directement lie a la mise en place d'un programme d'investissement municipal Afin d'assister les collectivites locales qui connaissent des difficultes financieres, et afin qu'elles puissent continuer a investir, le FEC pourrait elaborer un produit avec un plan d'assainissement financier Ce type de produit est propose par des institutions de credit municipal en Europe, par le Credit Local de France, par exemple

Le plan d'action est adresse aux collectivites locales
Le consultant tient a exprimer son accord avec les actions proposees dans le rapport TSS "Improved Municipal Financial Management Current Practices and Lessons Learned" (J Kleimo et M Sbihi, juin 1997) Une voie pour mettre en place l'assistance technique proposee est d'utiliser la strategie de developpement de manuels des "meilleures pratiques" (best practice) Ainsi, en elaborant avec les communes pilotes une pratique et des techniques adaptees au contexte marocain, cette experience peut être diffusee et beneficier a d'autres collectivites marocaines Trois manuels de best practice sont proposes (1)Programmation et Budgetisation des plans municipaux d'investissements pluriannuels, (2)Preparation du Budget et l'Amelioration des Ressources, et (3)Gestion des Ressources Humaines

1 INTRODUCTION

1 1 Objectif de l'etude

Le Fonds d'Equipement Communal (FEC) est l'institution financiere en charge exclusive du financement de l'investissement municipal au Maroc La reorganisation en cours du FEC vise a le transformer en une institution de financement municipal totalement autonome, avec la capacite de financer un plus grand volume de projets d'investissements municipaux aux conditions du marche La reforme de la formule d'allocation de la taxe sur la valeur ajoutee (T V A), qui assurent desormais des ressources stables et transparentes aux collectivites locales, presente une opportunite pour le developpement de la clientele municipale du FEC

Afin de mieux cerner et de saisir cette opportunite, le FEC a demande une evaluation des besoins des collectivites locales en infrastructures et equipements et la preparation de scenarios de projection de la demande sur cinq ans Cette evaluation devra tenir compte des moyens actuels et a developper dans le cadre du nouveau statut du FEC et de l'ouverture du secteur des collectivites locales a d'autres institutions financieres

1 2 Methodologie et periode de preparation de l'etude

La travail sur le terrain au Maroc a eu lieu du 5 au 28 mai, 1997 Afin de reunir les informations necessaires a la preparation des scenarios de projection de la demande des collectivites locales pour un financement FEC, les consultants (international et marocains) ont eu des discussions avec les responsables du FEC, la Direction Generale des Collectivites Locales (DGCL) au Ministere de l'Interieur (Direction de la programmation et des equipements communaux, Direction de l'eau et de l'assainissement, Direction des Regies), les Ministeres sectoriels (Ministere de l'Environnement, Ministere des Travaux Publics, Ministere des Transports), et, la Direction de la Statistique

Pour l'enquête sur les pratiques de preparation et de budgetisation des investissements par les collectivites locales, des entretiens ont ete organises avec les responsables de quatre collectivites Azrou, Rabat-Hassan, Sale - Bab Lamrissa, et Sefrou

L'impact de la reforme des regles de distribution de la TVA a ete aborde a la DGCL (Direction des finances locales, Direction des etudes et des affaires juridiques) et au Ministere des Finances (Direction du Budget)

Enfin, les entretiens avec les responsables du FEC ont permis d'aborder les questions concernant le portefeuille du FEC, et tres brievement, la reorganisation en cours et la strategie de developpement pour l'avenir

Le present rapport permet de cerner d'abord le contexte des investissements recemment finances par le FEC (Chapitre 2 - L'activite du FEC et son portefeuille de prêts) ainsi que la capacite financiere des collectivites locales, dans le contexte de la nouvelle formule d'allocation de la T V A (Chapitre 3) Ensuite, l'estimation des besoins des collectivites locales en investissements, et les scenarios de projection de la demande et le rôle du FEC sont presentes en Chapitre 4 Enfin, l'appreciation des capacites de programmation et de budgetisation des investissements par le secteur local est propose dans le Chapitre 5, suivi des recommandations et le plan d'action (Chapitre 6)

• • • • •

Des efforts considerables ont ete deployes dans la collecte des donnees essentielles La plupart des informations requises ont finalement ete communiquees, avec un retard certain Toujours est-il que les chiffres detailles sur les investissements realises par les collectivites locales (globalement et par secteur d'investissement) n'ont pas ete fournis par la DGCL Ces donnees constituaient un pivot central pour la preparation des scenarios de projection de la demande, (cf Point D de l'article III des termes de reference du 23 avril 1997) Donc, les scenarios presentes reposent sur une estimation globale des besoins, au lieu d'une approche detaillee secteur par secteur

2 L'ACTIVITE DU FEC ET SON PORTEFEUILLE DE PRETS

Le financement des projets d'investissement et d'infrastructure du secteur local marocain est evidemment la raison d'être du FEC Celui-ci a mieux realise son activite principale a partir du moment ou il a ete libere de la tutelle de la Caisse de Prêts et de Gestion (CDG), en 1992 Depuis cette reorganisation, le montant des prêts approuve et debourse a considerablement augmente, notamment a partir de 1993 L'examen des contours du portefeuille de prêts du FEC comprendra l'analyse des clients, des secteurs et de la repartition geographique, pour la periode 1992-1996[1]

2 1 La politique de prêts du FEC

Les principes qui reglent l'attribution et les conditions des prêts sont indiquees dans la Declaration de Politique Generale du FEC, approuvee par son Conseil d'Administration

Les clients potentiels du FEC sont strictement limites aux collectivites locales, a leurs groupements et aux etablissements publics locaux Cette restriction ne permet pas au FEC d'encourager des montages de financement et de gestion de projets innovateurs, comme le partenariat publique-prive par voie de gestion deleguee, par exemple, ni même des montages BOT (Build-Operate-Transfer), ni la privatisation des services

Le FEC peut financer des projets generateurs de recettes (i e , marches) ainsi que des projets non-generateurs de ressources (i e , travaux de voirie) Toutefois, les secteurs d'investissement eligibles au financement du FEC sont clairement decrits Il s'agit de

1 la distribution de l'eau,
2 la distribution de l'electricite,
3 le secteur de l'assainissement,
4 le ramassage, l'evacuation et le traitement des dechets solides,
5 les equipements de transport urbain et l'amenagement pour le transport urbain,
6 les installations telles qu'abattoirs, souks, marches, amenagements recreationnels, eclairage des rues, equipements recreatifs,
7 les routes communales et travaux de genie civil urbains et ruraux,
8 les etudes de planification de developpement local et de preparation de projets

---

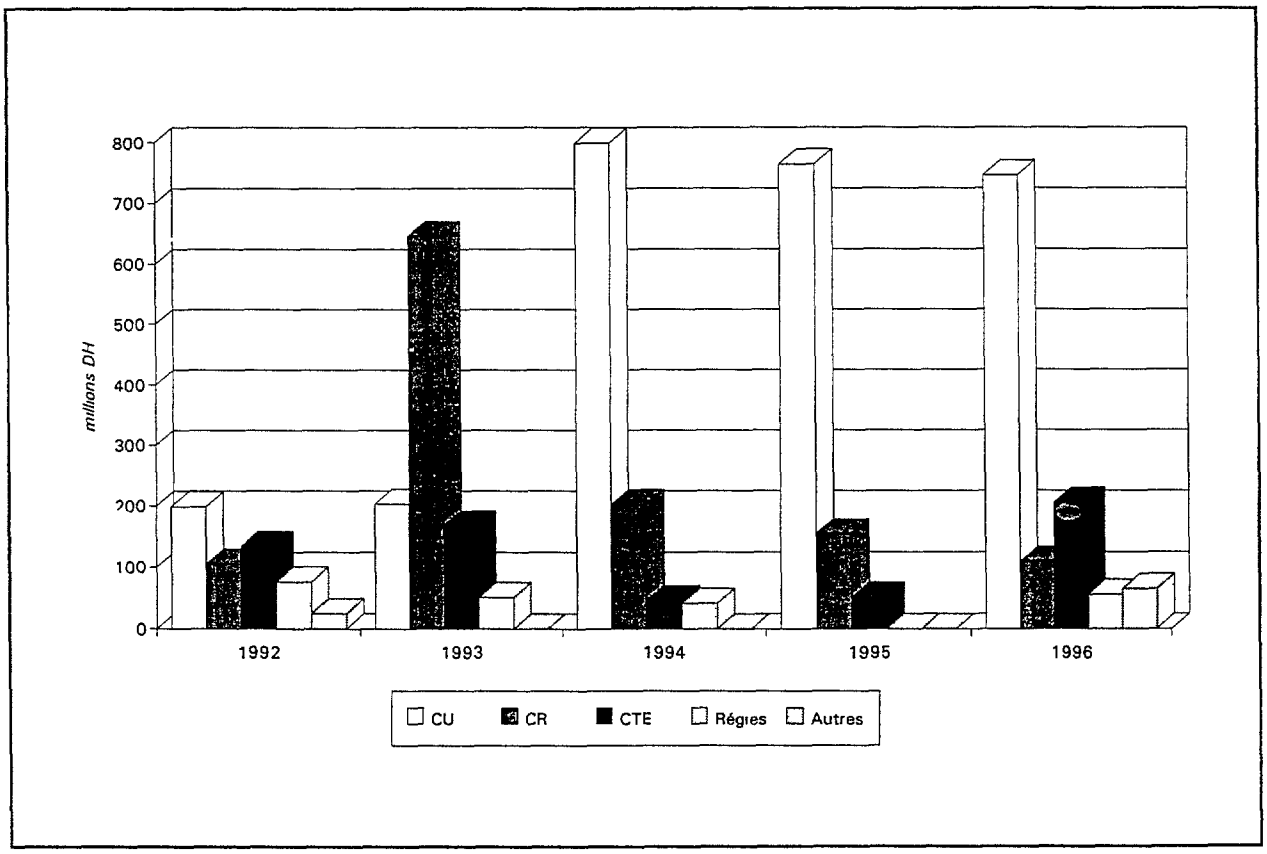
1 Les prêts attribues sont analyses pour les annees 1992 a 1996 inclues Les prêts realises (c'est a dire, les tirages sur les prêts attribues) sont analyses seulement pour ceux au titre des prêts approuves de 1992 a 1996 L'encours est analyse pour le total du principal restant du de chaque client, quelque soit l'annee d'origine des prets

Les clients du FEC sont obliges de faire un effort d'autofinancement de leurs projets, a hauteur de 15% du coût des investissements en 1997 et de 20% a partir de 1998 Donc, des 1998, les prêts FEC ne pourront representer que 80% du coût d'un projet Les echeances des prêts dependent de la nature du projet, mais ne peuvent pas depasser 15 ans Le taux d'interêt peut être fixe ou variable, la marge du FEC pour les taux fixes est de 2 5 points, et pour les taux variables, de 2 points En 1997, le taux d'interêt pratique est de 12% pour les prêts de 7 ans ou moins et de 12,5% pour les prêts de plus de 7 ans

2 2 Le portefeuille par clients

Limite aux clients du secteur local marocain, le FEC identifie cinq sous-categories de clients communes urbaines (CU), communes rurales (CR), communautes urbaines (CTE), regies et autres[2] L'evolution de l'activite de prêts du FEC par type de client depuis 1992 est illustree par les tableaux 1a a 1d, et par les graphiques 1 et 2, ci-apres

Graphique 1 Prêts attribues par type de client (1992-1996)



2 Autres = Syndicats intercommunaux ou autres clients (SONADEC)

Le profil du portefeuille de prêts du FEC par client montre la preponderance des communes urbaines au niveau du montant de prêts attribues (56% du total), de prêts debourses (60%), et du montant l'encours (63% en 1996)

Le FEC a approuve le financement pour pres de 1 000 projets de 1992 a 1996, avec une plus grande activite envers les communes urbaines a partir de 1994 (tableau 1a) Le nombre eleve de projets accordes aux communes rurales en 1993 (256 sur un total de 282), resulte de la mise en place de la deuxieme phase du Programme national d'electrification rurale (PNER)

A travers les 978 projets approuves, le FEC a attribue 4,8 milliards de DH, avec un montant annuel d'a peu pres un milliard DH ou plus depuis 1993 Plus de 55% du montant des prêts a ete attribue aux communes urbaines, 25% aux communes rurales, 12% aux communautes urbaines et 5% aux regies

Graphique 2 Prêts realises par type de client (1992-1996)

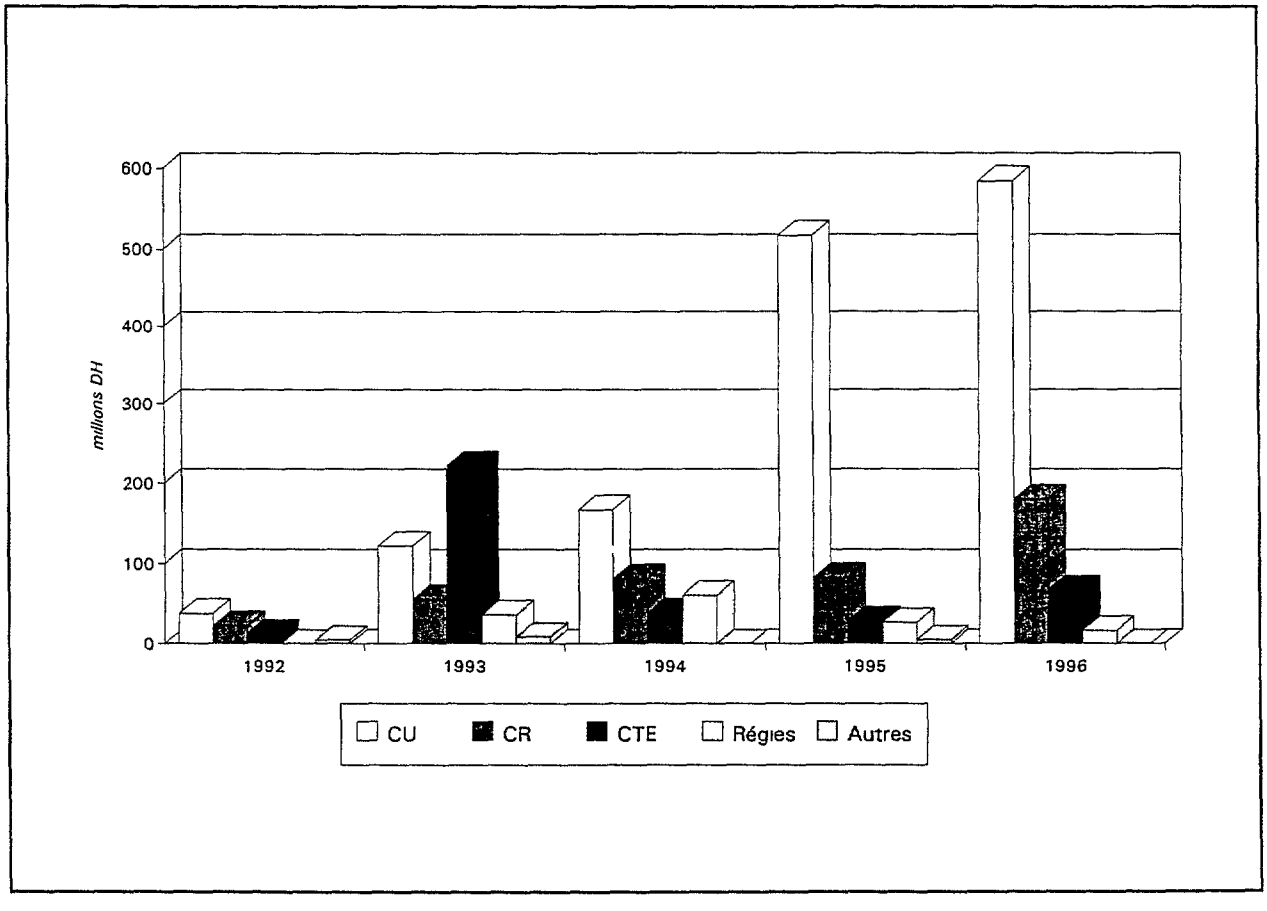


Tableau 1b Montant des prêts attribues par type de client (1992-1996)

MDH	1992	1993	1994	1995	1996	Total	en %
CTE	134	168	46	51	205	604	12 5%
CU	199	203	799	765	746	2712	56 0%
CR	105	646	203	154	108	1216	25 1%
Regies	75	51	41	0	55	222	4 6%
Autres	25	0	0	0	65	90	1 9%
Total	538	1068	1089	970	1179	4844	100 0%

Tableau 1c Montant des prêts deboursés par type de client (1992-1996)
(Prêts attribues de 1992 a 1996, uniquement)

MDH	1992	1993	1994	1995	1996	Total	en %
CTE	13	222	39	30	68	372	15 6%
CU	38	123	168	517	585	1431	59 9%
CR	23	56	82	83	180	424	17 8%
Regies	0	37	61	27	17	142	5 9%
Autres	5	9	0	5	0	19	0 8%
Total	79	447	350	662	850	2388	100 0%

Tableau 1d Encours de dette au 31 decembre par type de client (1992-1996)

MDH	1992	1993	1994	1995	1996	1992 en %	1996 en %
CTE	774	944	822	762	725	28 3%	19 0%
CU	1308	1492	1609	2007	2416	47 9%	63 3%
CR	219	258	266	289	341	8 0%	8 9%
Regies	340	314	314	283	249	12 5%	6 5%
Autres	90	99	88	92	86	3 3%	2 3%
Total	2731	3107	3099	3433	3817	100 0%	100 0%

Previous Page Blank

2 3 Le portefeuille par region

L'attribution d'un prêt du FEC aide une collectivite locale a concourir a son developpement Il permet l'amelioration des conditions de vie, comme la proprete de la ville, l'acces pour la circulation, des bonnes conditions pour le commerce et l'economie locale, etc L'analyse du portefeuille de prêts par region permet de voir si ces possibilités de developpement sont redistribuees dans toutes les regions economiques, comparees par exemple, au niveau de la population locale

Les deux regions les plus peuplees sont et le Centre (avec le Grand Casablanca) et le Nord-Ouest (avec les villes de Rabat, Sale, Tanger et Tetouan) Leur populations representent 27% et 22%, respectivement, du total de la population du Maroc Trois regions comptent entre 10 et 14% de la population chacune (Tensift, Sud et Centre-Nord), et les deux dernieres, 7% de la population urbaine (Centre-Sud, Oriental) Le tableau 2a illustre que sur une periode de cinq ans, pour les prêts attribues entre 1992 et 1996, ces proportions de repartition ont ete globalement respectees, avec la position la plus faible pour le Tensift, proportionnellement a sa population Le Centre, le Centre-Sud et l'Oriental ont ete attribues un montant de prêts un peu en deça de leur poids de population urbaine, et le Centre-Nord, un peu au dela

L'analyse des donnees pour 1996 (tableau 2b) illustre une situation difficile pour le Tensift Avec 14% de la population, mais seulement 3% du nombre de projets et du montant de prêts attribues, le Tensift semble souffrir d'une faible capacite a preparer des projets finançables Au debut de 1997, sur 19 demandes en instance pour la region, seules 7 etaient eligibles Cette question sera abordee plus loin, avec les nouvelles regles de distribution de la T V A , beaucoup de communes rurales connaissent une amelioration de leurs finances, et donc de leur capacite d'endettement Mais, il se pose la question de leur capacite a preparer des projets bancables, cela pourrait devenir un goulot d'etranglement

Tableau 2a Montant des prêts attribues par region (1992-1996)

	1992	1993	1994	1995	1996	Total	en %
Centre (C)	49	262	301	352	440	1404	29 0%
Centre-Nord (CN)	25	147	76	113	87	448	9 2%
Centre Sud (CS)	83	91	53	58	122	407	8 4%
Nord-Ouest (NO)	196	187	316	182	204	1085	22 4%
Oriental (O)	8	69	68	100	165	410	8 5%
Sud (S)	76	191	189	53	124	633	13 1%
Tensift (T)	101	121	86	114	36	458	9 5%
Total	538	1068	1089	972	1178	4845	100 0%

Tableau 2b Le profil des prêts FEC par region en 1996

	C	CN	CS	NO	O	S	T	Total
Population urbaine	6931000	3042000	1903000	5647000	1769000	3234000	3547000	26073000
en % du total	26 6%	11 7%	7 3%	21 7%	6 8%	12 4%	13 6%	100 0%
Prêts attribues (MDH)	440	87	122	204	165	125	36	1179
% prêts attribués	37 3%	7 4%	10 3%	17 3%	14 0%	10 6%	3 1%	100 0%
Prêts realises (MDH)	295	73	47	160	110	84	82	851
% prêts réalisés	34 7%	8 6%	5 5%	18 8%	12 9%	9 9%	9 6%	100 0%
Nombre de projets	34	24	29	36	21	17	5	166
% nombre de projets	20 5%	14 5%	17 5%	21 7%	12 7%	10 2%	3 0%	100 0%
Encours de dette (MDH)	967	423	240	984	350	473	381	3818
% encours de dette	25 3%	11 1%	6 3%	25 8%	9 2%	12 4%	10 0%	100 0%

2 4 Le portefeuille par secteur

Comme on a indique ci-dessus, le FEC est limite par sa Politique Generale a certains secteurs de projets locaux qui sont eligibles a un financement FEC (cf 2 1) Parmi ces secteurs, trois representent les deux-tiers des prêts attribues depuis 1992 Il s'agit de l'amenagement urbain, principalement la voirie (29%), l'electricite (20%), et les equipements commerciaux (15%) Deux autres secteurs ont reçu 10% du montant attribue - l'assainissement solide et l'assainissement liquide

Le profil pour 1996 (tableaux 3a et 3b) indique un poids preponderant pour l'amenagement urbain, avec 55% du total des fonds attribues, sur 1,1 milliard DH Le deuxieme secteur en 1996 etait les equipements commerciaux, avec 16% des fonds attribues

Les tendances par secteur pour les prêts aux communes urbaines sont

- 342 projets approuves sur 5 ans, dont 195 (plus de la moitie) approuve en 1995 et 1996,
- 42% du montant total etait attribue pour la voirie, avec 93 projets,
- 16% des prêts attribues pour l'assainissement solide, 118 projets, dont plus de 85% des fonds est deja debourse (surtout pour l'achat de materiel roulant),
- 16% du montant total est destine aux projets d'equipements commerciaux (56 projets)

Du côte des communes rurales, on peut remarquer

- 593 projets approuves sur 5 ans, pour un montant de 1,2 milliard DH,
- un effort important impulse par le programme national d'electrification rurale (surtout en 1993/94), avec 351 projets, 68% du montant attribue aux communes rurales (823 MDH), mais seulement 22% de ce montant realise jusqu'a fin 1996,
- une baisse du montant des attributions depuis 1994, pour atteindre moins de 110 MDH et 72 projets en 1996
- 15% des prêts attribues pour les equipements commerciaux (82 projets), et 65% de realisation

2 5 Les projets generateurs de ressources

Le FEC financent des secteurs ou les projets sont generateurs de ressources, permettant le remboursement de la dette, ainsi que le paiement des coûts de gestion et d'entretien Le plus important, et celui ou les collectivites locales ont plus de discretion au niveau tarifaire concerne les equipements commerciaux souks, marches de gros, marches de betail Ce secteur represente 15% du portefeuille de prêts attribues de 1992 a 1996 et 145 projets Les tarifs des marches doivent permettre le recouvrement des coûts - gestion, entretien et service de la dette Le rendement des tarifs dans chaque collectivite dependra de la capacite locale de gestion de ces equipements

Tableau 3a Distribution des prêts FEC par secteur en MDH (1996)

	Eau potable	Electricite	Transports Urbains	Equip Commerc	Equip Specialises	Amenage-ment Urbain	Equip Sport & Tourist	Assain Liquide	Assain Solide	Total
PRETS ATTRIBUES										
CU	10	29		106	16	448	15	84	37	745
CR	3	17		38	2	27	1	9	13	110
CTE				41		100	30		11	182
REGIES	10		45							55
AUTRES						58			7	65
TOTAL	23	46	45	185	18	633	46	93	68	1157
PRETS REALISES										
CU	2	14		83	17	279	21	38	131	585
CR	11	98		37	1	10	1	3	19	180
CTE				14	20	10				44
REGIES	2		15							17
AUTRES										0
TOTAL	15	112	15	134	38	299	22	41	150	826

Tableau 3b Distribution des prêts FEC par secteur en % (1996)

	Eau potable	Electricite	Transports Urbains	Equip Commerc	Equip Specialises	Amenage-ment Urbain	Equip Sport & Tourist	Assain Liquide	Assain Solide	Total
PRETS ATTRIBUES										
CU	1 3%	3 9%		14 2%	2 1%	60 2%	2 0%	11 3%	5 0%	100 0%
CR	2 7%	15 5%		34 5%	1 9%	24 5%	1 0%	8 1%	11 8%	100 0%
CTE				22 5%		54 9%	16 6%		6 0%	100 0%
REGIES	18 2%		81 8%							100 0%
AUTRES						89 2%			10 8%	100 0%
TOTAL	2 0%	4 0%	3 9%	16 0%	1 5%	54 7%	4 0%	8 0%	5 9%	100 0%
PRETS REALISES										
CU	0 3%	2 4%		14 2%	2 9%	47 7%	3 6%	6 5%	22 4%	100 0%
CR	6 1%	54 4%		20 5%	0 6%	5 6%	0 6%	1 7%	10 5%	100 0%
CTE				31 8%	45 5%	22 7%				100 0%
REGIES	11 7%		88 3%							100 0%
AUTRES										0 0%
TOTAL	1 8%	13 6%	1 8%	16 1%	4 6%	36 2%	2 7%	5 0%	18 2%	100 0%

D'autres secteurs potentiellement generateurs de ressources sont les gares routieres (classifiees comme "equipements specialises") et les equipements sportifs et touristiques Ensemble, ces deux secteurs ont compte pour moins de 8% des prêts attribues en 5 ans, et a peu pres 30 projets Le potentiel de recuperation des coûts risque d'être moins eleve que pour les marches Même la Direction des Finances Locales de la DGCL a releve dans la circulaire n°36/DFL du 31 mars 1997, que, "Si l'on ne prend que le cas des gares routieres, il est constate que de nombreuses collectivites locales realisent ces equipements sans en tirer aucun profit pour leur budget "

Au niveau des equipements sportifs, touristiques et complexes culturels, le consultant ne dispose pas d'informations sur leur rentabilite dans les CL marocaines Mais son experience en Europe occidentale et centrale suggere que les recettes de tarification et de location de ces equipements risquent de ne pas être suffisant pour assurer le budget total comprenant entretien, gestion et remboursement de la dette (avec peut-être des exceptions pour des centres touristiques renommes et bien frequentes)

2 6 Le financement prive des projets

Deux collectivites locales de Casablanca ont signe des contrats de gestion avec des entreprises privees françaises Pour la communaute urbaine du Grand Casablanca, il s'agit d'un contrat de gestion deleguee des services de la RAD a la Lyonnaise des Eaux, pour les secteurs d'eau potable, d'assainissement et d'electricite La Lyonnaise s'est engagee a faire 30 milliards DH d'investissements, dont 5 milliards pour l'eau potable, 9 milliards pour l'electricite et 16 milliards pour l'assainissement liquide La commune urbaine de Hay Hassani a approuve un contrat de gestion de services de nettoiement et de collecte des ordures menageres, avec la Societe des Eaux de Marseille

Ces deux cas vont fournir aux autres collectivites locales marocaines une demonstration de la faisabilite et de l'interêt a trouver une entreprise privee pour la gestion et le financement de certains services locaux, ou même d'engager la privatisation du service Quatre secteurs principaux sont potentiellement concernes par un processus de privatisation ou de contrat de gestion des services l'eau potable, l'electricite, l'assainissement solide et l'assainissement liquide Ensemble, ces quatre secteurs representent 2 milliard DH de prêts attribues en 5 ans, ou 42% du total (30% sans les prêts PNER de 1993)

Tant que le FEC connaît dés restrictions sur sa clientele potentiel, un eventuel engouement des collectivites locales pour la privatisation ou de toute autre forme de gestion privee presentera un risque pour le niveau de l'activite future du FEC

2 7 Impact de la reforme de la T V A

La reforme de la distribution des recettes de la T V A (cf Chapitre 3), mise en place en 1996, a le potentiel d'entraîner une modification profonde des pratiques des collectivites locales en matiere de budgetisation et d'investissement Avant cette reforme, la part la plus importante de prêts attribues et de l'encours etait concentree sur les commune urbaines Or, un certain nombre de ces collectivites locales approche le niveau de dette maximale, defini a 40% des recettes ordinaires Elles risquent aussi de voir diminuer leurs ressources pendant la periode de transition

Toutefois, d'apres la DGCL, 80% des collectivites locales, et notamment des communes rurales, ont beneficie du redeploiement de cette ressource, leur recettes vont continuer d'augmenter pendant la periode de transition Elles auront la capacite a accroître leur depenses d'investissement, en degageant un niveau d'epargne plus eleve Cette epargne peut aussi servir d'effet de levier pour contracter des prêts FEC En outre, d'importants programmes nationaux d'investissement pour le secteur rural (eau potable, electrification, routes rurales) sont en cours de realisation, En prenant appui sur ces developpements opportuns, le FEC est aujourd'hui mis devant le defi de trouver de nouveaux clients viables, mais qui sont en mesure de monter et de gerer des projets bancables

La reforme de la T V A est tellement recente, qu'il est difficile, a priori, d'imputer a "l'effet T V A " une evolution specifique au niveau de l'activite de prêts en 1996, et compte tenu d'autres facteurs qui peuvent entrer en jeu

D'abord, les prêts attribues en 1996 etaient tres probablement "dans le tuyau" depuis au moins une a deux annees, compte tenu des delais de preparation par la municipalite et de la procedure de revue et approbation par la DGCL Seconde, en annee preelectorale, on observe souvent une acceleration des investissements municipaux, avec l'espoir que la "politique de la grue" aidera l'equipe en place a être reelu Trois, toute reforme financiere importante necessite une periode d'adaptation et d'ajustement Ainsi, les investissements inspires par une meilleure situation financiere seront tres probablement proposes a partir de l'annee fiscale 1997/98 (et par les equipes issues des recentes elections municipales)

De 1995 a 1996, l'on peut noter une baisse du nombre de projets approuves (de 208 a 166), mais avec un montant attribue plus eleve (+22%) En nombre, les projets approuves pour les CU et CR etaient tres proches (80 et 72, respectivement), mais le montant attribue aux CR n'a atteint que 108 MDH, soit 9% du total, et un coût moyen par projet de 1,5 MDH En valeur, 63% des prêts a ete attribue aux CU (746 MDH), avec un coût moyen par projet de 9,3 MDH, et 17% aux CTE (205 MDH) En termes de secteur d'investissement, 60% du montant des prêts aux CU etaient attribues pour la voirie (35 projets), et 14% pour des equipements commerciaux (15 projets) (cf tableaux 3a et 3b) Du côte des CR, 35% du montant des prêts financent des equipements commerciaux (25 projets) et 19% la voirie (9 projets)

Donc, en 1996, les CU et CR ont principalement reçu un financement FEC pour des projets de nature local, qui ne sont pas necessairement l'objet de programmes de priorite d'investissement national (sauf, eventuellement, la voirie rurale, cf Chapitre 4)

2 8 Les alternatives au financement du FEC

Avec la reforme de la distribution de la T V A et le potentiel de nouveaux clients, une question que l'on peut se poser, est de savoir qui peut aujourd'hui concurrencer le FEC et sur quelle partie du marche? De la même façon que le FEC est limite par ses clients, les clients du FEC sont largement limites dans leur choix de banquier Quand les communes urbaines et les communes rurales cherchent a emprunter, elles n'ont d'autre choix que de s'adresser au FEC Jusqu'a present, aucune banque commerciale marocaine n'a reçu l'autorisation du Ministere de l'Interieur / Ministere de Finances de concurrencer le FEC pour l'attribution des prêts aux collectivites locales

Une exception serait les grandes villes, telles Rabat, Casablanca, ou Fes, par exemple, qui pourraient beneficier de prêts directs des bailleurs de fonds internationaux, comme la Banque mondiale

Par contre, les regies d'eau, d'electricite et de transports urbains ne sont pas cantonnees au monopole du FEC Un examen de leurs realisations d'investissement et le recours a l'emprunt aupres du FEC indique que ce dernier n'est pas necessairement le prêteur de choix des regies Les tableaux 4a, 4b et 4c presentent le montant des investissements realises par les regies entre 1992 et 1996 Les sources de financement pour ces investissements n'ont pas ete indiquees Cependant, une estimation est possible, en se basant sur les plans d'investissement de la periode 1995-2000, les regies comptent recourir a l'emprunt pour financer 30% des investissements de 1995 a 2000 (avec 40% de participation des abonnes et 30% d'autofinancement) Ce taux de 30% a ete applique aux investissements realises de 1992 a 1996 Les resultats de ces calculs sont tres differents par secteur

Pour l'eau potable, les regies ont eu peu recours au FEC, pour 9 millions DH sur 2 milliards au total en investissement, et seulement a partir de 1994 Par ailleurs, le montant de l'investissement dans le secteur a baisse de façon importante a partir de 1994 Si les regies ont finance 30% de leur developpement par l'emprunt, la part du FEC aurait atteint 2% a 4% de ce montant, selon l'annee, et 1% sur toute la periode Il est clair, que même si le taux de 30% n'est pas atteint, les regies d'eau ont acces a d'autres sources de financement, notamment de la part de la Banque mondiale ou de la CFD

Tableau 4a Regies - Investissements et prêts FEC pour l'eau potable

MDH	1992	1993	1994	1995	1996	Total 92-96
Depenses d'investissement	808	926	402	317	209	2662
Part finance par emprunt (estime a 30%)	242	278	121	95	63	799
Prets FEC	0	0	3	4	2	9
Part du FEC dans l'emprunt (estime)	0 0%	0 0%	2 5%	4 2%	3 2%	1 1%

Source Calcule a partir des donnees de la Direction des Regies DGCL Ministere de l'Interieur

Pour le secteur de l'electricite, on peut observer a peu pres les mêmes tendances que pour l'eau potable Il y a eu une baisse importante des investissements a partir de 1994 Les regies ont eu recours aux prêts FEC en 1993, 1994 et 1995, pour un total de 51 million DH Avec l'hypothese de 30% de financement des investissements par l'emprunt, la part du FEC aurait atteint 7% du total de l'emprunt pour la periode, mais avec une pointe de 30% en 1994

Tableau 4b Regies - Investissements et prêts FEC pour l'electricite

MDH	1992	1993	1994	1995	1996	Total 92 96
Depenses d investissement	673	768	375	334	297	2447
Part finance par emprunt (estime a 30%)	202	230	113	100	89	734
Prêts FEC	0	11	33	7	0	51
Part du FEC dans l emprunt (estime)	0 0%	4 8%	29 3%	7 0%	0 0%	6 9%

Source Calcule a partir des donnees de la Direction des Regies DGCL Ministere de l'Interieur

Le cas des regies de transports urbains montre une autre tendance En effet, depuis 1992, le FEC doit faire face a des problemes de remboursement des prêts par les regies de transport, avec une accumulation d'arrieres Actuellement, et d'apres la DGCL, le FEC serait moins dispose a prêter aux regies transports et suivrait une politique de prêter directement aux collectivites locales pour l'achat de bus

Or, sur 6 prêts accordes par le FEC pour les transports urbains entre 1992 et 1996, un seul a ete attribue a une collectivite locale (Safi CTE en 1992), et les 5 autres attribues aux regies de transports Et ces prêts FEC comptent pour la part la plus importante de financement des investissements par ces regies En effet, avec une hypothese de recours a l'emprunt de 30%, le FEC etait a l'origine de plus de 100% des ressources estimees d'emprunt Cela implique que dans le secteur des transports urbains, les prêts ont finance plus de 30% des investissements des regies, et que le FEC continue de jouer un rôle assez significatif de financement dans ce secteur

Tableau 4c Regies - Investissements et prêts FEC pour le transport urbain

MDH	1992	1993	1994	1995	1996	Total 92-96
Depenses d'investissement	61	61	44	43	57	266
Part finance par emprunt (estime a 30%)	18	18	13	13	17	80
Prets FEC	0	4	21	16	15	56
Part du FEC dans l'emprunt (estime)	0 0%	21 9%	159 1%	124 0%	87 7%	70 2%

Source Calcule a partir des donnees de la Direction des Regies DGCL Ministere de l Interieur

2 9 Acceleration de l'activite du FEC quelles possibilites?

Au terme de cette tour rapide de l'activite et du portefeuille de prêts du FEC, est-ce que l'on peut identifier les goulots d'etranglement qui limitent sa capacite? Les sources eventuelles de ces goulots proviennent des facteurs suivants

- les contraintes statutaires et administratives,
- les clients (existants et nouveaux),
- la capacite financiere des clients,
- la capacite de preparation et de gestion de projets par les clients,

Les contraintes statutaires et administratives relevent du fait que le nouveau statut du FEC l'a erige en banque Cependant, la question reste posee des options du FEC avec ce nouveau statut, et qui vont determiner sa capacite de mobilisation de ressources dans l'avenir Le FEC est en cours de discussion avec les autorites de tutelle pour avoir acces aux depôts des collectivites locales (aujourd'hui deposes obligatoirement au Tresor) Or, en mai 1997, les responsables du FEC ont indique leur conviction que le Tresor n'accepterait pas de se priver des depôts des collectivites locales au profit du FEC ou de toute autre institution financiere

Le FEC reste egalement tributaire de la tutelle pour le choix des projets approuves pour un financement de prêt Au Comite de Credit du FEC, le Ministere des Finances et le Ministere de l'Interieur disposent chacun d'un droit de veto Ce pouvoir du veto est dans un sens, une forme de de-responsabilisation du FEC Au printemps 1997, la suppression de ce veto etait en discussion

Les clients potentiels existants consistent en les communes urbaines et communes rurales qui n'ont pas encore eu recours au financement FEC pour leurs investissements Pour les communes urbaines, 194 sur 248 avaient enregistre un encours de dette a un moment entre 1992 et 1996 Du côte des communes rurales, seules 235 sur pres de 3,000 ont affiche un encours pendant cette periode La nouvelle repartition de la T V A beneficie a 80% des communes, dont la majorite se situe dans le secteur rural Or, ces communes qui, pour la premiere fois, disposeraient d'une epargne nette leur permettant les moyens de s'endetter, sont tres probablement des communes petites, isolees et qui manque totalement d'experience pour preparer et gerer un projet bancable, et avec la discipline de rembourser un prêt Il serait donc important de concevoir des programmes or de modules de formation, qui donneraient a ces communes les outils necessaires pour gerer leurs developpement et leurs projets d'equipement

Les clients potentiels nouveaux pourraient être des entreprises parapubliques et privees qui sont partenaires des collectivites locales, surtout dans les domaines des dechets solides (collecte et traitement, decharges), de l'assainissement liquide, mais aussi au niveau de l'eau potable et de l'electricite Dans la mesure ou des projets futurs seraient de plus en plus souvent structures avec un partenaire prive, les restrictions d'acces a des clients autres que les CL constituent un handicap certain pour le FEC Toutefois, le FEC se doit de devenir competitif et offrir un plus a ces clients potentiels Tant que certaines entreprises ou organismes (tel l'ONEP) auront acces a des fonds peu chers des bailleurs (CFD, KFW, Union europeenne), les taux d'interêts pratiques sur les prêts FEC ne risquent pas de les interesser

La capacite financiere des clients est un facteur important, surtout pour des projets non-generateurs de ressources Avec la reforme de la TVA (cf Chapitre 3), la capacite d'une epargne previsionnelle de 80% des collectivites locales s'est ameliioree, ce qui a le potentiel d'enlever un goulot d'etranglement

La capacite de preparation et de gestion de projets par les clients determine dans un certain mesure et pour certains types de projets le potentiel de remboursement Une fois un prêt attribue, le projet devrait être realise dans les delais les plus brefs Des sa realisation, il doit être gere et entretenu de maniere a generer les recettes escomptees ou de fournir le service pour lequel il a ete conçu Comme indique ci-dessus, beaucoup des clients potentiels du FEC risquent de n'avoir ni l'experience, ni la capacite pour être a la hauteur de ces exigences

3 LA CAPACITE FINANCIERE DES COLLECTIVITES LOCALES

L'activite et la viabilite du FEC sont etroitement liees a la capacite financiere des collectivites locales Dans la mesure ou celles-ci degagent une epargne suffisante pour assurer un bon niveau d'investissement et/ou une capacite de rembourser un service de dette, elles constituent un clientele potentiel interessant Ou bien, cette capacite financiere peut servir de garantie dans le cadre de projets generateurs de ressources

Le secteur local au Maroc comporte 22 prefectures, 43 provinces et 1 546 communes, dont 248 commune urbaines (CU) et 1 298 communes rurales (CR) En plus, il y a 14 communautes urbaines (CTE), qui regroupent de 2 a 21 communes urbaines dans leurs aires metropolitaines respectives D'apres le recensement general de la population de 1994, plus de 49% de la population (12,8 million d'habitants sur 26 millions) habitent les 248 communes urbaines, le 51% restant se retrouvant dans les communes rurales

3 1 Le poids financier des collectivités marocaines compare

Afin ce cerner l'importance financiere des collectivites, on peut comparer leur poids dans l'economie nationale et avec le budget de l'Etat Le tableau 5 ci-dessous situe le poids financier des collectivites locales marocaines par rapport a ces deux indicateurs Les charges du budget de l'Etat representent une part significative dans l'economie, avec un tiers du produit interieur brut (PIB) de 1993 a 1995, mais qui commence a diminuer en 1996, a 29% Par contre, les depenses courantes des collectivites locales (hors annuite de la dette) pesent a peine 2% du PIB

Par rapport au budget de l'Etat, les depenses des CL se situent autour de 6% Ces ratios paraissent d'un niveau assez faible, eu egard aux responsabilites des CL marocaines dans des domaines essentiels comme la gestion des dechets solides, la proprete des villes, la voirie, l'assainissement liquide, les transports urbains, et les marches

Une comparaison avec quelques pays en Europe occidentale (France, Allemagne, Belgique) et en Europe centrale (Pologne, Roumanie) confirme l'impression de la faiblesse du poids financier des collectivites marocaines, et qui ne traduit ni le niveau ni l'importance de leurs responsabilites Dans chacun des cinq pays, le poids des collectivites locales depasse 4% du PIB (il faut noter que la Roumanie et la Pologne, comme le Maroc, sont classifies par la Banque mondiale comme des economies a revenu intermediaire, dans la tranche inferieure) De la même façon, les depenses par rapport au budget de l'Etat depassent 10%

Tableau 5 Les collectivites locales dans l'economie nationale

MDH	1993	1994	1995	1996
Produit Interieur Brut	249816	286030	283806	332450
Charges - Budget de l'Etat	80117	93426	91471	97451
en % du PIB	32 1%	32 7%	32 2%	29 3%
Depenses courantes toutes CL (hors annuites de dette)	4417	5492	5825	5809
en % du PIB	1 8%	1 9%	2 1%	1 7%
en % du Budget de l'Etat	5 5%	5 9%	6 4%	6 0%
dont Depenses CU (hors annuites de dette)	2638	3634	3825	3722
en % du PIB	1 1%	1 3%	1 3%	1 4%
en % du Budget de l'Etat	3 3%	3 9%	4 2%	3 8%
dont Depenses CR (hors annuites de dette)	1154	1135	1226	1227
en % du PIB	0 5%	0 4%	0 4%	0 4%
en % du Budget Etat	1 4%	1 2%	1 3%	1 3%

Source Calcule a partir des donnees de la DGCL / Ministere de l Interieur

Tableau 6 Comparaison des CL marocaines avec l'Europe occidentale et centrale

	Depenses des collectivites locales en pourcent du PIB	Depenses des collectivites locales en pourcent du budget Etat
Maroc (1996)	1 7%	6 0%
France (1989)	8 9%	17 2%
Allemagne	6 2%	13 3%
Belgique (1989)	6 1%	11 8%
Pologne (1995)	7 0%	14 0%
Roumanie (1995)	4 5%	20 6%

3 2 L'epargne nette de 1993 a 1996

La capacite des collectivites locales a engager des investissements et a contracter des emprunts est fonction de la capacite d'epargne nette (= recettes courantes - depenses courantes - remboursement de la dette) Les tableaux 7 et 8, ci-dessous, ainsi que les tableaux en Annexe F presentent l'evolution de l'epargne nette de toutes les collectivites locales de 1993 a 1996, et des ratios clés par type de collectivite pour l'annee 1996

Les tendances pour toutes les collectivites depuis 1993 (tableau F1, en annexe) indiquent que les recettes courantes ont accru chaque annee de plus de 5% (net de l'inflation), avec un bond de 11% en 1996 (prevu) Une augmentation importante a ete enregistre pour les recettes de la patente et les dotations de la T V A Apres une poussee de 18% des depenses courantes en 1994, leur evolution semble bien maîtrisee depuis, avec une tendance a la baisse

Avec l'evolution positive des recettes et des depenses, ainsi que la mise en place de la nouvelle repartition de la T V A , le taux d'epargne nette[3] atteint pres de 38% des recettes courantes en 1996 Le taux d'endettement (remboursement de la dette rapporte aux recettes courantes) a augmente par 2 points depuis 1993, passant de 6,5% a 8,6%, ceci masque la disparite d'evolution de ce ratio entre les communes urbaines et communes rurales, celles-la ont eu un plus grand recours aux emprunts FEC pour le financement de leurs investissements

Les tableaux 7 et 8 illustrent bien la disparite des moyens financiers entre les communes urbaines et les communes rurales La base fiscale sur la propriete immobiliere et sur l'activite economique est reservee pour l'essentiel dans les CU, 40% de leurs recettes courantes proviennent des impôts affectes (patente, taxe urbaine et taxe d'edilite), contre 6% dans les CR (proportion qui a baisse de moitie depuis 1993) Ainsi, celles-ci dependent pour pres de 50% du transfert de la T V A (nouvelle formule) contre 24% dans les communes urbaines Les provinces ont une structure de recettes a part, avec plus de 84% des recettes courantes provenant du transfert de la T V A

Le taux d'epargne nette a ete tres eleve pendant toute la periode et en 1996 a atteint 26% des recettes courantes dans les CU et 36% dans les CR En comparaison, le taux d'epargne nette si situe a 15-18% en France, et a 21-25% en Pologne, par ailleurs les collectivites polonaises sont peu endettees

Le service de la dette a atteint 13% des recettes courantes des CU et 4% de celles des CR Pour les communes urbaines, ce taux est en augmentation de 4 points par rapport a 1993

---

3 Le montant de l'epargne nette rapporte aux recettes courantes

Tableau 7 Ratios des collectivites locales (1993 a 1996)

	1993	1994	1995	1996
Communes urbaines				
impots affectes[4] / recettes courantes	40 3%	38 2%	36 3%	40 0%
autres taxes locales / recettes courantes	13 2%	23 5%	23 0%	22 7%
transferts T V A / recettes courantes	23 0%	23 6%	27 3%	24 0%
taux d epargne nette	30 3%	23 8%	26 6%	26 1%
service de la dette / recettes courantes	8 9%	10 4%	10 0%	13 2%
epargne nette / service de la dette	3 41	2 30	2 65	1 97
Communes rurales				
impots affectes / recettes courantes	12 3%	8 2%	6 9%	6 2%
autres taxes locales / recettes courantes	32 8%	27 1%	20 8%	28 3%
transferts T V A / recettes courantes	39 6%	49 3%	54 2%	48 4%
taux d epargne nette	23 4%	36 8%	45 9%	35 6%
service de la dette / recettes courantes	5 9%	2 1%	1 8%	3 8%
epargne nette / service de la dette	3 98	17 56	25 57	9 35
Provinces / Prefectures				
impots affectes / recettes courantes	0 0%	0 0%	0 0%	0 0%
autres taxes locales / recettes courantes	5 9%	7 2%	7 2%	5 6%
transferts T V A / recettes courantes	75 8%	77 6%	79 0%	84 2%
taux d epargne nette	24 9%	25 1%	24 9%	23 1%
service de la dette / recettes courantes	0 1%	3 3%	2 8%	3 0%
epargne nette / service de la dette	208 00	7 70	8 87	7 69

Source Calcule d'apres les donnees de la DGCL / Ministere de l'Interieur

[4] Taxe urbaine + Patente + Taxe d edilite

Jusqu'en 1995, l'epargne etait constatee ex-post, dans un systeme avec un logique de financement des deficits constates Une subvention etait negociee au cas par cas pour chaque exercice budgetaire, et d'apres la DGCL, "88% des collectivites locales etaient subventionnees au depart et n'avaient pas d'epargne previsionnelle susceptible d'être programmee et de financer les investissements projetes "

Quand même, ce niveau eleve d'une epargne ex-post dans un tel systeme est surprenant En Roumanie, ou jusqu'en 1996 les subventions etaient distribuees avec une logique tout a fait analogue, pour financer un deficit constate, le taux d'epargne ne depassait pas 4% des recettes courantes Cela implique que le systeme pratique au Maroc etait suffisamment souple pour permettre aux collectivites locales de "decouvrir" une capacite d'epargne et donc d'investissement a la fin ou même pendant l'exercice budgetaire

Tableau 8 L'epargne nette des collectivites locales en 1996

(MDH)	Total CL	Communes Urbaines	Communes Rurales	Provinces
Recettes courantes	**10792**	**6134**	**2024**	**1164**
dont impots affectes	2581	2456	125	0
dont autres taxes locales	2031	1393	573	65
dont transferts T V A	4900	1470	980	980
dont autres recettes	1280	815	346	119
Depenses courantes (hors dette)	5809	3722	1227	860
Solde d epargne brute	4983	2412	797	304
Remboursement dette	**924**	**812**	**77**	**35**
Solde d'epargne nette	**4059**	**1600**	**720**	**269**
Emprunt	**1060**	**944**	**109**	**7**

Source Donnees de la DGCL (Direction des Finances Locales) / Ministere de l'Interieur

Deux changements importants sont intervenus pour les collectivites locales a partir de 1996 D'une part, l'annee fiscale a ete decalee, passant de l'annee calendaire, a une annee qui court du 1er juillet au 30 juin L'annee 1996/97 constitue une annee de transition, avec un budget exceptionnel sur 18 mois (du 1er janvier 1996 au 30 juin 1997) D'autre part, la nouvelle repartition de la T V A , avec des cles de calcul stables et transparentes a ete mise en place depuis janvier 1996

3 3 L'evolution de la T V A

L'attribution aux collectivites locales d'une proportion garantie d'au moins 30% du produit de la T V A a ete etablie des 1984 (loi-cadre du 23 avril 1984) et mise en place a partir de 1988

Avant 1996, la repartition du produit de la T V A etait effectuee de façon a combler les deficits budgetaires des collectivites locales Avec une telle logique de repartition des fonds, les CL ont ete encouragees systematiquement a surestimer leurs depenses et a sous-estimer leurs recettes, afin d'obtenir le montant de subvention le plus eleve possible Ce systeme a egalement eu pour effet d'inciter certaines collectivites locales a recourir a l'emprunt, a partir du moment ou un deficit budgetaire etait dû pour partie au montant du service de la dette (l'une des depenses obligatoires), la CL avait d'autant plus de chances a recevoir une subvention de T V A elevee, afin d'assurer cette obligation de paiement

A partir de 1996, la T V A est repartie parmi les CL en fonction de plusieurs criteres bien definis, stables, transparents et connus de tous Quatre masses principales ont ete etablies La masse A (70%) est allouee aux budgets des CL selon des criteres definis, avec 30% de la masse de la T V A pour les communes et communautes urbaines, 20% pour les communes rurales et 20% pour les prefectures et provinces

Cette part allouee aux CTE, CU et CR comprend trois dotations La dotation "forfait" est d'un montant egal pour toutes les communes ou communautes dans chaque categorie de CL La dotation "potentiel fiscal" est attribuee selon un critere de richesse fiscale Cette richesse est calculee en fonction du montant des emissions d'ordre de recettes par tête d'habitant Une compensation est calculee pour les CL ou la richesse fiscale est inferieure a 1,25 fois de la moyenne par habitant pour la categorie de CL Enfin, la dotation "effort fiscal" (ou "promotion des ressources propres") est calculee en fonction de la moyenne annuelle des recettes effectivement realisees, par habitant Les dotations de richesse fiscale et d'effort fiscal devraient encourager les CL a suivre de plus pres et mettre en place des actions pour accroître le niveau de l'assiette fiscale et le rendement des impôts

La masse B (15%) etait prevue pour financer le coût des transferts de responsabilites en matiere de construction d'ecoles et de dispensaires Or, ces transferts ont ete annules, effectif a partir de l'annee fiscale 1997/98 La masse B serait alors utilisee pour certains investissements ruraux (eau potable, electrification et routes) La masse C (10%) est affectee a la couverture de charges communes, telles des actions de formation, des etudes ou des equipements intercommunaux La masse D (5%) est affectee a un fonds de reajustement Une periode de transition sur 5 ans est prevue, ou les CL beneficiaires recevront leurs augmentations de recettes de la T V A par paliers de 20%, et les CL defavorisees perdront leurs recettes de la T V A , egalement par paliers de 20%

Tableau 9 Criteres de repartition de la masse "A" du produit de la T V A.

Dotations	Communautes urbaines	Communes urbaines	Communes rurales
"Forfait"	15%	15%	30%
"Potentiel Fiscal" Impots pris en compte	70% (taxe d'edilite)	70% (taxe urbaine taxe d'edilite et patente)	55% (taxe urbaine taxe d'edilite patente droits de marches, la moitie des recettes forestieres)
"Effort Fiscal"[5]	15%	15%	15%

L'adoption d'une repartition transparente et stable du produit de la T V A aura un impact au niveau de l'amelioration des methodes de prevision budgetaires, de la programmation des investissements et du renforcement des moyens financiers des collectivites locales Une meilleure situation financiere pour la majorite des collectivites peut beneficier au FEC, et contribuera aussi a resoudre les problemes d'endettement que connaissent actuellement certaines collectivites

Cette reforme va encourager les collectivites locales a developper leurs ressources propres, notamment par l'effet du critere "promotion des ressources propres"

Un premier aperçu des benefices du nouveau systeme est visible a travers les budgets de fonctionnement d'un echantillon de 10 communes urbaines et de 17 communes rurales (Tableaux F5 et F6 en Annexe) Ces tableaux comparent le budget de 1994 a celui de 1996/97 (ramene a 12 mois)

Pour le niveau d'epargne, 7 sur 10 des communes urbaines et 9 sur 17 des communes rurales sans epargne en 1994 ont budgete une epargne previsionnelle pour 1996/97 Dans bien des cas, le taux d'epargne depasse 30% des recettes courantes Il s'agit d'une formidable capacite nouvelle a engager des investissements, sur ressources propres ou par l'emprunt Les communes qui en 1994 ont enregistre un niveau d'epargne en 1994, ont vu leur niveau d'epargne augmenter, voire doubler, avec le nouveau systeme

L'impact du critere de la promotion des ressources propres est difficile a deduire de l'echantillon Si dans certaines communes, les recettes de la taxe urbaine, de la taxe d'edilite et de la patente sont prevues d'augmenter en 1996/97, dans bien d'autres, une baisse en terme reel est prevue

[5] ou "Promotion des ressources propres"

4 PROJECTION DE LA DEMANDE D'INVESTISSEMENTS MUNICIPAUX

Les besoins des collectivites locales en investissements et infrastructures pourraient être cernes soit de façon tres detaillee, secteur par secteur, soit de façon globale, sur un montant unique, qui indiquerait une capacite annuelle d'investissement et de son financement

La premiere approche pourrait être abordee soit par une enquête sur le terrain, soit en se basant sur des donnees disponibles au niveau central, avec une information sur les besoins, rassemblee par des enquêtes, des etudes de schema directeurs, des informations des Ministeres sectoriels, etc La premiere option est longue et coûteuse, et a ete exclue des la conception de cette mission

En effet, l'intention de cette etude, telle qu'initialement conçue, etait d'obtenir les informations sur les besoins estimes et devait prendre en compte pour chacun des secteurs d'investissement municipal les elements suivants

- le montant de l'investissement realise dans une periode recente,
- la proportion de l'investissement finance par le FEC,
- les besoins d'investissement estimes et/ou extrapoles pour chaque secteur, et,
- le niveau d'equipement d'apres les fichiers de la BADOC (pour le secteur urbain), pour affiner et tester les trois premiers elements

Or, cette ambition s'est heurtee aux realites du manque et/ou de la non-disponibilite des donnees requises pour cette analyse Par consequent, le consultant ne dispose d'aucune information sur le montant des investissements effectues par les collectivites locales de 1993 a 1996, ni de façon detaillee par secteur, ni de façon globale pour l'ensemble de la depense d'investissement Sans ces donnees, il etait impossible d'en deduire la proportion de l'investissement financee par le FEC

Quelques informations disparates etaient disponibles sur des projets d'equipement specifiques, pour les regies (eau potable, electricite et transports urbains) et pour des programmes nationaux (electrification rurale, alimentation en eau potable, construction des routes rurales) Des etudes de schema directeur sont en cours pour les secteurs de l'assainissement liquide et l'assainissement solide Aucune information specifique n'a pu être trouvee sur les besoins en investissement pour la voirie urbaine, les equipements commerciaux et frigorifiques, les gares routieres, etc Le schema directeur national des transports date de 1988-89, et aucune donnee sur les realisations dans le secteur local n'a pu être fournie

Face a cette situation, la deuxieme option est retenue dans le cadre de cette etude, celle d'utiliser une approche globale pour estimer les besoins et la demande d'investissements des collectivites locales et la part du FEC dans ce marche

4 1 Une estimation globale des besoins

En 1993-94, la Direction de la programmation et des equipements communaux de la DGCL a fait une estimation detaillee des besoins des collectivites locales en matiere d'equipement (etude non-communiquee a l'equipe) Cependant, les responsables de la DGCL ont indique que les besoins sont evalues a 32 milliards DH par an En comparaison, les recettes courantes de toutes les collectivites locales en 1996 ne depassent pas 11 milliards DH, et le montant des prêts attribues par le FEC en 1996 etait 1,17 milliard DH

La prise en compte de programmes nationaux d'investissement a l'attention du monde rural (eau potable, electricite, routes rurales), de l'estimation des besoins en matiere d'assainissement liquide (entre 1,4 et 3,3 milliards par an, selon le scenario), des besoins d'infrastructure structurante pour le developpement foncier (3,6 milliards par an) et des programmes d'investissement des regies (eau potable, electricite, transport urbains), permet d'arriver a un total annuel de besoin d'investissement autour de 9,4 a 11,3 milliards DH par an[6] Et ces chiffres ne tiennent pas encore compte de la voirie urbaine, des dechets solides, des equipements commerciaux, des gares routieres, des equipements sportifs et touristiques Ainsi, on peut facilement estimer un besoin minimum d'au moins 15 milliards DH par an, au bas mot

Même en l'absence des donnees sur les investissements realises par les collectivites locales de 1993 a 1996, eu egard aux faibles moyens dont elles disposent, et malgre un taux d'epargne nette assez eleve, il est clair qu'elles ne sont pas en mesure de financer un besoin d'investissement de 15 milliards DH par an (cf tableau G4, en annexe)

Afin de faire une prevision d'une demande d'investissement realiste et realisable, un montant minimal d'investissement local a ete calcule, sur la base de l'epargne nette degagee, des subventions TVA (1993 a 1995) et le montant de l'emprunt FEC Cette hypothese assigne la totalite de l'epargne nette a l'investissement Elle ne tient pas compte d'autres sources de financement que les collectivites auraient pu affecter a l'investissement (subventions et participations, alienations de biens communaux, etc) Comme illustre le tableau 10, cette approche fait ressortir un montant d'investissement minimal de 4,9 milliards DH de 1993 a 1995, et 5,1 milliards DH en 1996 L'hypothese de la part du FEC dans le financement des investissements municipaux s'appuie sur les calculs initiaux du tableau 10

---

6 Les details de certains programmes sont presentes dans l'annexe H

Tableau 10 Estimation d'un montant minimal d'investissement local

millions DH	1993	1994	1995	1996
Epargne nette	2545	2255	2943	4059
TVA Equipement	1367	1442	1018	0
Emprunt	1067	1045	1002	1060
Total = Niveau minimal d'investissement communal	4979	4742	4963	5119
% finance par emprunt FEC	21 4%	22 0%	20 2%	20 7%

4 2 avec une part du FEC de 20% a 30%

La projection de la demande d'investissement finançable par le FEC est basee sur les hypotheses suivantes

- le niveau de l'epargne nette determine le niveau d'investissement minimal, ainsi que le montant de l'emprunt,
- l'epargne nette est le resultat des recettes courantes moins les depenses courantes moins l'annuite de la dette,
- le total de l'annuite de la dette tient compte des annuites au titre de la dette existante avant 1997 et des nouvelles annuites pour la dette contractee a partir de 1997 L'annuite nouvelle est pris en compte l'annee n+1 par rapport a l'annee d'attribution du prêt (c a d, l'annuite pour la dette 1997 apparaît en 1998),
- les variables sont
  - le taux d'evolution des recettes courantes,
  - le taux d'evolution des depenses courantes,
  - les conditions des prêts FEC,
  - le pourcent de l'investissement finance par l'emprunt

La derniere variable, qui represente la part du FEC dans le financement du secteur, determinera le montant total de l'investissement minimal

Tableau 11 Projection de la demande de prêts FEC

milliard DH	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Hypothese moyenne (M1) Financement de 25% des investissements par FEC							
Annuite totale	0 9	1 0	1 1	1 2	1 4	1 6	1 7
Epargne nette	4 1	4 4	4 8	5 2	5 3	5 4	5 5
Investissement	5 1	5 4	6 0	6 9	7 0	7 1	7 3
Emprunt	1 1	1 0	1 2	1 7	1 8	1 8	1 8
Taux d'epargne	37 6%	38 4%	39 4%	40 0%	39 0%	38 2%	37 6%
Taux d endettement	8 6%	8 9%	9 2%	9 5%	10 5%	11 3%	12 0%
Hypothese basse (B1) Financement de 20% des investissements par FEC							
Annuite totale	0 9	1 0	1 1	1 2	1 3	1 5	1 6
Epargne nette	4 1	4 4	4 8	5 2	5 3	5 5	5 7
Investissement	5 1	5 4	6 0	6 5	6 7	6 9	7 1
Emprunt	1 1	1 0	1 2	1 3	1 3	1 4	1 4
Taux d epargne	37 6%	38 4%	39 4%	40 0%	39 6%	39 2%	38 9%
Taux d endettement	8 6%	8 9%	9 2%	9 5%	10 0%	10 3%	10 6%
Hypothese haute (H1) Financement de 30% des investissements par FEC							
Annuite totale	0 9	1 0	1 1	1 3	1 5	1 7	1 9
Epargne nette	4 1	4 4	4 8	5 1	5 2	5 2	5 3
Investissement	5 1	5 4	6 4	6 4	6 5	6 6	6 7
Emprunt	1 1	1 0	1 6	1 9	1 9	2 0	2 0
Taux d epargne	37 6%	38 4%	39 4%	39 5%	38 3%	37 3%	36 3%
Taux d'endettement	8 6%	8 9%	9 2%	10 0%	11 3%	12 2%	12 9%

On constate que le taux d'epargne pour l'ensemble des collectivites locales se situe deja a un niveau assez eleve (38% en 1996) L'adaptation des collectivites locales aux nouvelles regles de la TVA, ainsi que la periode de transition pourra mener a un leger accroissement du niveau d'epargne en 1997 et 1998

Les hypotheses sont basees sur une augmentation des recettes courantes de 7% en 1997, de 6% en 1998-99, et de 4% a partir de 2000 Depuis deux ans, les depenses courantes tendent a se stabiliser Dans les hypotheses, les depenses courantes suivent le taux estime d'inflation en 1997 et 1998, et augmentent de 4% par an a partir de 1998

Dans chacune des hypotheses, au fur et a mesure que les emprunts contractes se repercutent sur l'annuite de la dette, la croissance de celle-ci reduit le montant de l'epargne disponible, et donc le taux d'epargne nette

Les conditions des prêts FEC sont identiques dans chaque hypothese une duree de 10 ans, avec un taux d'interêt qui baisse d'un demi-point chaque annee, de 12,5% en 1998 a 10,5% en 2002 Les calculs ne comprennent pas un differe d'amortissement

La base de variation des trois hypotheses est la part de l'investissement finance par le FEC Les resultats presentes dans le Tableau 11 sont pour les hypotheses

- Moyenne (M1) - 25% de part du FEC
- Basse (B1) - 20% de part du FEC
- Haute (H1) - 30% de part du FEC

Pour les hypotheses M1 et H1, la part de financement prevue est atteinte en 1999, avec une etape intermediaire de 20% et 25%, respectivement, en 1998 (Les tableaux detailles sont en Annexe G)

Avec la variante H1, les collectivites arrivent a un taux d'endettement de 13% en 2002, et un taux d'epargne legerement inferieure aux autres hypotheses Puisque le montant de l'emprunt est le plus eleve, les collectivites disposent de moins de fonds pour l'investissement, du fait des annuites de dette plus importantes que dans les hypotheses M1 et B1 - 6,5 milliards DH d'investissement pour H1, 6,6 a 7 milliards pour B1 et 6,9 a 7,3 milliards pour M1 En general, les trois hypotheses semblent realistes du point de vue de l'equilibre financier des collectivites locales

Par contre, l'element cle pour le FEC est le montant de fonds a mobiliser pour satisfaire a la demande des collectivites La variante H1 implique un doublement des fonds a mettre a la disposition des collectivites, par rapport aux tendances de 1994 a 1996 M1 represente egalement une mobilisation importante, avec une augmentation de deux-tiers des fonds a fournir aux collectivites locales, des 1999 Par contre, B1 presente un accroissement constant, peut-être un peu ralenti, pour arriver a 1,4 milliards DH en 2002

La realite est que pour assumer et gerer l'accroissement de son portefeuille qu'impliquent les hypotheses H1 et M1, le FEC doit être en mesure de trouver des ressources a coûts competitifs augmentation de son capital propre, meilleur acces aux marches domestiques, attribution des depôts des collectivites locales (moins concevable), ou le debut de l'acces aux marches de capitaux internationaux

5 PROGRAMMATION ET BUDGETISATION DES INVESTISSEMENTS

De tout abord il est essentiel de definir le contenu de ce qui est exprimee par "programmation et budgetisation des investissements" Certes, on peut relever que la loi des collectivites locales de 1976 permet a celles-ci d'elaborer des plans de developpement economiques Or, cette possibilite est rarement mise en pratique, faute des moyens et de la connaissance des techniques pour le faire au niveau local

Lors des discussions sur les pratiques de programmation, la plupart de nos interlocuteurs marocains ont releve qu'il etait impossible d'engager une programmation d'investissements dans un systeme ou la tutelle a pratique une logique de financement des deficits budgetaires lors de la repartition des fonds de la T V A Ce systeme a prevalu jusqu'en 1996

Du point de vue de la DGCL, l'on peut faire la demonstration des pratiques de programmation a travers l'utilisation de l'epargne disponible degagee au fur et a mesure de l'exercice budgetaire De plus, la DGCL indique que, " la procedure AP/CP (Autorisation de Programme / Credit de Paiement) ou la procedure d'AS (Autorisations speciales) permettent de programmer un investissement en cours de route au fur et a mesure de la genese d'une epargne reelle ou a la clôture de la gestion en cours "

Certes, les procedures en place, notamment l'AP/CP, permettent aux collectivites locales de prevoir sur une periode definie les depenses afferentes a un projet d'equipement en cours de realisation Et les lourdeurs administratives, qui obligent a chaque projet de recevoir l'approbation de la tutelle avant sa mise en oeuvre, sont certes sources de delais et d'incertitudes

Toutefois, il faut souligner que le montant d'un investissement budgete par une collectivite locale pour un exercice budgetaire donne doit constituer l'aboutissement de tout un processus de preparation d'un plan strategique local de developpement et d'un plan pluriannuel d'investissement ("capital improvements plan" ou CIP)

Un processus de preparation d'un plan de developpement strategique et de plans pluriannuels d'investissement implique (1) la definition des objectifs de developpement local (demographiques, economiques, financiers, sociaux), (2) le recensement des equipements et infrastructures existantes, avec une indication leur rendement, de la population desservie, de leur etat, et les besoins de renouvellement et de remplacement, et, (3) l'identification de nouveaux equipements necessaires pour atteindre les objectifs de developpement local

Les projets identifies devraient faire l'objet d'une estimation de coût initial, d'une prioritisation par rapport aux autres besoins et projets propose, et d'une programmation initiale sur un plan pluriannuel, qui doit être revise chaque annee au fur et a mesure de la mise en place des investissements La participation de la population locale dans tout ce processus, ou du moins, l'opportunite pour les habitants de s'exprimer sur les axes de developpement proposes et les projets prioritaires sont essentielles

La mise en place d'un tel processus necessite de la part des elus et des cadres et employes des collectivites locales (et de ceux de la tutelle) l'acquisition de connaissances et de techniques dans les domaines de la prevision et de l'analyse budgetaire, de l'identification, le developpement et la gestion des projets, et de la budgetisation pluriannuel des investissements ("capital budgeting and project planning") Le rôle cle et les besoins de formation des equipes locales sont soulignes et discutes avec plus de detail dans le rapport de TSS, "Improved Municipal Financial Management Current Practices and Lessons Learned", de juin 1997, prepare par J Kleimo et M Sbihi

Dans ce contexte, quelles etaient les conclusions des discussions avec les responsables de quatre municipalites (Azrou, Rabat-Hassan, Sale - Bab Lamrissa et Sefrou) sur les pratiques locales de programmation et de budgetisation des investissements? D'abord, il est clairement apparu que des programmes strategiques et structures d'investissement et de developpement n'ont pas encore ete prepares par les municipalites de l'echantillon

En general, ces quatre villes ont prepare une liste d'investissements (necessaires et/ou souhaites), cependant, les procedures pour inclure et pour donner la priorite aux investissements dans la liste par rapport a d'autres besoins pressants qui pourraient être proposes ne sont ni transparentes, ni clairement explicitees

Une tentative de planification economique a ete menee dans la commune urbaine de Rabat-Hassan, mais elle n'a pas connue une veritable application continue et suivie, et semble n'avoir eu aucun impact identifiable

La commune urbaine de Sale - Bab Lamrissa a signe une convention de developpement avec la DGCL, definissant une serie de projets prioritaires Toutefois, cette convention n'a pas donne acces pour la commune a des subventions ou financements specifiques pour la realisation des investissements prioritaires Les prêts FEC pour financer les equipements sont garantis par la DGCL / Ministere de l'Interieur Une allocation equipement de la T V A a egalement etait prevue par la convention Même avec ces moyens de financement, la realisation des investissements du programme a connu de retards importants, necessitant une reconduction de la convention

A Sefrou, les responsables municipaux ont reconnu que la capacite d'investissement de la commune est directement liee a la capacite locale a lever des recettes pour assurer le financement des ambitions locales A partir de ce constat, le President a lance un programme de reevaluation de l'assiette fiscale, pour assurer une imposition fiscale qui reflete le niveau d'activite economique (surtout pour la patente) Les taux de certaines taxes locales (notamment les droits de marche) ont egalement ete augmentes Avec cette epargne degagee par des actions volontaristes, la ville a refait et etendu le reseau d'eau potable (qui etait vetuste et peu efficace), a achete trois camions pour la collecte des ordures menageres (suite a une etude faite par ICMA/USAID), construit une ecole et achete des equipements frigorifiques D'apres les responsables municipaux, la ville n'engage pas beaucoup de projets pluriannuels Aussi, comme la plupart des travaux sont fait en regie, les depenses de personnel et de materiaux apparaissent en section de fonctionnement

Le maire d'Azrou a presente les projets en preparation et en cours dans sa ville, qui comprennent un abattoir, une gare routiere et un marche (tous projets generateurs de ressources) La ville souhaiterait developper, avec l'assistance de l'Etat, une zone d'activite economique Un partenariat existe avec le Ministere des Travaux Publics pour le developpement des axes routiers avec la participation de la ville a 20% du coût des travaux La ville cherche aussi a mettre en place avec l'ONEP un contrat de cogestion du reseau d'assainissement

6 RECOMMANDATIONS ET PLAN D'ACTION

Les recommandations au niveau du FEC et le plan d'action propose pour les collectivites locales pilotes visent quelques objectifs principaux D'abord, il faut accorder au FEC la possibilite d'etendre son champ d'action pour prendre en compte de nouvelles formes de gestion publique-privee qui vont reprendre la responsabilite de certains services locaux, tels la gestion des dechets, la gestion des reseaux d'assainissement, Il faut egalement que FEC puisse être en mesure de repondre rapidement et de maniere souple aux demandes de financement des municipalites Du côte des collectivites locales, il est essentiel qu'elles puissent ameliorer leurs capacites de conception strategique et de planification des investissements, d'analyse et de prevision budgetaire et de preparation et de gestion de projets De cette maniere, elles pourront devenir meilleurs clients du FEC (ou d'autres institutions financieres), tout en oeuvrant pour leur developpement local

6 1 Recommandations

Ces recommandations sont adressees au FEC, et sont destinees a adresser trois points principaux a tenir en compte lors des decisions sur la strategie que le FEC choisira de suivre avec son evolution en tant que banque

A Elargir le champ des clients du FEC par l'autorisation expresse au FEC de prêter aux partenaires para-publiques et prives des collectivites locales

Afin d'assurer une meilleure efficacite et prestation de services locaux essentiels, il faut encourager les acteurs prives a realiser et a gerer les infrastructures communales Si les partenaires prives pourront beneficier d'un acces aux financements du FEC, le developpement local en sera renforce

A ce jour il n'y pas encore beaucoup de contrats de privatisation ou de gestion deleguee, mais les exemples du Grand Casablanca pour la gestion deleguee des reseaux d'eau, d'assainissement et d'electricite a la Lyonnaise des Eaux, et de Hay Hasssani pour la gestion deleguee du service de collecte et gestion des dechets solides, auront un effet incitatif pour encourager les autres collectivites a explorer cette voie D'ailleurs, deux des collectivites que nous avons visitees ont indique qu'elles souhaitaient privatiser ou conclure des contrats de gestion des services d'assainissement et de dechets solides D'autres formes de collaboration publique-privee, comme des contrats de concession, d'affermage, ou de "lease buy back" (leasing) pourraient egalement beneficier de l'appoint financier du FEC

Le FEC pourrait egalement chercher a financer le prefinancement de travaux aupres des entreprises de travaux publics avant le deblocage des fonds a long terme aux collectivites

B Assurer la responsabilisation du FEC et des decisions que l'institution est amenee a prendre en levant l'hypotheque du veto de la tutelle (Ministere de l'Interieur / Ministere des Finances) au Comite de Credit

C Developper le potentiel du FEC a repondre aux situations individuelles des collectivites clientes, par le developpement d'une gamme de produits diversifies, avec des conditions adaptees, voire des produits qui visent a encourager une certaine initiative ou action de la part du client

En premier exemple, le FEC pourrait etudier une strategie d'etablir un produit de financement directement lie a la mise en place d'un programme d'investissement municipal (Prêt "Assistance de financement du programme municipal d'investissement") Un engagement de prêt pluriannuel (disons 3 a 5 ans) serait fonction de la mise en place par la commune d'une programmation strategique previsionnelle Dans ce cadre, on pourrait conclure un accord sur un montant annuel au cours de la periode retenue, pour la realisation d'investissements specifiques, dans le cadre du plan previsionnel elabore avec l'aide d'un bureau d'etudes

Afin d'assister les collectivites locales en difficulte financiere, et afin qu'elles puissent continuer a investir, le FEC pourrait elaborer un produit avec un plan d'assainissement financier Un tel produit peut encourager les conditions de retablissement de l'equilibre budgetaire par le mise en place d'une politique specifique pour augmenter les recettes courantes et comprimer les depenses Les tranches de financement du prêt FEC pourrait être debloquees a mesure du respect des regles et de la mise en place du programme d'assainissement financier par la collectivite Ce type de produit est propose par des institutions de credit municipal en Europe, par le Credit Local de France, par exemple, comme le FEC a pu observer lors du voyage-etude de fevrier 1997

6 2 Plan d'action

Tout d'abord, le consultant tient a exprimer son accord total avec les actions proposees dans le rapport TSS "Improved Municipal Financial Management Current Practices and Lessons Learned" (J Kleimo et M Sbihi, juin 1997)

Une voie pour mettre en place l'assistance technique proposee dans le rapport Kleimo/Sbihi est d'utiliser la strategie de developpement de manuels des "meilleures pratiques" (best practice) Ainsi, en elaborant avec les communes pilotes une pratique et des techniques adaptees au contexte marocain, cette experience peut être diffusee et beneficier a d'autres collectivites marocaines Cela pourrait aussi permettre la creation d'un reseau d'entre-aide et d'information entre les communes pilotes et les communes de deuxieme diffusion qui vont avoir acces au manuel de meilleures pratiques grâce a l'experience des premieres

Il faut noter que les manuels de meilleures pratiques sont en train de connaître une diffusion assez large dans les pays de l'Europe centrale, comme la Pologne, ou l'assistance de USAID pour un "best practice" au niveau de la gestion budgetaire a beneficie a des dizaines de collectivites locales polonaises

Manuel de "Best Practice" en Programmation et Budgétisation des plans municipaux d'investissements pluriannuels

Ce manuel sera le resultat de la preparation par une a deux des communes pilotes de TSS d'une strategie et d'un plan previsionnel des investissements et leurs sources de financements possibles L'exercice, les methodes et les techniques feront l'objet de la redaction d'un manuel pour proposer les meilleures pratiques dans le secteur Ce manuel et l'assistance technique pourra ensuite être dissemines aupres de bureaux d'etudes marocaines, afin qu'ils puissent mener l'exercice aupres d'autres collectivites

Dans la suite des recommandations du rapport Kleimo/Sbihi, d'autres manuels de meilleures pratiques pourraient être prepare pour la Preparation du Budget et l'Amelioration des Ressources, et la Gestion des Ressources Humaines

ANNEXE A

PERSONNES CONTACTEES
du 5 au 28 mai, 1997

A Ministere de l'Interieur / Direction Generale des Collectivités Locales (DGCL)

Direction des finances locales

M Mohamed Tijani Es-skali	Directeur
M Saleh Benyoussef	Chef de service, Finances locales

Direction de la programmation et des equipements communaux

M Mohamed Bennani	Directeur
M Anfassi	Chef de division, Equipements communaux

Direction des etudes et des affaires juridiques

M Mohamed Brahimi	Directeur

Direction de l'eau et de l'assainissement

M Kaouni	Directeur
M Abdellah Aitouadi	Directeur adjoint
M Mohamed Mousaid	Directeur national, Assainissement liquide
M Said Izrar	

Direction des regies

M Aboulfath	Directeur
M Nouha	Chef de division, Administration et finances
M Saidi	Chef de service, Assainissement
M Choukri	Responsable, Division de transports

B Ministere des Finances

Direction du Budget

M Mohamed Sbiti	Chef de division, Finances locales
M Mohamed Boutracheh	Chef de service, Etudes et synthese budgetaire

C Ministere des Travaux Publics

Direction de l'Hydraulique

M Majid Benbiba	Chef de division, Ressources hydrauliques
M Ghabouti	Chef de service, PAGER

Direction des routes

M Ahmed Allam	Directeur, Developpement routier
M Ahmed Imzel	Chef de division, Planification routiere

D Ministere de l'Environnement

Direction de l'Observation, des etudes et de la coordination

Mme Bani El Ayachi	Directeur
M Mehdi Chalabi	

E Ministere des Transports

M Ziati	Directeur des transports

F Office National de l'Eau Potable (ONEP)

M Abderrafil Lahlou	Directeur Financier
Mme Samira Badri	Cadre financier
M Filali Baba	Charge des etudes
M Cherraja	Direction de l'assainissement
M Sbihi	Direction de l'eau potable

G Direction de la Statistique

M Taoufiq Cherkaoui	Directeur
M Abdellatif Belkouch	Directeur Adjoint
M Ahmed Hakik	Chef de Division, Depouillement et de l'Etat Civil
M Abdessalem Belhoucine	Division du recensement
M Mohamed Salimi	Chef de service, BADOC
M El Farrakh	Chercheur, CERED
M Mansouri	Chercheur, CERED

H Municipalités

Azrou

M Driss Guessab	President
M Moulay Cherif Tahiri Alaoui	Vice-President

Rabat-Hassan

M Cherkaoui	Ex-Rapporteur du budget

Sale - Bab Lamrissa

M Mohammed Laalou	President

Sefrou

M Ahmed Banayad	President
M Bennouna	Vice-President
M Mehrez	Comptable

I Fonds d'Equipement Communal (FEC)

M Larbi Choukrallah	Secretaire General
M Mohamed Oudor	Directeur du Credit
M Abdelghani Guezzar	Directeur Financier
M Karim Nasrollah	Chef de departement, Systemes d'information
M Akhyat	Chef de service, Suivi et supervision des projets
M N'bouh	Chef de service, Realisation et recouvrement
M Kamal Layachi	Chef de departement, Evaluation Sud/Tensift

ANNEXE B

DOCUMENTS CONSULTES

Textes legislatifs
- Dahir portant Loi N° 1-76-583 du 30 septembre 1976 relatif a l'organisation communale
- Loi N° 10-95 Sur l'eau

Brahimi, M et B Ziani Decentralisation et formation des elus locaux Programme de gestion urbaine, Maroc ANHI Rabat, mars 1997

Direction de la Statistique Recensement 1994 - Population legale du Maroc Rabat, 1996

Direction de l'Hydraulique PAGER - Eau Potable Rurale Ministere des Travaux Publics Rabat, juin 1996

Direction des Routes et de la Circulation Routiere Programme National de Construction de Routes Rurales Ministere des Travaux Publics Rabat, octobre 1996

Direction Generale des Collectivites Locales Circulaire relative a la preparation des budgets des collectivites locales pour la gestion 1997-1998 Ministere de l'Interieur, Rabat, 1997

Direction Generale des Collectivites Locales Les collectivites locales en chiffres - 1995 Ministere de l'Interieur Rabat, 1997

Direction Generale des Collectivites Locales Projet de circulaire relative aux modalites de repartition de la part des Collectivites Locales dans la T V A Ministere de l'Interieur Rabat, 1995

EX Corporation & Yachiyo Engineering Co Ltd The Study on the National Guidelines for Solid Waste Management for the Kingdom of Morocco Interim Report Japan International Cooperation Agency Ministry of Environment of the Government of Morocco Rabat, September 1996

Fonds d'Equipement Communal Modele d'analyse financiere prospective Guide methodologique Credit Local International conseil Paris, juillet 1996

40

Hoste, Y Analyse de situation systemes d'information de gestion Fonds d'Equipement Communal Prepare pour L'Agence Americaine pour le Developpement International, le Bureau de Programmes Environnementaux et Urbains Technical Support Services Washington, mars 1997

Kleimo, J and Mohamed Sbihi Improved Municipal Financial Management Current Practices and Lessons Learned Prepared for United States Agency for International Development, The Office of Urban and Environment Programs Technical Support Services Washington, June 1997

ANNEXE C

PRETS FEC PAR TYPE DE CLIENT ET PAR SECTEUR FINANCE

Tableau C1 Total prêts FEC

Tableau C2 Communautes urbaines

Tableau C3 Communes urbaines

Tableau C4 Communes rurales

Tableau C5 Regies

Tableau C6 Autres clients

Tableau C1

Total Prêts FEC (1992 - 1996)

TOTAL

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
1	**ENCOURS**	2 731 93	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
2			13 7%	0 3%	10 8%	11 2%		
	PRETS ATTRIBUES							
3	Eau potable	25 18	3 00	17 56	19 74	22 75	88 22	1 8%
4	Electricité	12 04	670 98	166 23	59 82	46 00	**955 06**	**19 7%**
5	Assainissement solide	54 15	37 65	185 26	180 68	68 20	525 94	10 9%
6	Assainissement liquide	146 48	108 30	89 62	36 15	92 59	473 14	9 8%
7	Aménagement urbain	76 18	42 94	337 80	328 52	632 98	**1 418 42**	**29 3%**
8	dont voirie	76 18	42 94	337 80	328 52	620 56	1 406 00	29 0%
9	dont plans d aménagement	0 00	0 00	0 00	0 00	12 42	12 42	0 3%
10	Equipements commerciaux	156 19	29 33	166 09	194 79	184 79	**731 18**	**15 1%**
11	Equipements specialisés	9 17	0 00	60 63	30 41	17 36	117 57	2 4%
12	Transports urbains	7 50	7 60	30 24	0 00	45 00	90 34	1 9%
13	Equipements sportifs et touristiques	51 68	0 00	35 48	119 91	45 97	253 04	5 2%
14	Hors nomenclature (Arriérés régies)	0 00	167 98	0 00	0 00	23 81	191 78	4 0%
15	**TOTAL**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 70	96 0%
16			98 3%	2 0%	10 9%	21 6%		
	PRETS REALISES							% sur attribués
17	Eau potable	0 00	12 00	12 04	13 18	14 55	51 77	58 7%
18	Electricité	0 00	11 62	90 34	45 91	112 01	259 87	27 2%
19	Assainissement solide	8 36	36 92	74 84	163 46	149 34	**432 92**	82 3%
20	Assainissement liquide	0 57	99 61	59 04	59 73	41 17	260 12	55 0%
21	Aménagement urbain	6 00	38 33	43 22	202 22	299 68	**589 46**	41 6%
22	dont voirie	6 00	38 33	43 22	202 22	299 16	588 94	41 9%
23	dont plans d aménagement	0 00	0 00	0 00	0 00	0 52	0 52	4 2%
24	Equipements commerciaux	27 97	64 07	30 28	126 78	134 50	**383 60**	52 5%
25	Equipements spécialisés	9 17	0 00	4 34	19 40	38 31	71 22	60 6%
26	Transports urbains	0 00	7 50	21 40	16 44	15 00	60 34	66 8%
27	Equipements sportifs et touristiques	26 80	8 17	14 39	15 10	22 11	86 58	34 2%
28	Hors nomenclature (Arrieres regies)	0 00	167 98	0 00	0 00	23 81	191 78	100 0%
29	**TOTAL**	78 87	446 19	349 50	662 21	850 47	2 387 64	49 3%
	NOMBRE DE PROJETS							
30	Eau potable	13	1	14	14	7	49	5 0%
31	Electricité	3	256	83	21	8	371	37 9%
32	Assainissement solide	24	9	69	72	31	205	21 0%
33	Assainissement liquide	13	3	5	11	7	39	4 0%
34	Amenagement urbain	6	3	24	31	62	126	12 9%
35	dont voirie	6	3	24	31	47	111	11 3%
36	dont plans d aménagement	0	0	0	0	15	15	1 5%
37	Equipements commerciaux	18	3	33	48	43	145	14 8%
38	Equipements spécialisés	1	0	7	5	3	16	1 6%
39	Transports urbains	2	1	2	0	1	6	0 6%
40	Equipements sportifs et touristiques	2	0	3	6	3	14	1 4%
41	Hors nomenclature (Arriérés régies)	0	6	0	0	1	7	0 7%
42	**TOTAL**	82	282	240	208	166	978	99 3%
43			243 9%	14 9%	13 3%	20 2%		

Tableau C2

Prêts FEC aux Communes Urbaines (1992 1996)

COMMUNES URBAINES

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
1	**ENCOURS**	1 308 06	1 492 21	1 609 16	2 007 36	2 416 15		
2			14 1%	7 8%	24 7%	20 4%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
3	Eau potable	2 50		0 55	2 05	10 35	15 45	0 6%
4	Electricité	0 49		22 95	28 03	29 44	80 91	3 0%
5	Assainissement solide	33 39	37 65	166 79	161 26	37 43	**436 51**	**16 1%**
6	Assainissement liquide	14 63	108 30	89 62	27 35	83 74	323 64	11 9%
7	Aménagement urbain	20 18	42 94	332 39	304 11	448 26	**1 147 88**	**42 3%**
8	dont voirie	20 18	42 94	332 39	304 11	441 85	1 141 47	42 1%
9	dont plans d aménagement					6 41	6 41	0 2%
10	Equipements commerciaux	76 30	14 03	135 40	95 75	105 88	427 35	15 8%
11	Equipements spécialisés			15 75	29 22	15 80	60 77	2 2%
12	Transports urbains						0 00	0 0%
13	Equipements sportifs et touristiques	51 68		35 48	117 65	15 00	219 81	8 1%
14	**TOTAL**	199 16	202 91	798 93	765 41	745 90	2 712 32	100 0%
15			1 9%	293 7%	4 2%	2 5%		
	PRETS REALISES							% sur attribués
16	**Eau potable**	0 00	2 46	0 00	0 55	1 73	4 74	30 7%
17	Electricité	0 00	0 00	0 40	15 83	13 58	29 80	36 8%
18	Assainissement solide	1 33	23 75	72 01	146 60	130 76	**374 45**	**85 8%**
19	Assainissement liquide	0 00	50 77	37 69	43 67	38 29	170 42	52 7%
20	Amenagement urbain	1 50	11 21	31 97	182 86	279 39	**506 94**	**44 2%**
21	dont voirie	1 50	11 21	31 97	182 86	279 39	506 94	44 4%
22	dont plans d aménagement						0 00	0 0%
23	Equipements commerciaux	8 71	25 99	10 38	100 43	83 32	228 83	53 5%
24	Equipements spécialisés	0 00	0 00	1 02	12 32	17 42	30 76	50 6%
25	Transports urbains						0 00	
26	Equipements sportifs et touristiques	26 80	8 17	14 39	15 10	20 99	85 46	38 9%
27	**TOTAL**	38 34	122 35	167 86	517 36	585 49	1 431 39	52 8%
28			219 1%	37 2%	208 2%	13 2%		
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
29	**Eau potable**	1		1	1	3	6	1 8%
30	Electricité	1		7	8	2	18	5 3%
31	Assainissement solide	7	9	47	42	13	**118**	**34 5%**
32	Assainissement liquide	4	3	5	9	6	27	7 9%
33	Amenagement urbain	3	3	23	29	38	**96**	**28 1%**
34	dont voirie	3	3	23	29	35	93	27 2%
35	dont plans d aménagement					3	3	0 9%
36	Equipements commerciaux	6	2	16	17	15	56	16 4%
37	Equipements spécialisés			4	4	2	10	2 9%
38	Transports urbains						0	0 0%
39	Equipements sportifs et touristiques	2		3	5	1	11	3 2%
40	**TOTAL**	24	17	106	115	80	342	100 0%
41			29 2%	523 5%	8 5%	30 4%		

Tableau C3

Prêts FEC aux Communes Rurales (1992 - 1996)

COMMUNES RURALES

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
1	**ENCOURS**	219 44	257 91	266 49	289 14	340 81		
2			17 5%	3 3%	8 5%	17 9%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
3	Eau potable	22 68		10 01	17 69	2 50	52 88	4 3%
4	Electricité	0 55	**630 98**	143 28	31 79	16 56	**823 15**	**67 7%**
5	Assainissement solide	20 77		12 63	19 42	12 63	65 44	5 4%
6	Assainissement liquide	9 35			8 80	8 85	27 00	2 2%
7	Aménagement urbain	0 44		5 41	24 41	26 72	56 98	4 7%
8	dont voirie	0 44		5 41	24 41	20 71	50 97	4 2%
9	dont plans d aménagement					6 01	6 01	0 5%
10	Equipements commerciaux	**51 56**	**15 30**	**30 69**	**48 39**	**38 39**	**184 34**	**15 2%**
11	Equipements spécialisés			0 38	1 19	1 56	3 13	0 3%
12	Transports urbains						0 00	0 0%
13	Equipements sportifs et touristiques				2 26	0 97	3 23	0 3%
14	**TOTAL**	105 35	646 28	202 40	153 95	108 19	1 216 15	100 0%
15			513 5%	68 7%	23 9%	29 7%		
	PRETS REALISES							% sur attribués
16	**Eau potable**	0 00	9 54	9 04	8 63	10 62	37 83	71 5%
17	Electricite	0 00	0 62	56 89	23 13	98 43	**179 07**	**21 8%**
18	Assainissement solide	7 03	13 17	2 83	11 93	18 58	53 54	81 8%
19	Assainissement liquide	0 00	2 99	0 51	2 62	2 88	8 99	33 3%
20	Amenagement urbain	0 00	0 00	0 08	12 19	10 31	22 58	39 6%
21	dont voirie	0 00	0 00	0 08	12 19	9 79	22 06	43 3%
22	dont plans d aménagement	0 00	0 00	0 00	0 00	0 52	0 52	8 7%
23	Equipements commerciaux	15 99	29 65	12 79	23 53	37 07	**119 03**	**64 6%**
24	Equipements specialises	0 00	0 00	0 00	0 76	0 54	1 31	41 7%
25	Transports urbains						0 00	
26	Equipements sportifs et touristiques	0 00	0 00	0 00	0 00	1 12	1 12	34 7%
27	**TOTAL**	23 02	55 97	82 14	82 79	179 54	423 46	34 8%
28			143 1%	46 8%	0 8%	116 9%		
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
29	**Eau potable**	12		12	13	3	40	6 7%
30	Electricité	1	255	76	13	6	**351**	**59 2%**
31	Assainissement solide	17		21	30	14	82	13 8 %
32	Assainissement liquide	5			2	1	8	1 3%
33	Aménagement urbain	1		1	2	21	25	4 2%
34	dont voirie	1		1	2	9	13	2 2%
35	dont plans d aménagement					12	12	2 0%
36	Equipements commerciaux	10	1	17	29	25	**82**	**13 8%**
37	Equipements spécialisés			1	1	1	3	0 5%
38	Transports urbains						0	0 0%
39	Equipements sportifs et touristiques				1	1	2	0 3%
40	**TOTAL**	46	256	128	91	72	593	100 0%
41			456 5%	50 0%	28 9%	20 9%		

Tableau C4

Prêts FEC aux Communautés Urbaines (1992 - 1996)

COMMUNAUTES URBAINES

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
1	**ENCOURS**	774 34	944 46	821 78	761 79	724 71		
2			22 0%	13 0%	7 3%	4 9%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
3	Eau potable						0 00	0 0%
4	Electricité						0 00	0 0%
5	Assainissement solide			5 84		11 12	16 96	2 8%
6	Assainissement liquide	61 50					61 50	10 2%
7	Amenagement urbain	30 60				100 00	**130 60**	**21 6%**
8	dont voirie	30 60				100 00	130 60	21 6%
9	dont plans d aménagement						0 00	0 0%
10	Equipements commerciaux	28 33			50 65	40 51	**119 49**	**19 8%**
11	Equipements spécialisés	9 17		40 50			49 67	8 2%
12	Transports urbains	4 00					4 00	0 7%
13	Equipements sportifs et touristiques					30 00	30 00	5 0%
14	Hors nomenclature (Arriéres regies)		167 98			23 81	**191 78**	**31 8%**
15	**TOTAL**	133 60	167 98	46 34	50 65	205 44	604 01	100 0%
16			25 7%	72 4%	9 3%	305 6%		
	PRETS REALISES							% sur attribués
17	Eau potable						0 00	
18	Electricite						0 00	
19	Assainissement solide	0 00	0 00	0 00	4 93	0 00	4 93	29 1%
20	Assainissement liquide	0 57	23 85	20 84	13 44	0 00	**58 70**	**95 5%**
21	Aménagement urbain	0 00	17 73	11 17	1 70	9 98	**40 58**	**31 1%**
22	dont voirie	0 00	17 73	11 17	1 70	9 98	40 58	31 1%
23	dont plans d aménagement						0 00	
24	Equipements commerciaux	3 27	8 43	7 11	2 82	14 11	35 74	29 9%
25	Equipements spécialisés	9 17	0 00	0 00	6 32	20 35	35 84	72 1%
26	Transports urbains	0 00	4 00	0 00	0 00	0 00	4 00	100 0%
27	Equipements sportifs et touristiques	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	
28	Hors nomenclature (Arriérés régies)	0 00	167 98	0 00	0 00	23 81	191 78	100 0%
29	**TOTAL**	13 01	221 99	39 12	29 21	68 24	371 57	61 5%
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
30	Eau potable						0	0 0%
31	Electricité						0	0 0%
32	Assainissement solide			1		2	3	11 5%
33	Assainissement liquide	2					2	7 7%
34	Aménagement urbain	1				2	3	11 5%
35	dont voirie	1				2	3	11 5%
36	dont plans d aménagement						0	0 0%
37	Equipements commerciaux	2			2	3	7	**26 9%**
38	Equipements spécialisés	1		1			2	7 7%
39	Transports urbains	1					1	3 8%
40	Equipements sportifs et touristiques					1	1	3 8%
41	Hors nomenclature (Arriérés régies)		6			1	7	26 9%
42	**TOTAL**	7	6	2	2	9	26	100 0%
43								

Tableau C5

Prêts FEC aux Regies (1992 1996)

REGIES

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
1	**ENCOURS**	339 90	314 23	313 68	283 13	249 16		
2			7 6%	0 2%	9 7%	12 0%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
3	Eau potable		3 00	7 00		9 90	19 90	9 0%
4	Electricité	11 00	40 00				51 00	22 9%
5	Assainissement solide						0 00	0 0%
6	Assainissement liquide	61 00					61 00	27 4%
7	Amenagement urbain	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 0%
8	dont voirie						0 00	0 0%
9	dont plans d aménagement						0 00	0 0%
10	Equipements commerciaux						0 00	0 0%
11	Equipements spécialisés			4 00			4 00	1 8%
12	Transports urbains	3 50	7 60	30 24		45 00	86 34	38 8%
13	Equipements sportifs et touristiques						0 00	0 0%
14	**TOTAL**	75 50	50 60	41 24	0 00	54 90	222 24	100 0%
15			33 0%	18 5%				
	PRETS REALISES							% sur attribués
16	Eau potable	0 00	0 00	3 00	4 00	2 20	9 20	46 2%
17	Electricité	0 00	11 00	33 05	6 95	0 00	51 00	100 0%
18	Assainissement solide						0 00	
19	Assainissement liquide	0 00	22 00	0 00	0 00	0 00	22 00	36 1%
20	Aménagement urbain	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	
21	dont voirie						0 00	
22	dont plans d aménagement						0 00	
23	Equipements commerciaux						0 00	
24	Equipements specialisés	0 00	0 00	3 32	0 00	0 00	3 32	83 0 %
25	Transports urbains	0 00	3 50	21 40	16 44	15 00	56 34	65 3%
26	Equipements sportifs et touristiques						0 00	
27	**TOTAL**	0 00	36 50	60 77	27 39	17 20	141 86	63 8%
28				66 5%	54 9%	37 2%		
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
29	Eau potable		1	1		1	3	23 1%
30	Electricité	1	1				2	15 4%
31	Assainissement solide						0	0 0%
32	Assainissement liquide	2					2	15 4%
33	Aménagement urbain	0	0	0	0	0	0	0 0%
34	dont voirie						0	0 0%
35	dont plans d aménagement						0	0 0%
36	Equipements commerciaux						0	0 0%
37	Equipements spécialisés			1			1	7 7%
38	Transports urbains	1	1	2		1	5	38 5%
39	Equipements sportifs et touristiques						0	0 0%
40	**TOTAL**	4	3	4	0	2	13	100 0%
41								

Tableau C6

Prêts FEC aux Autres Clients (1992 - 1996)

AUTRES

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
1	**ENCOURS**	90 19	98 68	88 45	91 86	86 06		
2			9 4%	10 4%	3 9%	6 3%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
3	Eau potable						0 00	0 0%
4	Electricité						0 00	0 0%
5	Assainissement solide					7 02	7 02	7 8%
6	Assainissement liquide						0 00	0 0%
7	Aménagement urbain	24 96	0 00	0 00	0 00	58 00	82 96	92 2%
8	dont voirie	24 96				58 00	82 96	92 2%
9	dont plans d aménagement						0 00	0 0%
10	Equipements commerciaux						0 00	0 0%
11	Equipements spécialisés						0 00	0 0%
12	Transports urbains						0 00	0 0%
13	Equipements sportifs et touristiques						0 00	0 0%
14	**TOTAL**	24 96	0 00	0 00	0 00	65 02	89 98	100 0%
15								
	PRETS REALISES							% sur attribués
16	**Eau potable**						0 00	
17	Electricité						0 00	
18	Assainissement solide	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 0%
19	Assainissement liquide						0 00	
20	Aménagement urbain	4 50	9 39	0 00	5 47	0 00	19 36	23 3%
21	dont voirie	4 50	9 39	0 00	5 47	0 00	19 36	23 3%
22	dont plans d aménagement						0 00	
23	Equipements commerciaux						0 00	
24	Equipements spécialisés						0 00	
25	Transports urbains						0 00	
26	Equipements sportifs et touristiques						0 00	
27	**TOTAL**	4 50	9 39	0 00	5 47	0 00	19 36	21 5%
28								
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
29	**Eau potable**						0	0 0%
30	Electricité						0	0 0%
31	Assainissement solide					2	2	50 0%
32	Assainissement liquide						0	0 0%
33	Aménagement urbain	1	0	0	0	1	2	50 0%
34	dont voirie	1				1	2	50 0%
35	dont plans d aménagement						0	0 0%
36	Equipements commerciaux						0	0 0%
37	Equipements spécialisés						0	0 0%
38	Transports urbains						0	0 0%
39	Equipements sportifs et touristiques						0	0 0%
40	**TOTAL**	1	0	0	0	3	4	100 0%
41								

ANNEXE D

PRETS FEC PAR REGION ET PAR PROVINCE / PREFECTURE

Tableau D1 Region Centre

Tableau D2 Region Centre-Nord

Tableau D3 Region Centre-Sud

Tableau D4 Region Nord-Ouest

Tableau D5 Region Oriental

Tableau D6 Region Sud

Tableau D7 Region Tensift

49

Tableau D1

Prêts FEC - Région Centre (1992 - 1996)

REGION CENTRE

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	ENCOURS							
1	Ain Chock Hay Hassani	73 55	73 84	75 05	103 43	121 84		
2	Ain Sebaa Hay Mohammadi	6 53	8 43	7 16	6 78	5 22		
3	Al Fida Derb Sultane	0 00	0 00	0 00	0 00	9 26		
4	Azilal	7 49	7 94	17 21	27 13	32 81		
5	Ben M Sik Sidi Othmane	62 97	58 28	50 71	58 64	77 73		
6	Ben Slimane	21 70	22 36	19 45	17 69	20 68		
7	Beni Mellal	119 74	140 84	132 83	135 21	148 11		
8	Casablanca	131 26	248 67	229 31	223 85	275 26		
9	El Jadida	81 25	94 25	92 55	89 74	94 14		
10	Khouribga	17 90	14 07	10 27	9 67	38 29		
11	Mohammedia	10 51	9 15	7 65	5 97	7 78		
12	Settat	128 57	126 85	109 08	95 44	124 03		
13	Sidi Bernoussi	6 03	11 41	11 72	12 98	12 15		
14	**Total Encours Centre**	667 50	816 09	762 97	786 55	967 28		
15	% évolution / an		22 3%	6 5%	3 1%	23 0%		
16	**Total Encours FEC**	2 731 94	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
17	Centre / Fec	24 4%	26 3%	24 6%	22 9%	25 3%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
16	Ain Chock Hay Hassani	4 00	18 41	55 16	20 58		98 15	7 0%
17	Ain Sebaa Hay Mohammadi				53 75	49 59	103 34	7 4%
18	Al Fida Derb Sultane				37 17		37 17	2 6%
19	Azilal	0 80	34 21	9 44	1 62		46 07	3 3%
20	Ben M Sik Sidi Othmane			28 61	6 60	15 67	50 88	3 6%
21	Ben Slimane		8 56	3 13	7 59		19 28	1 4%
22	Beni Mellal	29 65	23 00	58 80	42 60	15 69	169 74	12 1%
23	Casablanca		148 37	70 33	50 65	161 49	430 84	30 7%
24	El Jadida	11 00	1 18	31 21	18 93	32 16	94 48	
25	Khouribga	1 24	7 45	6 01	49 86	1 00	65 56	
26	Mohammedia				8 00	69 00	77 00	
27	Settat	2 54	18 60	33 91	49 70	33 21	137 95	
28	Sidi Bernoussi			2 63	4 52	0 32	7 47	0 5%
29	???		2 22	1 48		61 93	65 63	4 7%
30	**Total Prêts Attribués Centre**	49 22	261 99	300 71	351 57	440 06	1 403 55	73 3%
31	% évolution / an		432 3%	14 8%	16 9%	25 2%		
32	**Total Prêts Attribués FEC**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 71	
33	Centre / Fec	9 1%	24 5%	27 6%	36 2%	37 3%	29 0%	

Tableau D1

Prêts FEC - Région Centre (1992 - 1996)

REGION CENTRE

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	PRETS REALISES							% sur attribués
32	Ain Chock Hay Hassani	4 00	0 00	9 00	36 01	29 39	78 40	
33	Ain Sebaa Hay Mohammadi	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	
34	Al Fida Derb Sultane	0 00	0 00	0 00	0 00	9 26	9 26	24 9%
35	Azilal	0 00	0 80	3 39	1 32	11 33	16 84	36 6%
36	Ben M Sik Sidi Othmane	0 00	0 00	0 00	7 84	25 84	33 68	66 2%
37	Ben Slimane	0 00	0 00	0 00	1 39	8 18	9 57	49 6%
38	Beni Mellal	4 19	17 44	3 62	19 06	29 92	74 24	43 7%
39	Casablanca	0 00	141 81	10 88	22 90	75 85	251 44	58 4%
40	El Jadida	0 00	11 00	1 63	7 70	19 41	39 74	532 2%
41	Khouribga	0 00	0 12	1 66	2 93	31 95	36 66	
42	Mohammedia	0 00	0 00	0 00	0 00	3 67	3 67	
43	Settat	1 33	1 20	1 10	3 81	49 10	56 54	
44	Sidi Bernoussi	0 00	0 00	0 00	2 28	0 64	2 92	
45	???	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00	0 0%
46	**Total Prêts Réalisés Centre**	9 52	172 38	31 27	105 25	294 53	612 95	43 7%
47	**Total Prêts Réalisés FEC**	78 87	446 19	349 90	662 21	850 47	2 387 64	
48	Centre / Fec	12 1%	38 6%	8 9%	15 9%	34 6%	25 7%	
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
47	Ain Chock Hay Hassani	1	2	3	2		8	3 6%
48	Ain Sebaa Hay Mohammadi				3	1	4	1 8%
49	Al Fida Derb Sultane				2		2	0 9%
50	Azilal	1	15	11	1		28	12 6%
51	Ben M Sik Sidi Othmane			3	1	2	6	2 7%
52	Ben Slimane		6	2	3		11	5 0%
53	Beni Mellal	11	8	15	18	3	55	24 8%
54	Casablanca		4	4	2	4	14	6 3%
55	El Jadida	1	1	4	3	5	14	6 3%
56	Khouribga	2	4	9	9	2	26	
57	Mohammedia				1	2	3	
58	Settat	2	9	11	9	12	43	
59	Sidi Bernoussi			2	1	1	4	
60	???		1	1		2	4	1 8%
61	**Total Projets Centre**	18	50	65	55	34	222	65 8%
62	**Total Projets FEC**	82	282	240	208	166	978	
63	Centre / Fec	22 0%	17 7%	27 1%	26 4%	20 5%	22 7%	

Tableau D2

Prêts FEC Région Centre Nord (1992 1996)

REGION CENTRE NORD

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	ENCOURS							
1	Al Hoceima	70 98	74 34	72 91	79 85	101 81		
2	Boulemane	0 90	0 80	0 68	2 33	3 93		
3	Fes Jdid Dar Dbibagh	0 00	0 00	0 00	10 85	20 56		
4	Fes Medina	228 08	209 94	224 61	226 35	199 92		
5	Sefrou	5 05	9 72	9 72	21 45	26 97		
6	Taounate	0 00	0 00	0 00	3 33	7 45		
7	Taza	37 94	32 97	27 95	25 94	35 78		
8	Zouagha Moulay Yacoub	6 59	6 16	5 69	21 83	26 44		
9	**Total Encours Centre-Nord**	349 55	333 92	341 56	391 93	422 86		
10	% évolution / an		-4 5%	2 3%	14 7%	7 9%		
11	**Total Encours FEC**	2 731 94	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
12	Centre Nord / Fec	12 8%	10 7%	11 0%	11 4%	11 1%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
13	Al Hoceima	11 49	12 18	2 40	2 48		28 55	6 4%
14	Boulemane		27 93	15 88	4 05	1 90	49 76	11 1 %
15	Fes Jdid Dar Dbibagh				24 37	19 62	43 99	9 8%
16	Fes Medina	3 73	40 00	24 93	18 18	18 00	104 84	23 4%
17	Sefrou	10 02	14 64	26 00	3 79	5 83	60 28	13 5%
18	Taounate		14 38		15 32	19 25	48 95	10 9%
19	Taza		33 12	6 91	16 74	21 96	78 73	17 6 %
20	Zouagha Moulay Yacoub		5 19		27 65		32 84	7 3%
21	**Total Prêts Attribués Centre-Nord**	25 24	147 43	76 12	112 58	86 56	447 93	100 0 %
22	% évolution / an		484 1%	-48 4 %	47 9 %	23 1%		
23	**Total Prêts Attribués FEC**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 71	
24	Centre Nord / Fec	4 7%	13 8%	7 0%	11 6%	7 3 %	9 2%	
	PRETS REALISES							% sur attribués
25	Al Hoceima	1 50	8 52	5 74	0 96	2 80	19 52	
26	Boulemane	0 00	0 00	7 86	4 84	8 62	21 32	
27	Fes Jdid Dar Dbibagh	0 00	0 00	0 00	10 85	10 92	21 77	49 5 %
28	Fes Medina	3 00	0 73	37 81	29 33	8 18	79 05	75 4%
29	Sefrou	0 00	5 42	5 91	15 42	10 21	36 96	61 3%
30	Taounate	0 00	0 00	0 00	4 63	5 49	10 12	20 7%
31	Taza	0 00	0 00	7 88	6 62	19 47	33 97	43 1 %
32	Zouagha Moulay Yacoub	0 00	0 00	1 07	17 07	7 53	25 67	78 2 %
33	**Total Prêts Réalisés Centre-Nord**	4 50	14 66	66 27	89 73	73 21	248 37	55 4%
34	**Total Prêts Réalisés FEC**	78 87	446 19	349 90	662 21	850 47	2 387 64	
35	Centre Nord / Fec	5 7%	3 3%	18 9%	13 5%	8 6%	10 4%	
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
34	Al Hoceima	7	8	1	2		18	14 4%
35	Boulemane		7	5	1	1	14	11 2%
36	Fes Jdid Dar Dbibagh				3	2	5	4 0%
37	Fes Medina	1	1	2	2	1	7	5 6%
38	Sefrou	3	4	6	3	3	19	15 2 %
39	Taounate		9		7	6	22	17 6 %
40	Taza		9	4	11	11	35	28 0%
41	Zouagha Moulay Yacoub		3		2		5	4 0%
42	**Total Projets Centre-Nord**	11	41	18	31	24	125	100 0%
43	**Total Projets FEC**	82	282	240	208	166	978	
44	Centre Nord / Fec	13 4%	14 5%	7 5%	14 9%	14 5%	12 8%	

SV

Tableau D3

Prêts FEC - Région Centre Sud (1992 1996)

REGION CENTRE SUD

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	ENCOURS							
1	El Hajeb	10 31	10 65	13 25	15 95	14 98		
2	Errachidia	2 52	2 26	2 13	17 21	25 75		
3	Ifrane	18 81	33 18	33 06	32 01	32 94		
4	Khénifra	61 42	82 88	83 40	89 32	86 95		
5	Meknes Al Ismailia	0 00	2 79	23 12	19 91	16 59		
6	Meknes El Menzah	54 67	56 66	51 25	59 31	62 57		
7	**Total Encours Centre Sud**	147 73	188 41	206 20	233 69	239 78		
8	% évolution / an		27 5%	9 4%	13 3%	2 6%		
9	**Total Encours FEC**	2 731 94	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
10	Centre Sud / Fec	5 4%	6 1%	6 7%	6 8%	6 3%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
11	El Hajeb	13 52		6 43	0 48	1 26	21 68	5 3%
12	Errachidia		35 44	19 39	10 68	10 82	76 33	18 8%
13	Ifrane	5 10		4 85	4 69	15 07	29 71	7 3%
14	Khénifra	51 69	12 65	9 52	29 13	11 86	114 85	28 2%
15	Meknes Al Ismailia	3 66	23 34			17 59	44 58	11 0%
16	Meknes El Menzah	9 17	19 02	13 13	12 50	65 59	119 41	29 4%
17	**Total Prêts Attribués Centre Sud**	83 14	90 44	53 32	57 48	122 19	406 55	100 0%
18	% évolution / an		8 8%	41 0%	7 8%	112 6%		
19	**Total Prêts Attribués FEC**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 71	
20	Centre Sud / Fec	15 4%	8 5%	4 9%	5 9%	10 4%	8 4%	
	PRETS REALISES							% sur attribués
21	El Hajeb	0 00	0 82	3 66	4 25	1 33	10 06	46 4%
22	Errachidia	0 00	0 00	0 17	11 96	9 18	21 32	27 9%
23	Ifrane	0 00	4 75	2 41	2 19	3 36	12 71	42 8%
24	Khénifra	10 98	18 89	9 05	20 73	18 32	77 97	67 9%
25	Meknes Al Ismailia	0 00	2 79	20 49	0 05	0 71	24 03	53 9%
26	Meknes El Menzah	9 17	11 23	0 00	13 60	14 10	48 10	40 3%
27	**Total Prêts Réalisés Centre Sud**	20 15	38 47	35 78	52 78	46 99	194 18	47 8%
28	**Total Prêts Réalisés FEC**	78 87	446 19	349 90	662 21	850 47	2 387 64	
29	Centre Sud / Fec	25 5%	8 6%	10 2%	8 0%	5 5%	8 1%	
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
30	El Hajeb	3		5	1	3	12	10 9%
31	Errachidia		13	6	1	13	33	30 0%
32	Ifrane	1		2	1	2	6	5 5%
33	Khénifra	8	5	6	11	3	33	30 0%
34	Meknes Al Ismailia	2	5			3	10	9 1%
35	Meknes El Menzah	1	5	3	2	5	16	14 5%
36	**Total Projets Centre Sud**	15	28	22	16	29	110	100 0%
37	**Total Projets FEC**	82	282	240	208	166	978	
38	Centre Sud / Fec	18 3%	9 9%	9 2%	7 7%	17 5%	11 2%	

Tableau D4

Prets FEC Région Nord Ouest(1992 1996)

REGION NORD OUEST

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	ENCOURS							
1	Chefchaouen	47 07	47 29	42 19	38 57	32 52		
2	Kénitra	28 55	40 50	43 59	59 98	84 06		
3	Khémisset	50 89	54 80	56 06	64 32	69 64		
4	Larache	47 73	39 94	31 67	29 15	30 31		
5	Rabat	176 40	191 49	164 16	141 39	136 08		
6	Salé	32 21	53 79	98 06	175 99	206 37		
7	Sidi Kacem	6 88	12 58	13 62	42 50	63 18		
8	Skhirate Temara	11 77	16 00	12 25	29 92	29 15		
9	Tétouan	148 79	179 15	196 41	186 64	175 93		
10	Tanger	70 15	80 89	94 72	154 61	156 28		
11	**Total Encours Nord Ouest**	620 42	716 42	752 72	923 07	983 51		
12	% évolution / an		15 5%	5 1%	22 6%	6 5%		
13	**Total Encours FEC**	2 731 94	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
14	Nord Ouest / Fec	22 7%	23 1%	24 3%	26 9%	25 8%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
15	Chefchaouen		23 54	4 74		3 14	31 42	2 9%
16	Kénitra	24 60	6 86	22 08	34 76	73 19	161 49	14 9%
17	Khémisset	13 13	5 58	17 91	14 09	18 82	69 53	6 4%
18	Larache		1 14	3 49	13 46		18 08	1 7%
19	Rabat	22 00	14 48		17 08		53 56	4 9%
20	Salé	58 12	26 76	112 31	24 83	40 04	262 06	24 1%
21	Sidi Kacem		31 45	28 16	17 07	0 92	77 60	7 1%
22	Skhirate Temara	24 67		7 68	7 58		39 93	3 7%
23	Tétouan	28 80	69 34	15 31	41 17	0 95	155 57	14 3%
24	Tanger	24 88	7 81	104 66	11 54	67 28	216 17	19 9%
25	**Total Prêts Attribués Nord Ouest**	196 20	186 95	316 33	181 58	204 34	1 085 40	100 0%
26	% évolution / an		4 7%	69 2%	42 6%	12 5%		
27	**Total Prêts Attribués FEC**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 71	
28	Nord Ouest / Fec	36 4%	17 5%	29 1%	18 7%	17 3%	22 4%	
	PRETS REALISES							% sur attribués
29	Chefchaouen	0 00	0 00	3 76	1 46	2 17	7 39	
30	Kénitra	0 27	7 70	7 11	20 92	29 97	65 96	
31	Khémisset	0 00	8 79	6 44	15 54	10 84	41 60	59 8%
32	Larache	0 00	0 00	0 00	3 49	7 57	11 06	61 2%
33	Rabat	0 00	36 48	0 00	0 00	16 46	52 94	98 8%
34	Salé	0 00	30 13	51 68	75 62	45 15	202 58	77 3%
35	Sidi Kacem	0 00	0 00	1 81	23 73	18 36	43 91	56 6%
36	Skhirate Temara	0 00	7 50	0 00	21 89	1 75	31 14	78 0%
37	Tétouan	26 80	42 08	30 85	5 10	6 41	111 25	71 5%
38	Tanger	0 00	14 53	25 22	73 98	20 84	134 56	62 2%
39	**Total Prêts Réalisés Nord Ouest**	27 07	147 21	126 87	241 73	159 52	702 38	64 7%
40	**Total Prêts Réalisés FEC**	78 87	446 19	349 90	662 21	850 47	2 387 64	
41	Nord Ouest / Fec	34 3%	33 0%	36 3%	36 5%	18 8%	29 4%	
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
42	Chefchaouen		8	1		3	12	7 4%
43	Kénitra	1	3	6	7	8	25	15 3%
44	Khémisset	3	4	2	7	6	22	13 5%
45	Larache		1	2	2		5	3 1%
46	Rabat	1	1		2		4	2 5%
47	Salé	3	1	10	3	6	23	14 1%
48	Sidi Kacem		9	1	2	1	13	8 0%
49	Skhirate Temara	1		1	4		6	3 7%
50	Tétouan	4	3	4	6	1	18	11 0%
51	Tanger	1	2	16	5	11	35	21 5%
52	**Total Projets Nord Ouest**	14	32	43	38	36	163	100 0%
53	**Total Projets FEC**	82	282	240	208	166	978	
54	Nord Ouest / Fec	17 1%	11 3%	17 9%	18 3%	21 7%	16 7%	

Tableau D5

Prêts FEC - Région Oriental (1992 1996)

REGION ORIENTAL

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
1	**ENCOURS**							
2	Berkane Taourirt	16 66	27 08	31 45	38 81	60 66		
3	Figuig	3 31	3 01	2 68	3 24	8 14		
4	Jrada	2 00	3 98	4 81	4 08	11 91		
5	Nador	107 83	131 31	133 40	154 06	161 05		
6	Oujda Angad	42 66	38 52	36 63	57 75	108 28		
7	**Total Encours Oriental**	172 45	203 90	208 96	257 93	350 04		
8	% évolution / an		18 2%	2 5%	23 4%	35 7%		
9	**Total Encours FEC**	2 731 94	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
10	Oriental / Fec	6 3%	6 6%	6 7%	7 5%	9 2%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
11	Berkane Taourirt	0 76	16 62	10 25	25 90	18 79	72 32	17 7%
12	Figuig			2 50	7 80	4 51	14 81	3 6%
13	Jrada		1 34	0 25	6 76	10 09	18 44	4 5%
14	Nador	6 78	47 25	15 78	55 88	12 42	138 10	33 8%
15	Oujda Angad		3 49	38 91	3 56	119 42	165 38	40 4%
16	**Total Prêts Attribués Oriental**	7 53	68 70	67 68	99 90	165 22	409 04	100 0%
17	% évolution / an		812 4%	1 5%	47 6%	65 4%		
18	**Total Prêts Attribués FEC**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 71	
19	Oriental / Fec	1 4%	6 4%	6 2%	10 3%	14 0%	8 4%	
	PRETS REALISES							% sur attribués
20	Berkane Taourirt	0 00	0 19	4 53	11 42	14 36	30 50	42 2%
21	Figuig	0 00	0 00	0 00	0 92	5 34	6 26	42 3%
22	Jrada	0 00	0 00	1 30	0 00	2 73	4 03	21 8%
23	Nador	0 00	2 44	7 12	12 12	29 87	51 55	37 3%
24	Oujda Angad	0 00	0 00	0 00	25 49	57 36	82 85	50 1%
25	**Total Prêts Réalisés Oriental**	0 00	2 63	12 95	49 95	109 65	175 18	42 8%
26	**Total Prêts Réalisés FEC**	78 87	446 19	349 90	662 21	850 47	2 387 64	
27	Oriental / Fec	0 0%	0 6%	3 7%	7 5%	12 9%	7 3%	
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
28	Berkane Taourirt	1	5	5	6	3	20	19 6%
29	Figuig			1	1	4	6	5 9%
30	Jrada		1	1	2	4	8	7 8%
31	Nador	6	15	12	12	3	48	47 1%
32	Oujda Angad		2	7	4	7	20	19 6%
33	**Total Projets Oriental**	7	23	26	25	21	102	100 0%
34	**Total Projets FEC**	82	282	240	208	166	978	
35	Oriental / Fec	8 5%	8 2%	10 8%	12 0%	12 7%	10 4%	

Tableau D6

Prêts FEC Région Sud (1992 - 1996)

REGION SUD

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	ENCOURS							
1	Agadir Ida Ou Tanane	39 17	47 62	54 66	57 49	50 24		
2	Assa Zag	18 98	18 68	16 62	15 84	14 65		
3	Boujdour	70 14	63 16	59 26	54 55	48 59		
4	Chtouka Ait Baha	1 70	1 42	1 56	1 16	0 71		
5	Essemara	41 09	38 49	35 94	33 08	33 36		
6	Guelmim	11 37	12 42	20 74	27 82	32 07		
7	Inezgane Ait Melloul	0 00	0 00	0 00	0 00	15 56		
8	Laayoune	0 00	5 43	4 60	29 66	52 53		
9	Ouad Eddahab	71 78	118 32	119 02	121 11	109 51		
10	Ouarzazate	63 86	67 09	62 70	60 34	54 82		
11	Tan Tan	2 37	1 72	0 99	0 79	6 74		
12	Taroudannt	17 38	21 25	19 36	22 67	21 09		
13	Tata	2 45	2 29	4 68	6 08	7 96		
14	Tiznit	39 49	37 45	32 93	30 83	25 03		
15								
16	**Total Encours Sud**	379 79	435 31	433 04	461 41	472 85		
17	% évolution / an		14 6%	0 5%	6 6%	2 5%		
18	**Total Encours FEC**	2 731 94	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
19	Sud / Fec	13 9%	14 0%	14 0%	13 4%	12 4%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
20	Agadir Ida Ou Tanane	58 50	16 48	9 40	5 94	50 80	141 12	22 3%
21	Assa Zag	1 37		2 05			3 42	0 5%
22	Boujdour			6 29	4 89		11 18	1 8%
23	Chtouka Ait Baha		21 49	0 49			21 98	3 5%
24	Essemara					20 00	20 00	3 2%
25	Guelmim	5 82	28 37	10 73	0 51		45 43	7 2%
26	Inezgane Ait Melloul				17 61		17 61	2 8%
27	Laayoune	5 43	11 60	77 98			95 01	15 0%
28	Ouad Eddahab			11 80			11 80	1 9%
29	Ouarzazate	4 06	53 74	11 39	5 64	17 44	92 28	14 6%
30	Tan Tan			34 91			34 91	5 5%
31	Taroudannt	0 79	28 32	10 58	9 93	27 85	77 48	12 2%
32	Tata		1 23	3 25	1 21	8 51	14 20	2 2%
33	Tiznit		26 01	9 42	6 91		42 34	6 7%
34	???		3 98	0 62			4 60	0 7%
35	**Total Prêts Attribués Sud**	75 97	191 22	188 92	52 64	124 60	633 34	41 9%
36	% évolution / an		151 7%	1 2%	72 1%	136 7%		
37	**Total Prêts Attribués FEC**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 71	
38	Sud / Fec	14 1%	17 9%	17 3%	5 4%	10 6%	13 1%	

Tableau D6

Prêts FEC - Région Sud (1992 - 1996)

REGION SUD

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	PRETS REALISES							% sur attribués
39	Agadir Ida Ou Tanane	0 00	12 01	13 89	11 92	5 47	43 29	
40	Assa Zag	0 00	1 37	0 00	0 00	0 00	1 37	
41	Boujdour	0 00	0 00	3 79	3 27	3 20	10 26	91 7%
42	Chtouka Ait Baha	0 00	0 00	0 44	0 00	3 42	3 86	17 6%
43	Essemara	0 00	0 00	0 00	0 00	3 50	3 50	17 5%
44	Guelmim	0 00	2 16	8 31	12 36	7 06	29 89	65 8%
45	Inezgane Ait Melloul	0 00	0 00	0 00	0 00	15 56	15 56	88 3%
46	Laayoune	0 00	5 43	0 00	26 01	26 37	57 81	60 8%
47	Ouad Eddahab	0 00	0 00	0 00	11 80	0 00	11 80	100 0%
48	Ouarzazate	0 00	1 50	1 60	4 52	2 45	10 07	10 9%
49	Tan Tan	0 00	0 00	0 00	0 00	6 35	6 35	18 2%
50	Taroudannt	0 00	0 75	0 00	3 23	2 25	6 22	8 0%
51	Tata	0 00	0 00	2 07	1 94	2 58	6 59	46 4%
52	Tiznit	0 00	0 00	0 00	2 84	5 75	8 59	20 3%
53	???	0 00	0 00	0 00	0 07	0 07	0 14	3 1%
54	**Total Prêts Réalisés Sud**	0 00	23 22	30 10	77 96	84 02	215 30	34 0%
55	**Total Prêts Réalisés FEC**	78 87	446 19	349 90	662 21	850 47	2 387 64	
56	Sud / Fec	0 0%	5 2%	8 6%	11 8%	9 9%	9 0%	
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
55	Agadir Ida Ou Tanane	3	3	1	2	3	12	9 1%
56	Assa Zag	1		2			3	2 3%
57	Boujdour			4	3		7	5 3%
58	Chtouka Ait Baha		8	1			9	6 8%
59	Essemara					1	1	0 8%
60	Guelmim	1	3	5	1		10	7 6%
61	Inezgane Ait Melloul				3		3	2 3%
62	Laayoune	2	3	2			7	
63	Ouad Eddahab			1			1	
64	Ouarzazate	2	12	5	2	2	23	
65	Tan Tan			1			1	
66	Taroudannt	1	14	2	3	7	27	
67	Tata		1	4	2	4	11	
68	Tiznit		9	4	2		15	
69	???		1	1			2	1 5%
70	**Total Projets Sud**	10	54	33	18	17	132	35 6%
71	**Total Projets FEC**	82	282	240	208	166	978	
72	Sud / Fec	12 2%	19 1%	13 8%	8 7%	10 2%	13 5%	

Tableau D7

FEC Prêts - Région Tensift (1992-1996)

REGION TENSIFT

	(en millions DH)	1992	1993	1994	1995	1996	TOTAL	%
	ENCOURS							
1	Al Haouz	0 00	0 00	0 00	0 50	2 27		
2	Chichaoua	4 71	12 21	15 32	19 26	18 39		
3	El Kelaa Sraghna	72 60	91 61	83 09	80 14	85 78		
4	Essaouira	94 17	84 36	72 03	59 65	46 26		
5	Marrakech Menara	141 93	140 53	150 53	139 77	121 70		
6	Safi	81 10	84 72	71 24	77 78	102 12		
7	Sidi Youssef Ben Ali	0 00	0 00	1 90	1 61	4 05		
8	**Total Encours Tensift**	394 51	413 43	394 11	378 72	380 58		
9	% évolution / an		4 8%	-4 7%	3 9%	0 5%		
10	**Total Encours FEC**	2 731 94	3 107 48	3 099 56	3 433 29	3 816 90		
11	Tensift / Fec	14 4%	13 3%	12 7 %	11 0%	10 0%		
	PRETS ATTRIBUES							% du total
12	Al Haouz		18 14	0 61	2 35		21 10	4 6%
13	Chichaoua	12 46	30 84	6 86	5 49		55 65	12 1%
14	El Kelaa Sraghna	29 10	42 55	9 33	7 87	11 00	99 84	21 8%
15	Essaouira	16 34	2 07	12 17			30 58	6 7%
16	Marrakech Menara	35 50	7 07	10 24	23 70	8 50	85 01	18 5%
17	Safi	7 88	14 94	42 07	72 40	13 60	150 90	32 9%
18	Sidi Youssef Ben Ali		1 36	4 54	2 46	1 82	10 18	2 2%
19	???		4 06			1 56	5 62	1 2%
20	**Total Prêts Attribués Tensift**	101 28	121 03	85 82	114 27	36 48	458 89	100 0%
21	% évolution / an		19 5%	29 1%	33 2 %	68 1 %		
22	**Total Prêts Attribués FEC**	538 57	1 067 77	1 088 91	970 01	1 179 45	4 844 71	
23	Tensift / Fec	18 8%	11 3%	7 9 %	11 8%	3 1%	9 5 %	
	PRETS REALISES							% sur attribués
24	Al Haouz	0 00	0 00	1 14	0 94	5 22	7 30	
25	Chichaoua	4 71	7 75	5 29	6 04	7 01	30 79	
26	El Kelaa Sraghna	12 35	15 76	5 72	7 30	24 25	65 39	65 5%
27	Essaouira	0 00	1 24	2 13	0 83	2 16	6 36	20 8%
28	Marrakech Menara	0 57	12 00	25 46	7 71	2 72	48 46	57 0 %
29	Safi	0 00	10 89	2 67	21 39	37 12	72 07	47 8%
30	Sidi Youssef Ben Ali	0 00	0 00	2 39	0 19	2 76	5 34	52 4 %
31	???	0 00	0 00	0 68	0 26	0 30	1 24	22 0 %
32	**Total Prêts Réalisés Tensift**	17 63	47 64	45 47	44 66	81 53	236 94	51 6%
33	**Total Prêts Réalisés FEC**	78 87	446 19	349 90	662 21	850 47	2 387 64	
34	Tensift / Fec	22 4 %	10 7%	13 0%	6 7 %	9 6%	9 9%	
	NOMBRE DE PROJETS							% du total
33	Al Haouz		8	1	2		11	8 9%
34	Chichaoua	1	11	8	4		24	19 4%
35	El Kelaa Sraghna	2	22	4	3	1	32	25 8%
36	Essaouira	1	1	8			10	8 1%
37	Marrakech Menara	1	3	1	1	1	7	5 6%
38	Safi	2	6	8	13	1	30	24 2 %
39	Sidi Youssef Ben Ali		1	3	2	1	7	5 6%
40	???		2			1	3	2 4%
41	**Total Projets Tensift**	7	54	33	25	5	124	100 0%
42	**Total Projets FEC**	82	282	240	208	166	978	
43	Tensift / Fec	8 5%	19 1%	13 8%	12 0%	3 0%	12 7%	

ANNEXE E

PRETS FEC PAR SECTEUR

Tableau E1 Eau Potable

Tableau E2 Electricite

Tableau E3 Transports Urbains

Tableau E4 Equipements Commerciaux

Tableau E5 Equipements Specialises

Tableau E6 Amenagement Urbain

Tableau E7 Equipements Sportifs et Touristiques

Tableau E8 Assainissement Liquide

Tableau E9 Assainissement Solide

Tableau E1

PRETS FEC 1992-1996 EAU POTABLE (01)

EAU POTABLE

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prets attribués (# de prets)	40		12		12	13	3
Prets attribués (MDH)	52 88		22,68		10 01	17 69	2 50
Coût moyen du projet	1 32		1 89		0 83	1 36	0 83
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	18 11	79 9%	0 00	9,54	5 77	0,90	1 91
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	8 19	81 9%			3 28	3 17	1 75
au titre de 1995	11 53	65 2%				4 56	6 97
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	37 83	71 5%	0 00	9 54	9 04	8 63	10 62
COMMUNES URBAINES							
Prets attribués (# de prets)	6		1		1	1	3
Prets attribués (MDH)	15 45		2 50		0 55	2 05	10 35
Cout moyen du projet	2 57		2 50		0 55	2 05	3 45
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	2 46	98 4%	0 00	2 46	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	0 55	100 0%			0 00	0 55	0 00
au titre de 1995	1 55	75 6%				0 00	1 55
au titre de 1996	0 18	1 7%					0 18
TOTAL	4 74	30 7%	0 00	2 46	0 00	0 55	1 73
REGIES							
Prets attribués (# de prets)	3			1	1		1
Prets attribués (MDH)	19 90			3 00	7 00		9 90
Cout moyen du projet	6 63			3 00	7 00		9 90
Prets débourses (MDH)							
au titre de 1992	0 00		0 00	0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	3 00	100 0%		0 00	3 00	0 00	0 00
au titre de 1994	6 20	88 6%			0 00	4 00	2 20
au titre de 1995	0 00					0 00	0 00
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	9 20	46 2%	0 00	0 00	3 00	4 00	2 20

Tableau E2

PRETS FEC 1992-1996 ELECTRICITE (02)

ELECTRICITE

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prets attribués (# de prets)	351		1	255	76	13	6
Prets attribués (MDH)	823 15		0 55	630 98	143 28	31 79	16 56
Cout moyen du projet	2 35		0 55	2 47	1 89	2 45	2 76
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 51	92 7%	0 00	0 51	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	137 63	21 8%		0 11	46 38	17 70	73 45
au titre de 1994	30 88	21 6%			10 51	4 79	15 58
au titre de 1995	8 01	25 2%				0 64	7 37
au titre de 1996	2 03	12 3%					2 03
TOTAL	179 07	21 8%	0 00	0 62	56 89	23 13	98 43
COMMUNES URBAINES							
Prets attribués (# de prets)	18		1		7	8	2
Prets attribués (MDH)	80 91		0 49		22 95	28 03	29 44
Cout moyen du projet	4 50		0 49		3 28	3 50	14 72
Prets deboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00	0 0%	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	18 00	78 4%			0 40	15 83	1 77
au titre de 1995	11 80	42 1%				0 00	11 80
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	29 80	36 8%	0 00	0 00	0 40	15 83	13 58
REGIES							
Prets attribués (# de prets)	2		1	1			
Prets attribués (MDH)	51 00		11 00	40 00			
Cout moyen du projet	25 50		11 00	40 00			
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	11 00	100 0%	0 00	11 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	40 00	100 0%		0 00	33 05	6 95	0 00
au titre de 1994	0 00				0 00	0 00	0 00
au titre de 1995	0 00					0 00	0 00
au titre de 1996	0 00						0 00
TOTAL	51 00	100 0%	0 00	11 00	33 05	6 95	0 00

Tableau E3

PRETS FEC 1992-1996 TRANSPORTS URBAINS (03)

TRANSPORTS URBAINS

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNAUTE URBAINE							
Prets attribués (# de prets)	1		1				
Prets attribués (MDH)	4 00		4 00				
Cout moyen du projet	4 00		4 00				
Prets deboursés (MDH)							
au titre de 1992	4 00	100 0%	0 00	4 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	0 00						
au titre de 1995	0 00						
au titre de 1996	0 00						
TOTAL	4 00	100 0%	0 00	4 00	0 00	0 00	0 00
REGIES							
Prets attribués (# de prets)	5		1	1	2		1
Prets attribués (MDH)	86 34		3 50	7 60	30 24		45 00
Cout moyen du projet	17 27		3 50	7 60	15 12		45 00
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	3 50	100 0%	0 00	3 50	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	7 60	100 0%		0 00	6 40	1 20	0 00
au titre de 1994	30 24	100 0%			15 00	15 24	0 00
au titre de 1995	0 00					0 00	0 00
au titre de 1996	15 00	33 3%					15 00
TOTAL	56 34	65 3%	0 00	3 50	21 40	16 44	15 00

Tableau E4

PRETS FEC 1992-1996 EQUIPEMENTS COMMERCIAUX (04)

EQUIPEMENTS COMMERCIAUX

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prets attribués (# de prets)	82		10	1	17	29	25
Prets attribués (MDH)	184 34		51 56	15 30	30 69	48 39	38 39
Cout moyen du projet	2 25		5 16	15 30	1 81	1 67	1 54
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	51 20	99 3%	15 99	29 65	3 79	0 99	0 78
au titre de 1993	15 30	100 0%		0 00	9 00	3 90	2 40
au titre de 1994	21 13	68 8%			0 00	10 32	10 81
au titre de 1995	31 10	64 3%				8 32	22 78
au titre de 1996	0 31	0 8%					0 31
TOTAL	119 03	64 6%	15 99	29 65	12 79	23 53	37 07
COMMUNAUTES URBAINES							
Prets attribués (# de prets)	7		2			2	3
Prets attribués (MDH)	119 49		28 33			50 65	40 51
Cout moyen du projet	17 07		14 17			25 33	13 50
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	26 61	93 9%	3 27	8 43	7 11	2 82	4 98
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	0 00				0 00	0 00	0 00
au titre de 1995	9 13	18 0%				0 00	9 13
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	35 74	29 9%	3 27	8 43	7 11	2 82	14 11
COMMUNES URBAINES							
Prets attribués (# de prets)	56		6	2	16	17	15
Prets attribués (MDH)	427 35		76 30	14 03	135 40	95 75	105 88
Cout moyen du projet	7 63		12 72	7 01	8 46	5 63	7 06
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	62 17	81 5%	8 71	25 99	8 04	19 15	0 28
au titre de 1993	9 84	70 2%		0 00	0 17	4 39	5 28
au titre de 1994	83 62	61 8%			2 18	57 01	24 43
au titre de 1995	60 19	62 9%				19 87	40 32
au titre de 1996	13 01	12 3%					13 01
TOTAL	228 83	53 5%	8 71	25 99	10 38	100 43	83 32

Tableau E5

PRETS FEC 1992 1996 EQUIPEMENTS SPECIALISES (05)

EQUIPEMENTS SPECIALSES

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prêts attribués (# de prêts)	3				1	1	1
Prêts attribués (MDH)	3 13				0 38	1 19	1 56
Cout moyen du projet	1 04				0 38	1 19	1 56
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00						
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	0 38	100 0%			0 00	0 30	0 08
au titre de 1995	0 93	77 8%				0 46	0 46
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	1 31	41 7%	0 00	0 00	0 00	0 76	0 54
COMMUNAUTES URBAINES							
Prêts attribués (# de prêts)	2		1		1		
Prêts attribués (MDH)	49 67		9 17		40 50		
Cout moyen du projet	24 84		9 17		40 50		
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	9 17	100 0%	9 17	0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	26 67	65 8%			0 00	6 32	20 35
au titre de 1995	0 00					0 00	0 00
au titre de 1996	0 00						0 00
TOTAL	35 84	72 1%	9 17	0 00	0 00	6 32	20 35
COMMUNES URBAINES							
Prêts attribués (# de prêts)	10				4	4	2
Prêts attribués (MDH)	60 77				15 75	29 22	15 80
Cout moyen du projet	6 08				3 94	7 31	7 90
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00						
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	15 42	97 9%			1 02	12 32	2 09
au titre de 1995	15 34	52 5%				0 00	15 34
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	30 76	50 6%	0 00	0 00	1 02	12 32	17 42
REGIES							
Prêts attribués (# de prêts)	1				1		
Prêts attribués (MDH)	4 00				4 00		
Cout moyen du projet	4 00				4 00		
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00						
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	3 32	83 0%			3 32	0 00	0 00
au titre de 1995	0 00						
au titre de 1996	0 00						
TOTAL	3 32	83 0%	0 00	0 00	3 32	0 00	0 00

Tableau E6

PRETS FEC 1992-1996 AMENAGEMENT URBAIN (06)

AMENAGEMENT URBAIN

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prets attribués voirie (# de prets)	13		1		1	2	9
Prets attribués (MDH)	12						12
Total prets attribués (# de prets)	25		***1***	***0***	***1***	***2***	***21***
Prets attribués voirie (MDH)	50 97		0 44		5 41	24 41	20 71
Prets attribués aménage(MDH)	6 01						6 01
Total prets attribués	56 98		***0 44***	***0 00***	***5 41***	***24 41***	***26 72***
Cout moyen du projet voirie	3 92		0 44		5 41	12 21	2 30
Cout moyen du projet aménage	0 50						0 50
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992 (voirie)	0 14	32 6%	0 00	0 00	0 08	0 06	0 00
au titre de 1993 (voirie)							
au titre de 1994 (voirie)	5 02	92 8%			0 00	5 02	0 00
au titre de 1995 (voirie)	16 90	69 2%				7 11	9 79
au titre de 1996 (voirie)	0 00	0 0%					0 00
au titre de 1996 (aménage)	0 52	8 7%					0 52
TOTAL VOIRIE	22 06	43 3%	0 00	0 00	0 08	12 19	9 79
TOTAL PLANS AMENAG	0 52	8 7%	0 00	0 00	0 00	0 00	0 52
TOTAL	22 58	39 6%	**0 00**	**0 00**	**0 08**	**12 19**	**10 31**

COMMUNAUTES URBAINES							
Prets attribués voirie (# de prets)	3		1				2
Prets attribues voirie (MDH)	130 60		30 60				100 00
Cout moyen du projet	43 53		30 60				50 00
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992 (voirie)	30 60	100 0%	0 00	17 73	11 17	1 70	0 00
au titre de 1993 (voirie)	0 00						
au titre de 1994 (voirie)	0 00						
au titre de 1995 (voirie)	0 00						
au titre de 1996 (voirie)	9 98	10 0%					9 98
TOTAL	40 58	31 1%	0 00	17 73	11 17	1 70	9 98

Tableau E6

PRETS FEC 1992 1996 AMENAGEMENT URBAIN (06)

AMENAGEMENT URBAIN

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES URBAINES							
Prêts attribués voirie (# de prets)	93		3	3	23	29	35
Prêts attribués aménage (# de prêts)	3						3
Total prets attribués (# de prets)	96		***3***	***3***	***23***	***29***	***38***
Prets attribués voirie (MDH)	1 141 47		20 18	42 94	332 39	304 11	441 85
Prets attribués aménage(MDH)	6 41						6 41
Total prets attribués	1 147 88		***20 18***	***42 94***	***332 39***	***304 11***	***448 26***
Cout moyen du projet voirie	12 27		6 73	14 31	14 45	10 49	12 62
Cout moyen du projet aménage	2 14						2 14
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992 (voirie)	3 73	18 5%	1 50	1 59	0 00	0 00	0 64
au titre de 1993 (voirie)	41 87	97 5%		9 62	11 38	15 15	5 71
au titre de 1994 (voirie)	263 66	79 3%			20 59	155 15	87 92
au titre de 1995 (voirie)	140 69	46 3%				12 56	128 13
au titre de 1996 (voirie)	56 99	12 9%					56 99
au titre de 1996 (aménage)	0 00	0 0%					0 00
TOTAL VOIRIE	506 94	44 4%	1 50	11 21	31 97	182 86	279 39
TOTAL PLANS AMENAG	0 00	0 0%	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00
TOTAL	506 94	44 4%	1 50	11 21	31 97	182 86	279 39

AUTRES							
Prets attribués voirie (# de prets)	2		1				1
Prets attribués voirie (MDH)	82 96		24 96				58 00
Cout moyen du projet	41 48		24 96				58 00
Prets débourses (MDH)							
au titre de 1992 (voirie)	19 36	77 6%	4 50	9 39	0 00	5 47	0 00
au titre de 1993 (voirie)	0 00						
au titre de 1994 (voirie)	0 00						
au titre de 1995 (voirie)	0 00						
au titre de 1996 (voirie)	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	19 36	23 3%	4 50	9 39	0 00	5 47	0 00

Tableau E7 **PRETS FEC 1992-1996 EQUIPEMENTS SPORTIFS ET TOURISTIQUES (07)**

EQUIPEMENTS SPORTIFS / TOURISTIQUES

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prets attribués (# de prets)	2					1	1
Prets attribués (MDH)	3 23					2 26	0 97
Cout moyen du projet	1 62					2,26	0 97
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00						
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	0 00						
au titre de 1995	1 12	49 6%				0 00	1 12
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	1 12	34 7%	0 00	0 00	0 00	0 00	1 12
COMMUNES URBAINES							
Prets attribués (# de prets)	11		2		3	5	1
Prets attribués (MDH)	219 81		51 68		35 48	117 65	15 00
Cout moyen du projet	19 98		25 84		11 83	23 53	15 00
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	51 68	100 0%	26 80	8 17	14 40	2 31	0 00
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	26 74	75 4%			0 00	12 79	13 95
au titre de 1995	7 04	6 0%				0 00	7 04
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	85 46	38 9%	26 80	8 17	14 40	15 10	20 99
COMMUNAUTES URBAINES							
Prets attribués (# de prets)	1						1
Prets attribués (MDH)	30 00						30 00
Cout moyen du projet	30 00						30 00
Prets déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00						
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	0 00						
- au titre de 1995	0 00						
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	0 00	0 0%	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00

Tableau E8

PRETS FEC 1992 1996 ASSAINISSEMENT LIQUIDE (08)

ASSAINISSEMENT LIQUIDE

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prêts attribués (# de prêts)	8		5			2	1
Prêts attribués (MDH)	27 00		9 35			8 80	8 85
Cout moyen du projet	3 38		1 87			4 40	8 85
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	6 59	70 5%	0 00	2 99	0 51	2 62	0 48
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	0 00				0 00	0 00	0 00
au titre de 1995	2 40	27 3%				0 00	2 40
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	8 99	33 3%	0 00	2 99	0 51	2 62	2 88
COMMUNAUTES URBAINES							
Prêts attribués (# de prêts)	2		2				
Prêts attribués (MDH)	61 50		61 50				
Cout moyen du projet	30 75		30 75				
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	58 70	95 5%	0 57	23 85	20 84	13 44	0 00
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	0 00						
au titre de 1995	0 00						
au titre de 1996	0 00						
TOTAL	58 70	95 5%	0 57	23 85	20 84	13 44	0 00
COMMUNES URBAINES							
Prêts attribués (# de prêts)	27		4	3	5	9	6
Prêts attribués (MDH)	323 64		14 63	108 30	89 62	27 35	83 74
Cout moyen du projet	11 99		3 66	36 10	17 92	3 04	13 96
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	12 14	83 0%	0 00	10 12	0 35	0 47	1 20
au titre de 1993	92 25	85 2%		40 65	32 34	14 73	4 53
au titre de 1994	55 21	61 6%			5 00	27 58	22 63
au titre de 1995	7 19	26 3%				0 90	6 29
au titre de 1996	3 64	4 3%					3 64
TOTAL	170 42	52 7%	0 00	50 77	37 69	43 67	38 29
REGIES							
Prêts attribués (# de prêts)	2		2				
Prêts attribués (MDH)	61 00		61 00				
Cout moyen du projet	30 50		30 50				
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	22 00	36 1%	0 00	22 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	0 00						
au titre de 1995	0 00						
au titre de 1996	0 00						
TOTAL	22 00	36 1%	0 00	22 00	0 00	0 00	0 00

Tableau E9

PRETS FEC 1992-1996 ASSAINISSEMENT SOLIDE (09)

ASSAINISSEMENT SOLIDE

	TOTAL		1992	1993	1994	1995	1996
COMMUNES RURALES							
Prêts attribués (# de prêts)	82		17		21	30	14
Prêts attribués (MDH)	65 44		20 77		12 63	19 42	12 63
Cout moyen du projet	0 80		1 22		0 60	0 65	0 90
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	20 66	99 5%	7 03	13 17	0 46	0 00	0 00
au titre de 1993	0 00			0 00	0 00	0 00	0 00
au titre de 1994	11 24	89 0%			2 37	5 13	3 75
au titre de 1995	16 04	82 6%				6 81	9 23
au titre de 1996	5 59	44 3%					5 59
TOTAL	53 54	81 8%	7 03	13 17	2 83	11 93	18 57
COMMUNAUTES URBAINES							
Prêts attribués (# de prêts)	3				1		2
Prêts attribués (MDH)	16 96				5 84		11 12
Cout moyen du projet	5 65				5 84		5 56
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00						
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	4 93	84 4%			0 00	4 93	0 00
au titre de 1995	0 00					0 00	0 00
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	4 93	29 1%	0 00	0 00	0 00	4 93	0 00
COMMUNES URBAINES							
Prêts attribués (# de prêts)	118		7	9	47	42	13
Prêts attribués (MDH)	436 51		33 39	37 65	166 79	161 26	37 43
Cout moyen du projet	3 70		4 77	4 18	3 55	3 84	2 88
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	33 00	98 8%	1 33	23 75	7 49	0 00	0 43
au titre de 1993	36 03	95 7%		0 00	26 38	9 65	0 00
au titre de 1994	159 35	95 5%			38 14	105 21	16 00
au titre de 1995	138 72	86 0%				31 74	106 98
au titre de 1996	7 36	19 7%					7 36
TOTAL	374 45	85 8%	1 33	23 75	72 01	146 60	130 76
AUTRES							
Prêts attribués (# de prêts)	2						2
Prêts attribués (MDH)	7 02						7 02
Cout moyen du projet	3 51						3 51
Prêts déboursés (MDH)							
au titre de 1992	0 00						
au titre de 1993	0 00						
au titre de 1994	0 00						
au titre de 1995	0 00						
au titre de 1996	0 00	0 0%					0 00
TOTAL	0 00	0 0%	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00

ANNEXE F

EPARGNE NETTE ET ENDETTEMENT DES COLLECTIVITES 1993 À 1996

Tableau F1 Toutes collectivites

Tableau F2 Communes urbaines

Tableau F3 Communes rurales

Tableau F4 Provinces / Prefectures

Tableau F5 Echantillon de 10 communes urbaines

Tableau F6 Echantillon de 17 communes rurales

70

Tableau F1

Epargne nette et Endettement 1993 - 1996 Toutes collectivités

	(millions DH)	1993 réalisé	1994 réalisé	1995 réalisé	1996 prévu	1994 évolution	1995 évolution	1996 évolution
1	**Recettes courantes**	**7 445**	**8 392**	**9 445**	**10 792**	7 3%	6 1%	10 9%
2	Taxe urbaine	295	256	260	263	17 4%	4 3%	1 8%
3	Patente	813	995	1 012	1 172	16 4%	4 1%	12 4%
4	Taxe d edilité	839	1 010	1 082	1 146	14 5%	1 0%	2 8%
5	Autres taxes locales	1 158	1 875	1 954	2 031	54 1%	1 8%	0 9%
6	Dotations TVA	2 914	3 003	3 764	4 900	1 9%	18 1%	26 4%
7	dotation globale (70%)	0	0	0	3 430			
8	charges transférées (15%)	638	633	851	735	5 6%	26 7%	16 1%
9	dotation préaffectée (15%)				735			
10	dotation équilibre	2 276	2 370	2 913	0	0 9%	15 8%	
11	Excédent	1 426	1 253	1 373	1 280	16 4%	3 3%	9 5%
12	**Dépenses courantes**	**4 417**	**5 492**	**5 825**	**5 809**	18 3%	0 0%	3 2%
13	Personnel	2 772	3 300	3 532	3 743	13 3%	0 9%	2 9%
14	Eau / Electricité	450	650	710	673	37 4%	3 0%	8 0%
15	Fonctionnement véhicules	251	285	299	319	8 0%	1 1%	3 6%
16	Voirie / Entretien	365	382	390	343	0 4%	3 8%	14 6%
17	Autres	579	875	894	731	43 8%	3 7%	20 6%
18	Solde d épargne brute	3 028	2 900	3 620	4 983	8 9%	17 7%	33 6%
19	Remboursement dette	483	645	677	924	27 1%	1 1%	32 5%
20	**Taux d endettement**	**6 5%**	**7 7%**	**7 2%**	**8 6%**			
21	Solde d epargne nette	**2 545**	**2 255**	**2 943**	**4 059**	15 7%	23 0%	33 9%
22	Taux d épargne nette	**34 2%**	**26 9%**	**31 2%**	**37 6%**			
23	TVA Equipement	1 367	1 442	1 018	0	0 4%	33 5%	
24	Emprunt	1 067	1 045	1 002	1 060	6 8%	9 6%	
25	taux d inflaton					1 051	1 061	1 030

Tableau F2

Epargne nette et Endettement 1993 1996 Communes urbaines

	(millions DH)	1993 réalisé	1994 réalisé	1995 réalisé	1996 prévu	1994 évolution	1995 évolution	1996 évolution
1	**Recettes courantes**	**4 341**	**5 523**	**6 033**	**6 134**	21 1%	3 0%	1 3%
2	Taxe urbaine	248	246	249	263	5 6%	4 6%	2 5%
3	Patente	724	917	926	1 047	20 5%	4 8%	9 8%
4	Taxe d édilité	774	946	1 017	1 146	16 3%	1 3%	9 4%
5	Autres taxes locales	573	1 298	1 390	1 393	115 5%	0 9%	2 7%
6	Dotations TVA	997	1 302	1 649	1 470			
7	dotation globale (70%)				1 470			
8	charges transférées (15%)		303	289				
9	dotation préaffectée (15%)							
10	dotation équilibre	997	999	1 360		4 7%	28 3%	100 0%
11	Excédent	1 025	814	802	815			
12	**Dépenses courantes**	**2 638**	**3 634**	**3 825**	**3 722**	31 1%	0 8%	5 5%
13	Personnel	1 450	1 969	2 079	2 181	29 2%	0 5%	1 9%
14	Eau / Electricité	450	584	638	597	23 5%	3 0%	9 2%
15	Fonctionnement véhicules	196	190	197	206	7 8%	2 3%	1 5%
16	Voirie / Entretien	293	329	324	291	6 8%	7 2%	12 8%
17	Autres	249	562	587	447	114 8%	1 6%	26 1%
18	Solde d épargne brute	1 703	1 889	2 208	2 412	5 5%	10 2%	
19	Remboursement dette	386	573	605	812	41 2%	0 5%	
20	**Taux d endettement**	**8 9%**	**10 4%**	**10 0%**	**13 2%**			
21	Solde d épargne nette	**1 317**	**1 316**	**1 603**	**1 600**	4 9%	14 8%	
22	Taux d épargne nette	**30 3%**	**23 8%**	**26 6%**	**26 1%**			
23	TVA Equipement	0	364	122			68 4%	
24	Emprunt	421	844	850	944	90 7%	5 1%	
25	taux d inflaton					1 051	1 061	1 030

Tableau F3

Epargne nette et Endettement 1993 - 1996 Communes rurales

	(millions DH)	1993 réalisé	1994 réalisé	1995 réalisé	1996 prévu	1994 évolution	1995 évolution	1996 évolution
1	**Recettes courantes**	**1 632**	**1 859**	**2 342**	**2 024**	8 4%	18 7%	16 1%
2	Taxe urbaine	47	10	11	0	79 8%	3 7%	
3	Patente	89	78	86	125	16 6%	3 9%	41 1%
4	Taxe d édilité	65	64	65	0	6 3%	4 3%	
5	Autres taxes locales	536	504	487	573	10 5%	8 9%	14 2%
6	Dotations TVA	647	917	1 270	980			
7	dotation globale (70%)				980			
8	charges transférées (15%)		313	535				
9	dotation préaffectée (15%)							
10	dotation équilibre	647	604	735		11 2%	14 7%	
11	Excédent	248	286	423	346			
12	**Dépenses courantes**	**1 154**	**1 135**	**1 226**	**1 227**	6 4%	1 8%	2 8%
13	Personnel	855	765	841	903	14 9%	3 6%	4 2%
14	Eau / Electricité	0	66	72	76		2 8%	2 5%
15	Fonctionnement véhicules	0	36	39	44		2 1%	9 5%
16	Voirie / Entretien	40	18	19	11	57 2%	0 5%	43 8%
17	Autres	259	250	255	193	8 2%	3 9%	26 5%
18	Solde d épargne brute	478	724	1 116	797	44 1%	45 3%	
19	Remboursement dette	96	39	42	77	61 3%	1 5%	
20	**Taux d endettement**	**5 9%**	**2 1%**	**1 8%**	**3 8%**			
21	Solde d épargne nette	**382**	**685**	**1 074**	**720**	70 6%	47 8%	
22	Taux d épargne nette	**23 4%**	**36 8%**	**45 9%**	**35 6%**			
23	TVA Equipement	0	131	15			89 2%	
24	Emprunt	646	201	152	109	70 4%	28 7%	
25	taux d inflaton					1 051	1 061	1 030

Tableau F4

Epargne nette et Endettement 1993 - 1996 Provinces / Préfectures

	(millions DH)	1993 réalisé	1994 réalisé	1995 réalisé	1996 prévu	1994 évolution	1995 évolution	1996 évolution
1	**Recettes courantes**	**834**	**1 010**	**1 070**	**1 164**	15 2%	0 2%	5 6%
2	Taxe urbaine							
3	Patente							
4	Taxe d édilité							
5	Autres taxes locales	49	73	77	65	41 8%	0 6%	18 0%
6	Dotations TVA	632	784	845	980			
7	dotation globale (70%)				980			
8	charges transférées (15%)		17	27				
9	dotation préaffectée (15%)							
10	dotation équilibre	632	767	818		15 5%	0 5%	100 0%
11	Excédent	153	153	148	119			
12	**Dépenses courantes**	**625**	**723**	**774**	**860**	10 1%	0 9%	7 9%
13	Personnel	467	566	612	659	15 3%	1 9%	4 5%
14	Eau / Electricité	0	0	0	0			
15	Fonctionnement véhicules	55	59	63	69	2 1%	0 6%	6 3%
16	Voirie / Entretien	32	35	47	41	4 1%	26 6%	15 3%
17	Autres	71	63	52	91			69 9%
18	Solde d épargne brute	209	287	296	304	30 7%	2 8%	
19	Remboursement dette	1	33	30	35	3039 9%	14 3%	
20	**Taux d endettement**	**0 1%**	**3 3%**	**2 8%**	**3 0%**			
21	Solde d épargne nette	**208**	**254**	**266**	**269**	16 2%	1 3%	
22	Taux d épargne nette	**24 9%**	**25 1%**	**24 9%**	**23 1%**			
23	TVA Equipement	0	455	358			25 8%	
24	Emprunt	0	0	0	7			
25	taux d inflaton					1 051	1 061	1 030

Tableau F5

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes urbaines

ECHANTILLON DE COMMUNES URBAINES

	(milliers DH)	Al Haouz (T) AIT OURIR 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Khouribga (C) BOUJNIBA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Boulemane (CN) BOULEMANE 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Tan Tan (S) EL OUATIA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1	**Recettes courantes**	**2 404**	**3 876**	47 5%	**1 801**	**3 140**	59 6%	**2 163**	**2 418**	2 3%	**4 906**	**8 903**	66 1%
2	Taxe urbaine	10	160	1364 1%	20	24	9 2%	11	13	10 4%	0	0	
3	Patente	120	220	67 8%	120	167	27 1%	65	63	10 8%	0	0	
4	Taxe d édilité	60	367	459 2%	520	587	3 2%	135	140	5 1%	0	0	
5	Dotations TVA	397	1 290	197 3%	414	1 475	226 1%	1 715	1 904	1 6%	0	1 686	
6	Autres recettes	1 817	1 840	7 4%	727	887	11 8%	238	298	14 7%	4 906	7 217	34 6%
7	**Dépenses courantes**	**2 404**	**3 370**	28 3%	**1 650**	**2 373**	31 6%	**2 163**	**2 418**	2 3%	**3 892**	**4 689**	10 2%
8	Personnel	1 245	1 927	41 6%	872	1 502	57 7%	1 526	1 858	11 4%	2 908	3 159	0 6%
9	Frais divers de gestion	134	221	51 1%	156	159	6 7%	106	107	7 7%	233	358	40 9%
10	Eau / Electricité	108	228	93 2%	290	340	7 3%	203	153	30 9%	148	280	73 1%
11	Fonctionnement véhicules	130	161	13 6%	102	123	10 6%	84	101	9 7%	148	249	54 2%
12	Voirie / Entretien	232	311	22 8%	46	42	17 0%	134	99	32 1%	160	263	50 6%
13	Autres	555	522	13 9%	184	207	3 0%	111	100	17 8%	296	380	17 4%
14	Solde d épargne brute	0	506		151	767		0	0		1 014	4 214	
15	Remboursement dette	0	0		151	123		0	0			0	
16	Taux d endettement	0 0%	0 0%		8 4%	3 9%		0 0%	0 0%		0 0%	0 0%	
17	Solde d épargne nette	0	506		0	644		0	0		1 014	4 214	
18	Taux d épargne nette	0 0%	13 1%		0 0%	20 5%		0 0%	0 0%		20 7%	47 3%	

Tableau F5

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes urbaines

ECHANTILLON DE COMMUNES URBAINES

	(milliers DH)	Chichaoua (T) IMINTANOUT 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Kenitra (NO) SIDI YAHIA DU GHARB 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Sidi Youssef B Ali (T) SIDI YOUSSEF BEN ALI 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Berkane Taourirt (O) TAOURIRT 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1	**Recettes courantes**	**2 002**	**3 232**	47 7%	**4 487**	**6 530**	33 2%	**13 781**	**19 531**	29 7%	**10 919**	**13 238**	10 9%
2	Taxe urbaine	70	57	25 9%	120	147	11 8%	200	200	8 5%	100	100	8 5%
3	Patente	150	160	2 4%	700	457	40 3%	3 620	5 429	37 2%	550	533	11 3%
4	Taxe d édilité	400	394	9 9%	800	927	6 0%	1 140	1 333	7 0%	1 110	1 200	1 1%
5	Dotations TVA	285	1 249	301 0%	400	1 897	333 9%	5 735	10 589	68 9%	6 410	8 647	23 4%
6	Autres recettes	1 097	1 373	14 5%	2 467	3 103	15 1%	3 086	1 981	41 3%	2 749	2 758	8 2%
7	**Dépenses courantes**	**2 003**	**2 528**	15 5%	**4 486**	**6 530**	33 2%	**13 780**	**15 225**	1 1%	**10 666**	**12 211**	4 8%
8	Personnel	1 161	1 529	20 5%	2 517	3 661	33 1%	8 210	9 263	3 2%	6 992	8 059	5 5%
9	Frais divers de gestion	131	144	0 7%	236	285	10 7%	293	411	28 6%	301	325	0 9%
10	Eau / Electricité	187	284	38 8%	955	1 716	64 4%	865	1 661	75 7%	1 505	1 759	6 9%
11	Fonctionnement véhicules	135	155	5 3%	330	313	13 1%	730	793	0 6%	350	530	38 6%
12	Voirie / Entretien	218	222	6 8%	77	135	60 9%	625	538	21 2%	869	969	2 0%
13	Autres	171	194	3 7%	371	419	3 2%	3 058	2 559	23 4%	649	569	19 8%
14	Solde d épargne brute	0	705		0	0		0	4 306		254	1 027	
15	Remboursement dette	0	184			0			204		254	641	
16	Taux d endettement	0 0%	5 7%		0 0%	0 0%		0 0%	1 0%		2 3%	4,8%	
17	Solde d épargne nette	0	520		0	0		0	4 102		0	386	
18	Taux d épargne nette	0 0%	16 1%		0 0%	0 0%		0,0%	21 0%		0 0%	2 9%	

Tableau F5

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes urbaines

ECHANTILLON DE COMMUNES URBAINES

	(milliers DH)	Errachidia (CS) TINEJDAD 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Assa Zag (S) ZAG 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1	**Recettes courantes**	**1 641**	**2 236**	24 7%	**2 641**	**3 307**	14 6%
2	Taxe urbaine	1	3	205 0%	0	0	
3	Patente	8	33	281 3%	0	1	
4	Taxe d édilité	1	32	2828 2%	0	0	
5	Dotations TVA	1 230	1 716	27 6%	2 344	2 991	16 8%
6	Autres recettes	401	451	3 1%	297	316	2 6%
7	**Dépenses courantes**	**1 640**	**2 206**	23 1%	**1 388**	**2 004**	32 1%
8	Personnel	1 272	1 628	17 1%	1 107	1 453	20 2%
9	Frais divers de gestion	74	107	32 6%	58	138	117 2%
10	Eau / Electricité	133	149	3 1%	0	94	
11	Fonctionnement véhicules	62	133	95 8%	52	66	16 8%
12	Voirie / Entretien	30	54	63 8%	65	88	23 4%
13	Autres	70	135	77 5%	106	166	42 6%
14	Solde d épargne brute	1	30		1 253	1 303	
15	Remboursement dette		0		1 253	1 031	
16	**Taux d endettement**	**0 0%**	**0 0%**		**47 5%**	**31,2%**	
17	Solde d épargne nette	1	30		0	273	
18	Taux d épargne nette	0 0%	1 3%		0 0%	8 2%	

Tableau F6

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes rurales

ECHANTILLON DE COMMUNES RURALES	Agadir I O (S) DRARGA			Chtouka A Baha (S) AIT AMIRA			Inezgane A M (S) LQLIAA			Ain Chock Hay H (C) BOUSKOURA		
(milliers DH)	1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1 **Recettes courantes**	**1 762**	**3 051**	58 4%	**660**	**1 827**	153 5%	**559**	**1 317**	115 4 /	**5 120**	**13 043**	133 1%
2 Taxes urbaines + patente	0	57		15	40	144 0%	0	341		3 100	7 200	112 5%
6 Droits de marchés	5	13	125 9%	110	121	0 9%	30	20	39 0%	280	197	35 7%
7 Produit forestier	1 620	1 633	7 7%	0	0		20	33	52 5%	170	20	89 2%
8 Taxe d abattage	0	0		0	76		0	0		0	147	
9 Domaine privé	0	0		0	486		0	0		0	257	
10 Dotations TVA	0	475		222	766	215 8%	313	731	113 7%	0	1 151	
11 Autres recettes	137	873	483 4%	313	338	1 2%	196	191	11 0%	1 570	4 072	137 2%
12 **Dépenses courantes**	**920**	**1 157**	15 1%	**660**	**959**	33 0%	**2 058**	**373**	83 4%	**3 514**	**5 069**	32 0%
13 Personnel	530	679	17 3%	514	769	36 9%	1 526	270	83 8%	2 299	2 761	9 9%
14 Eau / Electricité	80	70	19 9%	45	51	3 0%	203	30	86 5%	770	1 000	18 8%
15 Fonctionnement véhicules	91	114	14 2%	15	24	46 4%	84	20	78 2%	360	419	6 6%
16 Voirie / Entretien	26	5	81 2%	7	9	13 3%	134	4	97 3%	85	47	49 5%
17 Autres	194	289	36 7%	79	107	23 7%	111	49	60 1%	0	842	
18 Solde d épargne brute	842	1 894		0	869		1 499	944		1 607	7 973	
19 Remboursement dette	0	0		0	0		0	0		422	281	
20 *Taux d endettement*	0 0%	0 0%		0 0%	0 0%		0 0%	0 0%		8 2%	2 2%	
21 Solde d épargne nette	**842**	**1 894**		**0**	**869**		**1 499**	**944**		**1 185**	**7 692**	
22 Taux d épargne nette	**47 8%**	**62 1%**		**0 0%**	**47 5%**		**268 0%**	**71 7%**		**23 1%**	**59,0%**	

Tableau F6

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes rurales

ECHANTILLON DE COMMUNES RURALES

	(milliers DH)	Al Haouz (T) GHMATE 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Ben Slimane (C) EL MANSOURIA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Boulemane (CN) FRITISSA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Boulemane (CN) KSABI MOULOUYA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1	**Recettes courantes**	**732**	**1 754**	119 3%	**2 320**	**3 765**	48 5%	**892**	**1 281**	31 5%	**1 123**	**1 879**	53 1%
2	Taxes urbaines + patente	15	15	11 1%	780	1 200	40 8%	0	17		30	59	78 9%
6	Droits de marchés	140	240	56 9%	0	0		120	86	34 7%	40	40	8 5%
7	Produit forestier	10	1	93 9%	100	200	83 0%	5	0		30	30	8 5%
8	Taxe d abattage	0	7		0	0		0	2		0	6	
9	Domaine privé	0	485		0	1 203		0	43		0	896	
10	Dotations TVA*	302	900	173 0%	0	751		541	1 050	77 7%	0	703	
11	Autres recettes	265	107	63 2%	1 440	411	73 9%	226	83	66 2%	1 023	146	87 0%
12	**Dépenses courantes**	**732**	**1 122**	40 3%	**2 095**	**2 320**	1 3%	**892**	**924**	5 2%	**1 123**	**1 167**	4 9%
13	Personnel	550	877	46 1%	1 079	1 217	3 2%	722	802	1 6%	650	747	5 1%
14	Eau / Electricité	26	33	16 1%	400	493	12 9%	53	8	86 2%	176	147	23 9%
15	Fonctionnement véhicules	30	36	9 8%	175	160	16 3%	18	18	5 8%	45	61	24 4%
16	Voirie / Entretien	3	6	71 6%	79	47	45 6%	6	1	85 2%	33	0	
17	Autres	124	170	26 2%	362	403	1 8%	93	95	6 4%	219	213	11 1%
18	Solde d épargne brute	0	632		226	1 446		0	357		0	712	
19	Remboursement dette	0	0		0	0		0	0		0	2	
20	**Taux d endettement**	**0 0%**	**0 0%**		**0 0%**	**0 0%**		**0 0%**	**0 0%**		**0 0%**	**0 1%**	
21	Solde d épargne nette	**0**	**632**		**226**	**1 446**		**0**	**357**		**0**	**710**	
22	Taux d épargne nette	**0 0%**	**36 0%**		**9 7%**	**38 4%**		**0 0%**	**27 9%**		**0 0%**	**37 8%**	

Tableau F6

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes rurales

ECHANTILLON DE COMMUNES RURALES (milliers DH)	Chichaoua (T) MAJATT 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	El Hajeb (CS) AIT OUIKHALFEN 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	El Jadida (C) HAOUZIA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	El Jadida (C) LAGHNADRA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1 **Recettes courantes**	**1 316**	**2 325**	61 7%	**387**	**430**	1 5 /	**1 311**	**3 013**	110 4%	**925**	**1 098**	8 7%
2 Taxes urbaines + patente	15	16	1 6%	0	2		20	125	473 7%	80	73	16 1%
6 Droits de marchés	884	922	4 6%	60	60	8 5%	410	0		0	0	
7 Produit forestier	0	0		140	96	37 6%	0	667		0	0	
8 Taxe d abattage	0	26		0	0		0	0		0	0	
9 Domaine privé	0	194		0	0		0	8		0	23	
10 Dotations TVA	0	922		152	239	43 3%	0	844		150	918	460 1%
11 Autres recettes	417	246	46 1 /	35	34	12 0%	881	1 368	42 2%	695	83	89 0%
12 **Dépenses courantes**	**1 316**	**1 386**	3 6%	**387**	**412**	2 7 %	**1 311**	**1 605**	12 1%	**925**	**920**	9 0%
13 Personnel	907	1 031	4 0%	281	319	3 7%	790	905	4 9%	457	467	6 5%
14 Eau / Electricité	114	75	39 5%	0	0		75	105	27 7%	105	203	77 2%
15 Fonctionnement véhicules	29	85	168 5 /	15	23	38 3%	53	67	15 1%	50	60	9 9%
16 Voirie / Entretien	53	27	52 8%	7	8	19 2%	47	46	10 4%	55	7	88 9%
17 Autres	213	168	28 1 %	84	62	33 2%	345	483	27 9%	257	183	35 1%
18 Solde d épargne brute	0	939		0	18		0	1 407		0	178	
19 Remboursement dette	0	106		0	0		0	0		0	0	
20 **Taux d endettement**	0 0%	4 6%		0 0%	0 0%		0 0%	0 0%		0 0%	0 0%	
21 Solde d épargne nette	0	833		0	18		0	1 407		0	178	
22 Taux d épargne nette	0 0%	35 8%		0 0%	4 2%		0 0%	46 7%		0 0%	16 2%	

Tableau F6

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes rurales

ECHANTILLON DE COMMUNES RURALES

	(milliers DH)	Fes Medina (CN) SIDI HARAZEM 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Ifrane (CS) AIN LEUH 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Larache (NO) LAOUAMRA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol	Larache (NO) ZOUADA 1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1	**Recettes courantes**	**5 340**	**9 180**	57 3%	**2 780**	**5 746**	89 1%	**5 650**	**6 882**	11 5%	**3 300**	**4 207**	16 6%
2	Taxes urbaines + patente	950	557	46 3%	36	37	4 9%	4 350	3 267	31 3%	2 800	2 333	23 7%
6	Droits de marchés	12	13	1 7%	55	49	18 0%	340	373	0 5%	0	24	
7	Produit forestier	0	0		2 106	3 922	70 4%	500	1 200	119 6%	459	433	13 6%
8	Taxe d abattage	0	13		0	11		0	60		0	0	
9	Domaine privé	0	1 700		0	131		0	286		0	0	
10	Dotations TVA	0	3 580		0	1 193		0	804		0	654	
11	Autres recettes	4 378	3 315	30 7 /	583	401	37 0%	460	891	77 3 /	41	762	1609 3%
12	**Dépenses courantes**	**4 237**	**4 747**	2 5%	**2 028**	**3 363**	51 7%	**2 900**	**3 661**	15 5%	**1 060**	**1 412**	21 9%
13	Personnel	2 589	3 045	7 6%	2 098	2 375	3 6%	1 942	2 355	11 0%	874	1 074	12 4%
14	Eau / Electricité	835	621	32 0%	160	380	117 3%	252	750	172 5 %	0	20	
15	Fonctionnement véhicules	175	177	7 6%	148	201	24 2%	95	130	25 2%	78	132	54 9%
16	Voirie / Entretien	143	252	61 3%	46	24	52 1%	8	21	140 2%	9	12	18 6%
17	Autres	495	652	20 5%	424	384	182 9%	603	404	38 7%	99	174	61 1%
18	Solde d épargne brute	1 103	4 433		752	2 383		2 750	3 221		2 240	2 795	
19	Remboursement dette	339	147		20	0		0	0		0	0	
20	Taux d endettement	6 3%	1 6%		0 7%	0 0%		0 0%	0 0%		0 0%	0 0%	
21	Solde d épargne nette	764	4 285		732	2 383		2 750	3 221		2 240	2 795	
22	Taux d épargne nette	14 3%	46 7%		26 3%	41 5%		48 7%	46 8%		67 9%	66 4%	

Tableau F6

Epargne nette et Endettement Echantillon de communes rurales

ECHANTILLON DE COMMUNES RURALES

Tata (S)

AIT OUABELLE

	(milliers DH)	1994 réalisé	1996 12 mois est	96 / 94 évol
1	Recettes courantes	238	373	43 8%
2	Taxes urbaines + patente	1	0	100 0%
6	Droits de marchés	4	11	164 6%
7	Produit forestier	2	0	84 7%
8	Taxe d abattage	0	6	
9	Domaine privé	0	2	
10	Dotations TVA	185	310	53 1%
11	Autres recettes	46	44	12 6%
12	Dépenses courantes	238	342	31 8%
13	Personnel	177	296	53 0%
14	Eau / Electricité	0	0	
15	Fonctionnement véhicules	0	0	
16	Voirie / Entretien	2	1	54 2%
17	Autres	59	46	29 0%
18	Solde d épargne brute	0	31	
19	Remboursement dette	0	0	
20	Taux d endettement	0 0%	0,0%	
21	Solde d épargne nette	0	31	
22	Taux d épargne nette	0 0%	8 3%	

ANNEXE G

TABLEAUX DES HYPOTHESES DE PREVISION

Tableau G1 Hypothese moyenne M1 (FEC 25%)

Tableau G2 Hypothese basse B1 (FEC 20%)

Tableau G3 Hypothese haute H1 (FEC 30%)

Tableau G4 Hypothese haute H2 (15 milliards DH investissement / an)

Tableau G1

Projection de la demande de prêts FEC - Hypothèse Moyenne M1 (FEC 25%)

Hypothèse moyenne M1
FEC finance 25% des investissements

	millions DH	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1	Recettes courantes	7445	8392	9445	10792	11 547	12 240	12 975	13 494	14 033	14 595
2	taux d évolution estimé					7 0%	6 0%	6 0%	4 0%	4 0%	4 0%
3	Dépenses courantes	4417	5492	5825	5809	6 076	6 295	6 547	6 809	7 081	7 364
4	taux d évolution estimé					4 6%	3 6%	4 0%	4 0%	4 0%	4 0%
5	Annuités dette existante	483	645	677	924	841	939	1 019	1 122	1 294	1 449
6	Annuités dette nouvelle					191	181	214	300	298	297
7	Total annuité de la dette (=5+6)	483	645	677	924	1 032	1 120	1 233	1 422	1 592	1 746
8	Epargne nette (= 1 3 7)	2 545	2 255	2 943	4 059	4 439	4 825	5 195	5 263	5 361	5 485
9	TVA Equipement	1 367	1 442	1 018	0						
10	Emprunt	1 067	1 045	1 002	1 060	1 000	1 206	1 732	1 754	1 787	1 828
11	Total min invest estimé	4 979	4 742	4 963	5 119	5 439	6 032	6 927	7 017	7 147	7 313
12	% invest financé par emprunt	21,4%	22 0%	20 2%	20 7%	18 4%	20 0%	25 0%	25 0%	25 0%	25 0%
13	taux d épargne (= 8/1)	34 2%	26 9%	31 2%	37,6%	38 4%	39 4%	40 0%	39,0%	38 2%	37,6%
14	taux d endettement (= 7/1)	6 5%	7 7%	7 2%	8 6%	8 9%	9 2%	9,5%	10 5%	11 3%	12 0%
	Conditions Prêts FEC										
15	Taux d intérêt					12 5%	12 5%	12 0%	11 5%	11 0%	10 5%
16	Durée					10	10	10	10	10	10

Tableau G2

Projection de la demande de prêts FEC - Hypothese Basse B1 (FEC 20%)

Hypothèse basse B1
FEC finance 20% des investissements

	millions DH	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1	Recettes courantes	7445	8392	9445	10792	11 547	12 240	12 975	13 494	14 033	14 595
2	taux d évolution estimé					7 0%	6 0%	6 0%	4 0%	4 0%	4 0%
3	Dépenses courantes	4417	5492	5825	5809	6 076	6 295	6 547	6 809	7 081	7 364
4	taux d évolution estimé					4 6%	3 6%	4 0%	4 0%	4 0%	4 0%
5	Annuités dette existante	483	645	677	924	841	939	1 019	1 122	1 226	1 322
6	Annuités dette nouvelle					191	181	214	225	227	229
7	Total annuité de la dette (=5+6)	483	645	677	924	1 032	1 120	1 233	1 347	1 452	1 550
8	Epargne nette (= 1 3 7)	2 545	2 255	2 943	4 059	4 439	4 825	5 195	5 338	5 500	5 680
9	TVA Equipement	1 367	1 442	1 018	0						
10	Emprunt	1 067	1 045	1 002	1 060	1 000	1 206	1 299	1 335	1 375	1 420
11	Total min invest estimé	4 979	4 742	4 963	5 119	5 439	6 032	6 494	6 673	6 875	7 100
12	% invest financé par emprunt	21 4%	22 0%	20 2%	20 7%	18 4%	20 0%	20 0%	20 0%	20 0%	20 0%
13	taux d épargne (= 8/1)	34 2%	26 9%	31 2%	37 6%	38 4%	39 4%	40 0%	39 6%	39,2%	38 9%
14	taux d endettement (= 7/1)	6 5%	7 7%	7 2%	8 6%	8 9%	9 2%	9 5%	10 0%	10 3%	10 6%
	Conditions Prêts FEC										
15	Taux d intérêt					12 5%	12 5%	12 0%	11 5%	11 0%	10 5%
16	Durée					10	10	10	10	10	10

Tableau G3

Projection de la demande de prêts FEC - Hypothese Haute H1 (FEC 30%)

Hypothèse haute H1
FEC finance 30% des investissements

	millions DH	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1	Recettes courantes	7445	8392	9445	10792	11 547	12 240	12 975	13 494	14 033	14 595
2	taux d évolution estimé					7 0%	6 0%	6 0%	4 0%	4 0%	4 0%
3	Dépenses courantes	4417	5492	5825	5809	6 076	6 295	6 547	6 809	7 081	7 364
4	taux d évolution estimé					4 6 %	3 6%	4 0%	4 0%	4 0%	4 0%
5	Annuités dette existante	483	645	677	924	841	939	1 019	1 187	1 383	1 558
6	Annuités dette nouvelle					191	181	285	333	329	327
7	Total annuité de la dette (=5+6)	483	645	677	924	1 032	1 120	1 304	1 520	1 712	1 884
8	Epargne nette (= 1 3 7)	2 545	2 255	2 943	4 059	4 439	4 825	5 124	5 165	5 241	5 346
9	TVA Equipement	1 367	1 442	1 018	0						
10	Emprunt	1 067	1 045	1 002	1 060	1 000	1 608	1 922	1 937	1 965	2 005
11	Total min invest estimé	4 979	4 742	4 963	5 119	5 439	6 434	6 405	6 457	6 551	6 683
12	% invest financé par emprunt	21 4%	22 0%	20 2%	20 7%	18 4%	25,0%	30 0%	30 0%	30 0%	30 0%
13	taux d épargne (= 8/1)	34 2%	26 9%	31 2%	37 6%	38 4%	39 4%	39 5%	38 3%	37,3%	36 6%
14	taux d endettement (= 7/1)	6 5%	7 7%	7 2%	8 6%	8 9%	9 2%	10 0%	11 3%	12 2%	12 9%
	Conditions Prêts FEC										
15	Taux d intérêt					12 5%	12 5%	12 0%	11 5%	11 0%	10 5%
16	Durée					10	10	10	10	10	10

Tableau G4

Projection de la demande de prêts FEC - Hypothese Haute H2 (15 milliard DH/an investissement)

Hypothèse haute H2

Investissements CL = 15 000 MDH par an

	millions DH	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
1	Recettes courantes	7445	8392	9445	10792	11 547	12 240	12 975	13 494	14 033	14 595
2	taux d évolution estimé					7 0%	6 0%	6 0%	4 0%	4 0%	4 0%
3	Dépenses courantes	4417	5492	5825	5809	6 076	6 295	6 547	6 809	7 081	7 364
4	taux d évolution estimé					4 6%	3 6%	4 0%	4 0%	4 0%	4 0%
5	Annuités dette existante	483	645	677	924	841	939	1 019	2 083	3 136	4 207
6	Annuités dette nouvelle					191	181	1 270	1 363	1 488	1 608
7	Total annuité de la dette (=5+6)	483	645	677	924	1 032	1 120	2 289	3 446	4 623	5 815
8	Epargne nette (= 1 3 7)	2 545	2 255	2 943	4 059	4 439	4 825	4 139	3 239	2 329	1 415
9	TVA Equipement	1 367	1 442	1 018	0						
10	Emprunt	1 067	1 045	1 002	1 060	1 000	7 175	7 861	8 761	9 671	10 585
11	Subvention d investissement						3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
12	Total min invest estimé	4 979	4 742	4 963	5 119	5 439	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
13	% invest financé par emprunt	21 4%	22 0%	20 2%	20 7%	18 4%	25 0%	30 0%	30 0%	30 0%	30 0%
14	taux d épargne (= 8/1)	34 2%	26 9%	31 2%	37 6%	38 4%	39 4%	31 9%	24 0%	16 6%	9 7%
15	taux d endettement (= 7/1)	6 5%	7 7%	7 2%	8 6%	8 9%	9 2%	17 6%	25 5%	32 9%	39 8%
	Conditions Prêts FEC										
16	Taux d intérêt					12 5%	12 5%	12 0%	11 5%	11 0%	10 5%
17	Durée					10	10	10	10	10	10

Pour cette hypothèse, avec un montant très important d investissement une subvention d investissement de 20% par an a aussi été calculée

ANNEXE H

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR

A EAU POTABLE

Les programmes d'investissements en eau potable comprennent le PAGER (Programme d'Approvisionnement Groupe en Eau Potable des Populations Rurales) et les investissements prevus par les regies d'eau et d'electricite jusqu'a l'an 2000

Eau potable rurale (PAGER)

Le PAGER a ete etabli d'apres le Plan Directeur d'alimentation en eau potable, prepare en 1994 avec l'aide du PNUD Il est mis en oeuvre conjointement par le Ministere de l'Interieur et le Ministere des Travaux Publics (MTP) En 1995, une enquête a identifie 31 000 localites rurales (douars) necessitant des equipements d'alimentation et de distribution d'eau potable Ces localites ont ete choisies en fonction de la population, de l'eloignement des points d'eau d'approvisionnement, de la vulnerabilite a la secheresse et des risques des maladies hydriques Les investissements retenus comprennent

- des points d'eau amenages avec un ouvrage de captage, une pompe, un reservoir et un abreuvoir, et,
- des bornes fontaines par branchements sur des adductions d'eau existantes (ONEP) ou a creer

Les commune rurales beneficiaires sont maîtres d'ouvrage des equipements et reçoivent l'assistance des services techniques de l'Etat Les communes sont responsables de l'exploitation et de la gestion des equipements, mais elles peuvent recevoir l'appui des associations d'usagers (engagees sur contrat) pour la gestion des projets

Les sources de financement pour l'ensemble du programme sont estimees comme suit

-Etat	25%
-Communes beneficiaires	15%
-Solidarite nationale[7]	15%
-Prêts et dons	45%

[7] surtaxe sur les consommations d'eau des usagers urbains

Le coût total des equipements prevus par le PAGER est de 10 milliards DH, avec un echeancier de realisation prevu sur 8 ans, a partir de 1995 L'ONEP participe dans la realisation des branchements sur adductions existantes pour 4 305 douars, avec un coût total de 3,12 milliards DH La Direction de l'Hydraulique du MTP assure le suivi des travaux dans 26 128 douars, pour des equipements de 6,82 milliards DH

Eau potable urbaine (Regies)
Dans les grands centres urbains, il y a 17 regies qui fournissent le service de distribution d'eau potable En 1995, un plan de developpement sur cinq ans, jusqu'a l'an 2000 a ete prepare par chacune des regies Les investissements mis en place sont finances pour 30% par des ressources propres (autofinancement), pour 40% par la participation des abonnes, et pour 30% par emprunts (generalement contractes directement avec le bailleurs de fonds)[8] Pour la periode 1998-2000, les regies prevoient plus de 2,4 milliards DH d'investissements Cette prevision a ete etendue a l'an 2002, avec 900 MDH d'investissements supplementaires

Eau potable Previsions et part potentielle du FEC

Hypotheses de base
- Le montant des investissements des CR dans le PAGER est fonction des equipements deja realises dans le programme,
- Les taux de participation des CR exiges par le bailleurs de fonds pour la partie ONEP sont 30% par la KFW et 25% par la CFD et les japonais,
- Le taux de participation des CR estime pour la partie Hydraulique du PAGER est 15%,
- Le FEC ne financerait que 80% du montant de la participation de CR, conformement a sa declaration de politique generale,
- Les regies financent 2,5% de leurs besoins d'emprunts pour l'eau potable aupres du FEC

Elements de comparaison
- de 1992 a 1996, les regies ont investi 2,6 milliard DH, mais n'ont emprunte que 9 MDH aupres du FEC,
- de 1992 a 1996, le CR n'ont realise que 38 MDH en prêts pour l'eau potable, compare a un rythme potentiel de plus de 200 MDH par an dans le cadre du PAGER

8 Cette repartition de financement est generale pour les investissements des regies, y compris les projets d electricite et de transports urbains

Tableau H1 Besoins en eau potable et participation projetee du FEC

MDH	1998	1999	2000	2001	2002	Total 98-02
Investissement CR - PAGER	220	271	290	308	290	1379
Regies	967	815	641	500	400	3323
Total	1187	1086	931	808	690	4702
Prêts FEC CR PAGER	176	216	232	247	232	1103
Regies	24	20	16	13	10	83
Total	200	236	248	260	242	1186
% des investissements finances par FEC	17%	22%	23%	28%	35%	25%

B ELECTRICITE

Les programmes d'investissements en electricite comprennent le PERG (Plan d'Electrification Rurale Globale) et des investissements prevus par les regies d'eau et d'electricite jusqu'a l'an 2000

Electrification rurale (PERG)
Malgre les efforts deployes pour l'electrification du milieu rural, tel le PNER, les resultats etaient en deça des besoins, notamment a cause de problemes de financement Apres les programmes PNER I, le taux d'electrification rural absolu etait estime a 15% en 1988, le nouveau decoupage administratif a redefini le statut de certaines communes rurales, qui sont devenues communes urbaines, ramenant le taux d'electrification rural a 10% environ

Ainsi, en 1995, le PERG a ete etudie, visant a electrifier la totalite du milieu rural a l'horizon 2010, avec un investissement total prevu de 15 milliards DH (constants), soit a peu pres un milliard DH par an L'investissement est finance par la participation de l'Office National d'Electricite (ONE), des beneficiaires et des communes, calcule de la façon suivante

- l'ONE doit contribuer a hauteur de 2,25% des recettes des ventes d'electricite,
- les beneficiaires versent 40 DH / mois pendant 7 ans (3 360 DH), ou 2 252 si la part est versee en totalite au moment du branchement, et,
- les CL versent 500 DH par an et par foyer a electrifier pendant 5 ans (2 500 DH) ou 2 085 DH si la part est versee avant le debut de la realisation

Avec la premiere tranche du PERG (PERG I) pour 1996 et 1997, il est prevu d'electrifier 216 000 foyers dans 1 030 villages, pour un coût total de 1,37 milliard DH La participation des communes seraient de 450 MDH

Distribution d'electricite urbaine (Regies)
Sur les 17 regies qui fournissent le service de distribution d'eau potable, dix s'occupent egalement de la distribution de l'electricite Pour la periode 1998-2000, les regies ont programme plus de 3,4 milliards DH d'investissements Cela implique une realisation annuelle deux fois plus importante que pendant la periode 1994-1996 Cette prevision a ete etendue a l'an 2002, avec 1 000 MDH d'investissements supplementaires

Electricite Previsions et part potentielle du FEC
Hypotheses de base

- Le montant de participation des CR dans les investissements du PERG est estime a partir de la connexion de 130 000 foyers par an au reseau electrique, a raison de 2 085 DH par foyer
- Le FEC ne financerait que 80% du montant de la participation de CR, conformement a sa declaration de politique generale
- Les regies financent 2,5% de leurs besoins d'emprunts pour l'electricite aupres du FEC

Tableau H2 Besoins en electricite et participation projetee du FEC

MDH	1998	1999	2000	2001	2002	Total 98-02
Investissement CR - PERG	271	271	271	271	271	1355
Regies	794	738	593	500	500	3125
Total	1065	1009	864	771	771	4480
Prêts FEC CR - PERG	215	215	215	215	215	1084
Regies	20	18	15	12	13	78
Total	237	235	232	229	229	1162
% des investissements finances par FEC	22%	23%	27%	30%	30%	26%

Elements de comparaison

- de 1992 a 1996, les regies ont investi 2,4 milliard DH, mais n'ont emprunte que 51 MDH aupres du FEC (ou 2% de leurs investissements),
- de 1992 a 1996, le CR ont realise 178 MDH en prêts pour l'electrification, notamment dans le cadre du PNER II, compare a un rythme potentiel de plus de 200 MDH par an dans le cadre du PERG

C TRANSPORTS URBAINS (REGIES)

Il y a sept regies qui fournissent des service de transports urbains Les programmes d'investissements concernent surtout l'acquisition d'autobus

Pour la periode 1998-2000, les regies ont programme plus de 500 MDH d'investissements Cela implique une realisation annuelle deux a trois fois plus importante que pendant la periode 1994-1996 Cette prevision a ete etendue a l'an 2002, avec 300 MDH d'investissements supplementaires

Transports urbains Previsions et part potentielle du FEC

Hypothese de base

- Les regies financent 20% de leurs besoins d'emprunts pour le transport urbain aupres du FEC

Tableau H3 Besoins en transports urbains et participation projetee du FEC

MDH	1998	1999	2000	2001	2002	Total 98-02
Investissements Regies	190	157	169	150	150	816
Prêts FEC Regies	38	31	34	30	30	163

Elements de comparaison

- de 1992 a 1996, les regies ont investi 230 MDH, et ont emprunte 60 MDH aupres du FEC, soit 21% de leurs investissements

D ROUTES RURALES

Programme National de Construction des Routes Rurales (PNCRR)

Le PNCRR, mis en place par la Direction des routes et de la circulation routiere (DRCR) du Ministere des travaux publics a pour objectif a moyen terme de construire 10 000 km de routes nouvelles (pistes de desenclavement) A long terme, l'objectif est d'augmenter le rythme de construction par une recherche de nouvelles sources de financement

Une enquête sur 38 000 km de routes non revêtues a ete effectuee, plus de 80% des pistes sont en mauvaise etat, 27% sont en terrain montagneux, 26% en terrain vallonne Ainsi, 22% des localites recensees sont totalement enclavees, et 35% souffrent d'un enclavement saisonnier

A la suite de l'enquête, 13 300 km de routes non-revêtues a amenager ont ete selectionnees, avec trois niveaux d'amenagement route revêtue (2 860 km), route graveleuse (4 590 km) et amenagement des points durs (5 880 km)

Le programme national de construction adopte porte sur 11 000 km sur 7 a 9 ans, dont 5 070 km de construction de routes revêtues et 6 150 km de construction de routes non-revêtues Le coût annuel pour la construction et amenagement de 1 400 km est estime a 730 MDH, finance par la taxe additionnelle sur le carburant (460 MDH), le Budget general (170 MD) et par des partenaires, y compris les collectivites locales (100 MDH) La construction de routes neuves est estimee a 1 000 000 DH le kilometre, et l'amenagement de routes a 150 000 DH le kilometre

Routes et voirie Previsions et part potentielle du FEC

Hypotheses de base

- Le montant de participation des CR dans les investissements du PNCRR est estime a 15% du total des investissements,
- Le FEC ne financerait que 80% du montant de la participation de CR, conformement a sa declaration de politique generale

Tableau H4 Besoins en routes et voirie et participation projetee du FEC

MDH	1998	1999	2000	2001	2002	Total 98 02
Investissement CR PNCRR	99	99	99	100	99	496
Prêts FEC CR PNCRR	79	79	80	79	79	396

Elements de comparaison

- de 1992 a 1996, les CR ont emprunte au total 36 MDH aupres du FEC, compare a un rythme potentiel de 80 MDH par an dans le cadre du PNCRR

CONCLUSION

Malgre le manque d'informations sur de nombreux secteur et niveau de realisation precedents, on peut toutefois faire les remarques suivants sur le niveau des besoins en investissements deja identifies

Tableau H5 Recapitulatif

	Communes rurales (1992 1996)	Communes rurales (1998 2002)	Regies (1992-1996)	Regies (1996-2002)
Investissement				
Eau Potable		1379	2663	3324
Electricite		1355	2447	3124
Transport Urbain			265	815
Voirie		496		
Total		**3230**	**5357**	**7263**
Prêts FEC				
Eau Potable	38	1103	9	83
Electricite	178	1084	51	78
Transport Urbain			60	163
Voirie	36	397		
Total	**252**	**2584**	**120**	324

Pour la decennie a venir, trois efforts importants en direction des communes rurales ont ete lances le PAGER pour l'eau potable, le PERG pour l'electrification et le PNCRR pour les routes rurales Or, ces trois programmes vont tres probablement avoir les mêmes clients, car une commune qui est tres enclavee du point de vue de l'acces routier a d'autant moins de chances d'avoir acces a l'electricite et a des equipements sûrs pour l'eau potable

Au total, ces trois programmes impliquent un investissement potentiel aux frais des CR de plus de 3 milliards DH en cinq ans En soi, ceci semble faisable, compte tenu qu'en 1993, les depenses d'investissement des CR a atteint pres de 550 MDH

ANNEXE I

ENTREVUES

I 1 M MOHAMED BENNANI

Directeur, Direction de la programmation et des equipements communaux,
DGCL, Ministere de l'Interieur
(15 mai, 1997, J Pigey, M Sbihi)

Les besoins en matiere d'equipement ont ete evalues en 1993 a 32 milliards DH par an Ces besoins sont etablis sur la base du Schema Directeur d'Urbanisme ou sur la base d'etudes sectorielles Les ressources des collectivites locales ne peuvent pas faire face a ces besoins C'est pourquoi la priorite est accordee a certains secteurs, notamment l'assainissement, pour lequel une sous-traitance par le secteur prive est envisageable, aussi qu'un financement additionnel (FEC, TVA) pour 31 000 douars Le deuxieme secteur prioritaire est celui de l'electrification rurale

Pour M Bennani, le probleme primordial n'est pas celui de la determination des besoins mais celui de la recherche de sources de financement Si le FEC contribue au financement de l'equipement, cette contribution reste limitee et n'a pas depasse 10% de l'effort d'equipement au cours des 20 dernieres annees

I 2 M MOHAMED BRAHIMI

Directeur, Direction des etudes et des affaires juridiques, DGCL, Ministere de l'Interieur
(15 mai, 1997, J Pigey, A Lehzam, M Sbihi)

Le rôle de la DGCL au Maroc est semblable au systeme de la France avant la decentralisation de 1982 Elle exerce un contrôle sur l'activite et sur les personnes, avec une approbation prealable pour certaines decisions locales (budget, comptes, prêts, fiscalite) D'autres deliberations sont immediatement executoires, avec un contrôle a posteriori Il s'agit d'un contrôle de la legalite et non d'opportunite Les nouvelles regions connaîtront un systeme different, avec un contrôle juridictionnel, et l'intervention du juge de la Cour regionale des comptes

La fiscalite est une prerogative de l'Etat Le systeme fiscal marocain a ete reforme en 1989 Les trois grands impôts de l'Etat sont l'IGR, l'impôt sur les societes (IS) et la T V A

Les impôts accordes aux collectivites locales sont la taxe urbaine, la taxe d'edilite (toutes deux des taxes sur la propriete) et la patente De plus, une liste de 37 autres impôts et taxes locaux a ete defini

Les impôts mis en place dependent de la specificite de chaque collectivite locale Il s'agit surtout d'une fiscalite urbaine, qui est tres concentree, puisque 90% des recettes de la fiscalite locale provient de cinq taxes, et 7-8% provient de 11 autres taxes

D'apres M Brahimi, l'amelioration des recettes locales dependent desormais des actions sur l'ensemble de la chaîne fiscale etablissement de l'assiette fiscale, amelioration du recouvrement

Malgre la reforme fiscal, les collectivites locales continuent de dependre de transferts de l'Etat pour realiser leurs fonctions et equilibrer leurs budgets Ainsi, 30% "au moins" de la T V A est reverse aux collectivites locales Jusqu'en 1996, la T V A a ete reparti aux collectivites locales comme une subvention d'equilibre

I 3 M MOHAMED SBITI

Chef de division, Finances locales, Ministere des Finances
M Mohamed Boutracheh, Chef de service, Etudes et synthese budgetaire
(22 mai, 1997, J Pigey, M Sbihi)

Le Ministere des Finances veille a une saine gestion des finances des collectivites locales, a travers le contrôle de l'equilibre budgetaire pour eviter a ce que la commune ne sombre dans l'endettement excessif De même, il veille a ce que l'excedent de recettes ne soit pas affecte a des depenses inutiles

Par ailleurs, le contrôle exerce par le Ministere des Finances vise a comprimer les depenses de fonctionnement et a maximiser les ressources en termes de recherche de matiere imposable et de taux de recouvrement De même, le Ministere est responsable de l'harmonisation des politiques financieres de l'Etat et des differentes collectivites locales en ce sens que la politique budgetaire des collectivites locales respecte les choix budgetaires et les orientations financieres de l'Etat

I 4 M AHMED ALLAM

Directeur du developpement routier, Direction des routes, Ministere des Travaux Publics
(28 mai, 1997, A Lehzam)

Le programme national de construction des routes rurales a ete mis en place dans le cadre de la loi de Finances de 1995 Il consiste dans la construction et l'amenagement de 10 000 Km de routes rurales a amenager en priorite sur un total de 31 000 Km Le financement de ces travaux est assure par l'augmentation de la taxe additionnelle sur le carburant, qui est passee de 18 a 23 centimes/litre pour l'essence et de 10 a 13,5 centimes/litre pour le gasoil Cette taxe est destinee a la maintenance du reseau routier La taxe additionnelle alimente depuis 1989 le Fonds special routier (F S R) Avant 1995, ce Fonds a permis a l'Etat de realiser 300 Km par an

96

Sur les 10 000 Km de routes rurales identifiees, 3 000 Km sont prioritaires Pour beneficier de ce programme, les collectivites locales doivent apporter 10 a 30% du coût du projet L'engagement effectif de la collectivite sous forme de travaux est la condition sine qua non a l'engagement des travaux publics

Le coût moyen de construction d'un kilometre de route neuve est de 1 million DH Le coût des amenagements (abords, ouvrage d'art, etc) s'eleve a une moyenne de 150 000 DH/Km Le coût global du programme est de 5 milliards DH, avec une participation des collectivites locales a hauteur de 1,5 milliards, sur 8 ans Depuis 1995, leur participation a atteint seulement 218 millions DH Pour la premiere phase de mise en place, 1 280 Km de routes (routes neuves et amenagements) ont ete realisees

I 5 M CHERKAOUI

Ex-Rapporteur du budget, Commune urbaine de Rabat - Hassan
(mai 1997, M Sbihi)

La commune urbaine de Rabat-Hassan a subi de plein fouet les consequences du decoupage territorial, car son patrimoine a ete partage avec les communes nouvellement crees Les ressources ont diminue, puisque les recettes de la taxe d'edilite ne reviennent plus uniquement a la Commune de Rabat-Hassan, mais sont reparties entre les trois communes Il en est de même du parc auto

En ce qui concerne la planification economique, si elle etait embryonnaire dans l'avant-derniere conseil municipal et n'a ete que partiellement applique, aujourd'hui elle n'existe plus Certes des programmes ponctuels sont etablis mais ne se traduisent pas toujours sur le plan pratique Seuls quelques projets d'infrastructure necessaires sont integres dans le budget de l'equipement S'il s'agit de projets de grande envergure s'etalant sur quelques annees, une fois approuves par la Direction des Finances locales (DGCL), il est engage et sa realisation est repartie par tranches annuelles, avec possibilite de report chaque fois qu'il est necessaire

I 6 M MOHAMMED LAALOU

President, Commune urbaine de Sale - Bab Lamrissa
(12 mai, 1997, J Pigey, M Sbihi)

Programme d'investissements

La commune urbaine de Sale - Bab Lamrissa est beneficiaire d'une convention de developpement urbain des communes de Sale, signee avec le Ministere de l'Interieur en 1991 Cette convention devait assister la municipalite a financer un "Programme d'investissement", les sources de financement comprennent des prêts FEC (garantis par le Ministere de l'Interieur / DGCL), le transfert des recettes de la T V A et une subvention du Ministere de la Jeunesse et des Sports (subvention non confirmee a ce jour) Prevue pour quatre ans, la convention a ete reconduite, tous les travaux n'ayant pas ete realises

97

L'un des principaux investissements realise est la construction d'un reseau d'assainissement des eaux usees dans la Medina a un coût estime de 33 MDH, finance entierement par prêt FEC Cependant, la commune considere qu'elle ne serait pas en mesure de gerer ce reseau et souhaite transferer la responsabilite pour ce secteur a la regie d'eau et d'electricite de Rabat-Sale, la R E D

Egalement dans le cadre de la convention, la ville a acquis du materiel roulant pour le service de collecte des dechets solides L'avis du President est "qu'il faut tout privatiser", et la municipalite serait en train de prendre des contacts pour contracter le service de collecte des dechets solides a une entreprise privee Tout en affirmant que ce service coûterait moins cher apres la privatisation, la necessite d'encourager les agents par une augmentation de leurs salaires est egalement indiquee

Gestion du budget
La commune urbaine de Sale - Bab Lamrissa n'a pas etabli un echeancier de son programme d'investissement, et ne fait pas de previsions budgetaires Les investissements pluriannuels sont budgetes par tranche Les fonds de prêts sont demandes au fur et a mesure de la realisation des travaux, et les entreprises prennent le coût des travaux a leur charge jusqu'au deblocage des fonds

Au debut du mandat en 1993, la ville a ete oblige d'epurer ses arrieres aupres de la R E D, d'un montant de 30 MDH (alors que le budget s'elevait a 22 MDH en 1993), pour sa facture d'electricite (eclairage public) Cette obligation a ete remboursee sur une periode de quatre ans D'apres le President, la nouvelle repartition de la T V A a beneficie a la commune urbaine, mais il cherche toujours a negocier une assistance supplementaire de la DGCL, pour financer le "deficit" de la ville, compte tenu de son endettement aupres du FEC

I 7 M AHMED BANAYAD
President, Commune urbaine de Sefrou
M Bennouna, Vice President, M Mehrez, Comptable
(14 mai, 1997, J Pigey, M Sbihi)

Gestion du budget
D'apres le President de Sefrou, il s'est preoccupe d'ameliorer les recettes de la ville et de diminuer les depenses courantes, afin de pouvoir financer les investissements

Au niveau des recettes, il etait important d'etablir les taxes sur des bases fiables et sûres La patente depend d'un recensement fiable de l'activite economique Ce recensement est desormais effectue chaque annee, avec la revision de la liste fiscale, dans le but d'elargir l'assiette fiscale La taxe urbaine et la taxe d'edilite avait un taux de recouvrement de moins de 70% de l'assiette Les taux des taxes locales ont ete releves, ainsi, les boutiques dans le nouveau souk hebdomadaire sont loues pour 400 a 700 DH / mois

98

Programme d'investissement
Le reseau d'eau potable, vetuste et avec un rendement de 30% en 1992, a ete refait et etendu pour alimenter les quartiers peripheriques (avec 60 bornes-fontaines, l'eau est payee par la ville) Un schema directeur d'assainissement a ete prepare, avec l'aide de "Promoconsult"

Au niveau de la collecte des ordures menageres, une etude a ete preparee par ICMA, avec l'aide de USAID La ville a achete trois camions, avec un prêt FEC D'autres actions d'investissement depuis 1993 comprennent la restauration des remparts de la ville, des travaux sur le dispensaire, la construction d'une ecole, l'achat d'equipement frigorifiques La ville, avec l'assistance de l'ANHI a restructure cinq quartiers peripheriques, pour un coût de 24 MDH

Au niveau du plan d'investissement, la ville n'utilise pas la procedure d'AP-CP (autorisation de programme - credit de paiement) Le President pretend qu'il y a peu de projets pluriannuels La plupart des travaux sont fait en regie, ce qui fait que les coûts sont inscrit en personnel et materiaux, et donc comme depenses de fonctionnement, et pas comme des depenses d'investissement Les formalites administratives pour l'approbation des projets d'investissement par la DGCL et le Ministere des Finances creent des delais

I 8 M ABDELGHANI GUEZZAR

FEC - Directeur Financier
(29 avril, 1997, A Lehzam)

Approbation d'un prêt et deblocage des fonds
Les delais entre l'attribution d'un prêt et le deboursement de fonds ne coincident pas avec les delais de realisation de l'investissement Les donnees disponibles et les pratiques des communes ne permettent pas d approcher cette question d'une façon fiable Deux exemples permettent d'illustrer ce probleme

- une commune realise les travaux par le biais d'une entreprise, mais ne fait le decompte pour l'entreprise prestataire de services que quelques mois plus tard,
- une commune reçoit une partie du prêt (le premier deboursement) mais ne realise jamais le projet, ou le realise en partie, sans l'achever totalement

Prêts impayes
Selon M Guezzar, les prêts qui connaissent de serieuses difficultes de recouvrement sont les credits accordes dans le cadre des comptes speciaux (Dersa-Samsa a Tetouan et le quartier Moulay Ismail a Sale) Pour les autres communes, le seul probleme sont des retards de paiements

Clients du FEC
Sur plus de 1 500 communes urbaines et rurales et des regies au Maroc, 400 communes et regies sont clients du FEC Les communes peuvent se repartir en trois categories generales

99

- communes disposant de suffisamment de ressources financieres, et qui n'ont pas besoin de prêts du FEC,
- communes qui ne connaissent pas du tout le FEC,
- communes clientes du FEC et qui le sollicite systematiquement pour le financement de leurs projets

La nouvelle repartition des ressources de la T V A a augmente les capacites financieres de certaines collectivites, mais a reduit les ressources d'autres collectivites La clientele potentielle que doit identifier le FEC doit être parmi le premier groupe Le FEC doit donc identifier et repondre aux besoins des communes ayant beneficie de la nouvelle repartition de la T V A Pour atteindre cet objectif, il est necessaire de faire des enquêtes sur le terrain a grande echelle pour identifier les communes solvables et non solvables et leurs besoins en matiere d'equipement Cette etude doit normalement realiser cette enquête si elle veut aboutir a des resultats qui interessent le FEC, a savoir, l'identification de la clientele potentielle du FEC et l'elargissement de son champ d'intervention dans la perspective de sa transformation en une veritable banque

Ressources du FEC
Le probleme actuel du FEC se situe plus au niveau du coût des ressources et non de leur existence Les ressources actuelles du FEC sont couvertes a hauteur de 70% par les emissions obligataires Le reste - 30% - provient de ressources externes La tendance est d'arriver a une repartition de 50-50 Le FEC, a l'instar des autres banques doit respecter un certain nombre de regles, telle le respect du ratio Cooke, qui est egal a 8% (avec une notation de risque de 0% pour l'Etat, 20% pour les communes et 100% pour le secteur prive) En plus, le FEC ne doit pas placer plus de 10% de ses fonds aupres d'un seul client

I 9 M N'BOUH
FEC - Chef de service, Realisation et recouvrement
(30 avril, 1997, A Lehzam)

Les informations suivantes ont ete demandees a M N'bouh pour la preparation de la mission de Mme Pigey

- Evolution des prêts par secteur d'investissement, par type de commune et par type de regie,
- Evolution des decaissements des prêts par annee,
- Detail sur les prêts impayes et sur les retards de remboursement par secteur d'investissement et par type de commune et de regie,
- Un contrat type qui lie les communes et les regies et le FEC

Ces informations ont ete communiquees a l'equipe pendant la semaine du 5 mai, 1997

Impayes et penalites de retard

Selon M N'bouh, les penalites de retard sont calculees sur la base du taux contractuel + un point Les taux d'interêt actuels sont 12% pour un prêt de moins de 7 ans, et 12,5% pour un prêt de plus de 7 ans Avant 1992, les penalites de retard n'etaient pas reclamees aux communes, comme elles devaient être inscrites dans le budget pour être payees, chose rarement faite Apres l'arrivee de son nouveau directeur en 1992, et apres un audit, les penalites de retards sont averties aux communes En cas de non paiement, elles sont systematiquement provisionnees Pour 1996, le FEC a provisionne 10 millions DH de penalites

Les raisons de retards de paiements sont multiples Elles comprennent

- La Tresorerie Generale, la tresorerie provinciale et le percepteur traitent les dossiers et les mettent dans le circuit de paiement par quinzaine, ce qui peut creer un retard de 45 jours (D'ailleurs, les penalites de retard ne sont reclamees qu'apres 45 jours),
- Delai de transmission du tableau d'amortissement par le President du conseil au percepteur, avec un delai d'inscription de l'annuite dans le budget de la commune

Concurrents du FEC

Jusqu'a present, le FEC a retenu le monopole en matiere de prêt aux communes La Banque Populaire a plusieurs fois indique son interêt pour accorder des prêts aux communes En 1994, Wafa Banque a signe une convention avec le Ministere de l'Interieur pour financer des projets des communes, dont le coût est superieur ou egal a 80 millions DH (seuil qui a ete fixe pour ne pas concurrencer le FEC) Cependant, cette convention n'a jamais ete approuvee

Le seul concurrent serieux et potentiel du FEC reste la Caisse de Depôts et de Gestion (CDG), qui par son statut peut financer les collectivites locales Pendant les annees 1980, les zones industrielles ont ete financees par la CDG (periode ou le FEC faisait partie de la CDG) La CDG etait l'unique souscripteur des obligations emises par la communaute urbaine de Casablanca en 1992 et 1993 (150 millions DH pour chaque emission) Ce cas est reste unique, et l'objet des obligations etait la realisation du projet de la Mosquee Hassan II

I 10 M KAMAL LAYACHI

FEC - Chef de departement, Evaluation Sud/Tensift
(22 mai, 1997, J Pigey, M Sbihi)

L'entretien avec M Layachi a porte sur le travail d'evaluation des prêts pour les regions du Sud et du Tensift Ce departement reçoit un appui logistique de la delegation du FEC a Agadir, cette delegation compte 2 personnes, avec 2 embauches supplementaires prevues

Des que M Layachi est arrive au FEC, il a etabli une liste de demandes de prêts en instance Pour la region du Sud, sur 20 demandes en instance, 12 etaient eligibles a un prêt FEC et 8 non-eligibles Pour la region du Tensift, sur 19 demandes, seules 7 etaient eligibles et 12 non-eligibles